

Université Paris 1
Panthéon-Sorbonne

Bulletin
de
l'Institut
Pierre Renouvin

numéro 49
Printemps 2019

BULLETIN DE L'INSTITUT PIERRE RENOUVIN
1, rue Victor Cousin
75005 Paris
Tél. : 01 40 46 27 90

Courriel du Bulletin : bulletin.ipr@gmail.com

Site Internet :

<http://www.pantheonsorbonne.fr/autres-structures-de-recherche/ipr/les-revues/bulletin/>

RÉDACTION :

Marie-Pierre Rey

Directrice de la publication et rédactrice en chef

Gisèle Borie, Secrétaire de rédaction

Sara Legrandjacques & Laurent Pugnot Lambert,

Secrétaires de rédaction adjoints

Comité de rédaction

Alya Aglan, Farid Ameer, Houda Ben Hamouda, Laurence Badel, Gisèle Borie, Anne Couderc, Sylvain Dufraisse, Anaïs Fléchet, Annick Foucrier, Robert Frank, Jean-Michel Guieu, Mathieu Jestin, Hélène Harter, Véronique Hébrard, Catherine Horel, Audrey Kichelewski, Sara Legrandjacques, Annick Lempérière, Marie-Françoise Lévy, Antoine Marès, Florian Michel, Jean-Philippe Namont, François-Xavier Nérard, Diana Ospina, Céline Paillette, Laurent Pugnot Lambert, Jenny Raflik, Marie-Pierre Rey, Marie de Rugy, Pierre Singaravérou, Alain Soubigou, Hugues Tertrais, Fabien Théofilakis, Nicolas Vaicbourdt, Christina Wu

© Institut Pierre Renouvin, 2019

ISSN 1775-4305 (version électronique depuis 2010)

ISSN 1276-8944 (numéros papier 1997 à 2009)

en ligne sur le site de l'Institut Pierre Renouvin :

<http://www.pantheonsorbonne.fr/autres-structures-de-recherche/ipr/les-revues/bulletin/>

et sur CAIRN : <http://www.cairn.info/revue-bulletin-de-l-institut-pierre-renouvin.htm>

Meilleurs mémoires

SOMMAIRE

ÉDITORIAL/EDITORIAL

ANTOINE MARES

p. 11

BLANDINE BOLTZ

La conquête de Tourane, 1858-1860 :
L'expérience d'une défaite coloniale au Viêt
Nam *The Conquest of Tourane, 1858-1860: The
Experience of a Colonial Defeat in Việt Nam*

p. 17

JULES OGIER

- Sur les chemins de l'île d'Ezo. Explorateurs et missionnaires occidentaux dans le Hokkaido colonisé, 1868-1901
Travelling to 'Boreal' Japan: Explorers and Missionaries in 19th Century Colonized Hokkaido

p. 29

CLAIRE BRODIER

- L'alliance franco-russe, ou la pérennisation du souvenir des fêtes, 1896-1897
The Franco-Russian Alliance or the Perpetuation of the Journeys' Memory

p. 43

OLGA LEMAGNEN

- Loin du champ de bataille. Charles Lansiaux, photographe à Paris durant la Grande Guerre
Away from the Battlefield. Charles Lansiaux, Photographer in Paris during the Great War

p. 55

VINCENT HARMSSEN

- Deuil et mémoire à la fin de la Première Guerre mondiale : la mort de Quentin Roosevelt le 14 juillet 1918 et ses interprétations symboliques
Mourning and Memory at the End of World War One: Perceiving Quentin Roosevelt's Death after July, 14th, 1918

p. 71

THOMAS CLARÉ

- La contrebande de l'opium en Indochine : l'essor des « syndicats de l'opium » au Tonkin, fin XIX^e siècle-1940
Opium Smuggling in Indochina: The Rise of "Opium Unions" in Tonkin, End of the 19th century-1940

p. 85

FLORA LAFFORGUE

- L'Espagne de 1936 comme enjeu, modèle et idéal pour les gauches internationales, Europe et Amérique latine
1936 Spain as an Issue, a Model, and an Ideal for the International Left, Europe and Latin America

p. 97

LUCILE SAUDRAIS

- La mort vue du front. Représentations idéologiques et pratiques photographiques des soldats allemands, 1939-1945
Death from the Front: Ideological Representations and Photographic Practices of German Soldiers, 1939-1945

p. 111

REMY PÉRU-DUMESNIL

- Le Gallion : un aérodrome américain sur une terre française d'Amérique du Sud, 1940-1942
The Gallion: an American Aerodrome on French Soil in South America, 1940-1942

p. 125

GERMAIN LE ROCH

- Le Concours Chopin de Varsovie pendant la Guerre froide : quand la pratique musicale subvertit l'ordre bipolaire

The International Chopin Piano Competition during the Cold War: When Musical Practice Disrupts the Bipolar World Order

p. 137

ARTHUR BERTUCAT

- La coopération éducative franco-iranienne au prisme de la révolution islamique

Franco-Iranian Educational Cooperation in the Context of the Islamic Revolution

p. 149

AURIANE PETIT

- Les aires marines protégées « à la française ». Un enjeu de politique internationale

The "French Style" Marine Protected Areas. A Matter of International Politics

p. 161

OMBELINE DAGICOUR

- Régénérer la Patrie, construire l'État. Savoirs géographiques et production du territoire, Pérou, 1900-1930

Regenerating the Fatherland, Building the State. Geographical Knowledge and Territorial Production, Peru, 1900-1930

p. 173

VIE DES CENTRES

Toutes les informations concernant les centres sont disponibles sur le site <http://ipr.univ-paris1.fr>

Centre de recherches d'histoire nord-américaine
Directrice : Hélène HARTER

Centre de recherches d'histoire de l'Amérique latine et du monde ibérique
Directrice : Annick LEMPÉRIÈRE

Centre de recherches sur l'histoire de l'Europe centrale contemporaine
Directeur : Antoine MARÈS

Centre de recherches sur l'histoire des Slaves
Directrice : Marie-Pierre REY

Centre d'histoire de l'Asie contemporaine
Directeur : Pierre SINGARAVÉLOU

Centre d'histoire des relations internationales contemporaines
Directrice : Laurence BADEL

Guerre, politique et sociétés
Directrice : Alya AGLAN

Éditorial

ANTOINE MARES

Bientôt 25 ans (et 12 ans sur CAIRN) de publication du *Bulletin de l'IPR* pour un 49^e numéro consacré aux « meilleurs mémoires » soutenus en 2018 au sein de l'Institut Pierre Renouvin. Avec douze présentations de mémoires de master, l'une de thèse, et en respectant un grand équilibre des genres – on constate même une légère prévalence féminine (sept sur treize) –, ce numéro témoigne de la vitalité de la jeune recherche, de sa diversité et de sa continuité.

Sur le plan chronologique, il est à noter que le xix^e siècle n'est pas négligé avec trois contributions, que suit une répartition très étalée sur le xx^e siècle, qui doit d'ailleurs plus au hasard de la qualité des mémoires qu'à un propos délibéré. Sur le plan géographique, quatre textes concernent l'Europe, quatre les Amériques, quatre l'Asie, un les espaces maritimes. Seule l'Afrique et l'Océanie ne sont pas abordées.

Quant aux thématiques, elles sont également très variées : questions coloniales, représentations, Guerres mondiales, Guerre froide, mémoires, enjeux internationaux, politique culturelle, droit international, construction des savoirs.

Ici a été retenu un classement chronologique des contributions, qui forment un puzzle très intéressant à travers des approches souvent croisées entre continents, entre colonisateurs et colonisés, entre réalités et représentations internationales, entre acteurs des relations internationales et opinion publique.

« La conquête de Tourane (1858-1860) : l'expérience d'une défaite coloniale au Viêt Nam » nous renvoie aux réalités et aux images de la

colonisation. Si la décolonisation « à la française » a été marquée par des catastrophes sanglantes en Indochine et en Algérie, dont les responsabilités incombent notamment à des choix et à des gestions défailtantes au sortir de la Seconde Guerre mondiale, pour la colonisation, le mythe de la défaite rapide de la smalah d'Abd-el-Kader a occulté ses difficultés (par exemple la guerre du Rif). C'est fort opportunément que Blandine Boltz évoque l'échec de Tourane qui a commandé les points d'entrée dans la prise de contrôle de la Cochinchine, en rappelant une dimension mal connue de la colonisation marquée souvent par les tensions internationales dans la création des colonies, quelles soient africaines (l'affaire de Fachoda par exemple) ou asiatiques (rivalités anglo-russes) : la collaboration de certaines puissances européennes pour conquérir des territoires. Ici, c'est Madrid qui est aux côtés de Paris dans une défaite surprenante. La dimension humaine des souffrances des combattants n'est pas négligée grâce à des archives diversifiées.

Jules Ogier (« Sur les chemins de l'île d'Ezo : explorateurs et missionnaires dans le Hokkaido colonisé (1868-1901) ») fait preuve lui aussi d'une grande originalité : c'est à travers le regard d'Européens qu'il analyse le processus de colonisation du nord du Japon par Tokyo pendant une bonne partie de l'ère Meiji (1858-1912) en montrant que la colonisation appartient au processus de mondialisation qui se produit à la fin du XIX^e siècle et au début du XX^e siècle, comme l'illustre l'occidentalisation du Japon et la place de l'influence américaine dans la modernisation japonaise. Des sources françaises, allemandes, britanniques, en provenance de laïcs et de religieux, montrent que les lectures de l'expansion japonaise sont très étroitement dépendantes des intérêts des groupes ou des observateurs concernés.

Passant d'Est en Ouest, du Viêt Nam à la France, il y a la Russie. Claire Brodier se penche sur l'alliance franco-russe nouée à la fin du XIX^e siècle. L'historiographie de ce rapprochement a beaucoup évolué : de sa conception diplomatique (Pierre Renouvin, Boris Nolde, Maxime Mourin...) à sa conception économique (René Girault), c'est un champ largement

labouré. Mais, dans « l’alliance franco-russe ou la pérennisation des fêtes (1896-1897) », l’angle d’approche est très particulier. Comment un événement majeur de l’histoire des relations internationales se traduit dans le domaine public ? Comment se transforme-t-il en objets populaires ? Comment la collection de ces objets anticipe-t-il une conception muséale ? Comment construit-on une mémoire ? De telles questions éclairent les événements internationaux et leur impact au sein des sociétés. Ici, la France ; un travail équivalent du côté russe serait un beau complément.

Si la Première Guerre mondiale est abordée dans ce volume, c’est par le biais des représentations et également de la mémoire. Avec « Loin du champ de bataille. Charles Lansiaux, photographe à Paris durant la Grande Guerre », Olga Lemagnen a fait le choix de l’arrière. Lansiaux a en effet décidé au début du mois d’août 1914 de réaliser un vaste reportage qui comprend près de 1 000 clichés légendés sur le Paris de la guerre. Cette précieuse collection déposée à la Bibliothèque historique de la Ville de Paris rend compte à la fois de la vie quotidienne dans le conflit, mais aussi des parcours – voire de la biographie – du photographe que décrypte subtilement l’auteure.

Vincent Harmsen revient au « front » en croisant la construction de la mémoire d’un des héros américains de la guerre, le fils de Théodore Roosevelt, Quentin Roosevelt, abattu comme pilote de chasse à Chamery le 14 juillet 1918, avec des commémorations postérieures qui relient Première et Seconde Guerre mondiale. L’édification de tombes successives (allemande, française et américaine) relève de la concurrence des mémoires : chevaleresque dans l’aviation pour l’Allemagne, interalliée pour la France, héroïque et démocratique pour les États-Unis, au fur et à mesure des déplacements des fronts. Elles sont révélatrices des mentalités et des enjeux internationaux.

L’Indochine a la part belle dans ce volume. Dans son article « La contrebande de l’opium en Indochine : l’essor des « syndicats de l’opium » (fin XIX^e siècle-1940) », Thomas Claré décrit un deuxième échec français. Alors que le contrôle de la fabrication et de la circulation de l’opium

constitue un des piliers du pouvoir du Gouvernement général (avec la Régie de l'opium), ce monopole est concurrencé par une très active contrebande. Les troubles qui secouent la Chine à partir des années 1920, le poids traditionnel de la diaspora chinoise et la résistance aux colonisateurs expliquent l'ampleur d'un phénomène largement transimpérial.

Les circulations et les représentations étant ici à l'honneur, Flora Lafforgue (« L'Espagne de 1936 comme enjeu, modèle et idéal pour les gauches internationales. Europe et Amérique latine ») s'intéresse aux images, et particulièrement aux dessins parus dans la presse de gauche en France, chez les exilés allemands, au Mexique et en Argentine. La reprise du modèle espagnol devenu mythe est extrêmement plastique. Au-delà de la désignation de l'ennemi nazifasciste et de ses appuis, l'appropriation des débuts de la guerre civile varie selon les sensibilités politiques, les espaces nationaux et les projets.

Pour aborder la Seconde Guerre mondiale, Lucile Saudrais exploite un matériau très intéressant, des albums photographiques réalisés par deux soldats allemands pendant le conflit, depuis la conquête de la France jusqu'à la guerre de l'Est, en passant par les nombreux pays où la *Wehrmacht* a été engagée (Grèce, Yougoslavie, Roumanie, Hongrie, Italie), albums confrontés à la photographie officielle des compagnies de propagande. Dans « La mort vue du front. Représentations idéologiques et pratiques photographiques des soldats allemands dans la Seconde Guerre mondiale », elle souligne les différences entre l'héroïsation de la mort dans la propagande et la volonté de mémoire des soldats photographiant des tombes ou des destructions matérielles, symboles des pertes humaines. Les représentations de la mort sont donc codifiées et indirectes, voire occultées et intégrées dans une volonté de ne pas démoraliser.

Avec Remy Péru-Dumesnil, nous revenons à un épisode franco-américain peu connu : « Le Gallion : un aérodrome américain sur une terre française d'Amérique du Sud, 1940-1942 », étudié ici à travers les archives françaises, guyanaises et américaines. Il montre les arrière-plans

économiques, stratégiques et politiques de la construction de pistes d'atterrissage en Guyane et comment le ralliement de la Guyane pétainiste à la France libre a découlé de cette implantation. Le Gallion a en effet servi de relais à l'aviation américaine sur la voie de l'Afrique, du moins jusqu'en 1943.

La contribution de Germain Le Roch intitulée « Le Concours Chopin de Varsovie pendant la Guerre froide : quand la pratique musicale subvertit l'ordre bipolaire » s'inscrit dans une historiographie culturelle illustrée par des musicologues attirés par l'histoire (Danièle Pistone ou Michèle Alten) ou des historiens attirés par la musique (Didier Francfort, Anaïs Fléchet ou Esteban Buch). À travers l'histoire d'un des concours les plus célèbres au monde, situé de 1945 à 1989 dans le bloc soviétique, l'auteur montre la « nationalisation » de Chopin, les enjeux de la Guerre froide et finalement le dépassement de l'idéologie par des pratiques individuelles et des appropriations qui échappent aux clivages politiques.

Autre révolution, autre clivage dans le cas de l'Iran dans les années 1970 et 1980. Arthur Bertucat (« La coopération éducative franco-iranienne au prisme de la Révolution islamique ») étudie un phénomène classique dans l'histoire de la politique culturelle française. Comment dans un contexte défavorable (Guerre froide, décolonisation, révolution) la France maintient-elle les linéaments qui lui permettront de redéployer sa politique quand les circonstances seront plus favorables ? Un questionnement d'autant plus important que le culturel est lui-même un *ersatz* quand les relations politiques ou économiques sont en berne. L'auteur montre à travers l'exemple iranien qu'une relation ténue se maintient finalement grâce aux chercheurs.

À cette thématique classique de l'histoire des relations internationales succède une étude novatrice qui intègre les questions environnementales. Avec « Les aires marines protégées « à la française ». Un enjeu de politique internationale », Auriane Petit met en relief la compétition des modèles qui prend le dessus sur une protection qui a vocation mondiale et dont l'intérêt a été réveillé par de grandes catastrophes, avec des enjeux

touristiques ou de softpower. Son domaine maritime étant le deuxième au monde, la France est concernée au premier chef par l'apparition de ce concept et cherche à combler son retard en la matière à partir de 2006.

Le treizième et dernier texte de ce volume concerne une thèse où les affaires intérieures rejoignent les relations internationales. En présentant l'exemple du Pérou (« Régénérer la patrie, construire l'État. Savoirs géographiques et production du territoire, Pérou, 1900-1930 »), Ombeline Dagicour explore la « conquête » de l'Amazonie et le rôle des ingénieurs dans ce processus entre action étatique « colonialiste » et construction de savoirs, qui débouche sur une production de territoire colonial.

Pour clore cette rapide présentation, il faut souligner l'internationalisation de ces jeunes recherches et la diversification des sources. Le croisement systématique des sources françaises et étrangères est une autre caractéristique de ces riches travaux. Si les archives diplomatiques et militaires continuent d'être explorées – un gisement qui n'a pas fini d'être exploité –, elles sont la plupart du temps complétées – voire remplacées – par d'autres ressources archivistiques ou iconographiques très riches d'enseignement, et interrogées avec beaucoup de finesse.

La conquête de Tourane, 1858-1860

L'expérience d'une défaite coloniale au Viêt Nam

BLANDINE BOLTZ

Résumé

En débarquant dans la baie de Tourane en septembre 1858, les troupes franco-espagnoles envoyées en Cochinchine espéraient dominer aisément l'empire du Viêt Nam. Toutefois, elles se heurtent à une résistance bien plus organisée qu'elles ne l'avaient anticipée et s'enferment dans une guerre d'usure. À travers la vision des sous-officiers et des soldats qui souffrent de l'isolement, de la maladie et de l'abandon, cet article entend démontrer que la bataille de Tourane fut une défaite coloniale.

Mots-clés : Tourane – Campagne – Cochinchine – Viêt Nam – Colonisation.

Abstract

The Conquest of Tourane, 1858-1860:

The Experience of a Colonial Defeat in Viêt Nam

As they landed on the shores of Tourane bay in September 1858, French and Spanish troops sent to Cochinchina hoped they would easily dominate the empire of Viêt Nam. However, they faced a resistance far more organized than they had expected, and they were shackled into a war of attrition. Through the point of view of petty officers and soldiers who suffered from isolation, diseases and abandonment, this paper attempts to show that the siege of Tourane was a colonial defeat.

Keywords: *Tourane – Campaign – Cochinchina – Viêt Nam – Colonization.*

Tant comme poncif que dans une littérature plus scientifique, la constitution d'empires européens apparaît très souvent comme une

conquête militaire facile¹. S'emparer du territoire serait une formalité pour des armées très supérieures techniquement, et elles ne peineraient qu'ensuite à contrôler les régions conquises. Or la longue bataille de Tourane (actuel Đà Nẵng), entre le 1^{er} septembre 1858 et le 23 mars 1860, nuance cette idée. Sans que ce principe soit totalement infondé pour la conquête du sud du Việt Nam, généralement appelée expédition de Cochinchine (1858-1863), l'opposition militaire entre l'armée de l'empereur Tự Đức et celle de Napoléon III, allié à la reine Isabelle II d'Espagne, ne se résume pas à une victoire française évidente.

L'armée franco-espagnole échoue à écraser militairement et en quelques semaines le Việt Nam, comme le commandement l'avait prévu. Le débarquement à Tourane, baie ouverte sur la mer de Chine méridionale, devait être la première étape de la marche sur la capitale impériale Hué, mais la méconnaissance de cette région mène l'armée européenne dans l'impasse. Le commandant en chef de l'expédition, le vice-amiral Charles Rigault de Genouilly, décide donc de maintenir une partie de ses hommes à Tourane, mais ouvre un autre front, bien plus au sud, à Saïgon, conquise le 17 février 1859. C'est sur cette région, appelée Cochinchine par les colons, que les troupes françaises finissent par obtenir un établissement colonial par un traité de paix ratifié en 1863. La baie de Tourane, quant à elle, est abandonnée par le corps expéditionnaire dès mars 1860. Ce revirement a souvent été analysé comme un ajustement du plan de campagne par l'état-major. Les auteurs du Second Empire nient franchement toute défaite². Suivis par certains historiens, ils taisent

¹ Le présent article est le compte rendu du mémoire réalisé dans le cadre d'un Master 2, sous la direction d'Alya Aglan et de Pierre Singaravérou, « Expériences guerrières, Anthropologie historique de l'expédition franco-espagnole de Cochinchine orientale, 1858-1863 », soutenu en juin 2017 à l'université Paris I Panthéon-Sorbonne.

² Baron de Bazancourt, *Les expéditions de Chine et de Cochinchine d'après les documents officiels*, Paris, Aymot, 1862, p. 376.

l'abandon de Tourane en utilisant le futur rayonnement colonial de Saïgon³. La supériorité tactique lors des combats directs, bien que n'aboutissant sur aucune victoire stratégique, permet aussi à l'écrivain et administrateur colonial Georges Taboulet de réduire la défaite militaire en une défaite politique⁴. Si elle constate cet écart, l'historienne Michèle Battesti parle, pour sa part, d'un « échec⁵ », à l'instar de Charles Fourniau, qui évoque une « défaite évidente⁶ ». Pour étoffer ces questionnements stratégiques, le regard de six officiers français, connu par des lettres et rapports conservés dans les archives ou des mémoires publiés, permet d'étendre l'étude de la défaite à sa reconnaissance et aux sentiments. Pour définir la bataille de Tourane comme telle, il faudra donc montrer qu'elle a été vécue comme une impasse stratégique, une source de souffrances physiques, durant laquelle les soldats et marins se sont sentis abandonnés.

Une impasse stratégique

Dans l'ordre officiel mandatant le vice-amiral Rigault de Genouilly pour une expédition au Viêt Nam, le ministre de la Marine chargé des affaires coloniales fait officieusement part de motivations économiques et politiques, mais n'évoque officiellement que des motifs chrétiens⁷. Tỵ Đức et ses prédécesseurs entretiennent en effet des relations complexes, voire

³ Philippe Héduy, *Histoire de l'Indochine, la perle de l'Empire, 1624-1954*, Paris, Albin Michel, 1998, p. 147 ; Pierre Montagnon, *France-Indochine, Un siècle de vie commune (1858-1954)*, Paris, Flammarion, 2004, p. 16.

⁴ Georges Taboulet, *La geste française en Indochine : histoire par les textes de la France en Indochine des origines à 1914*, Paris, Adrien-Maisonneuve, 1955, p. 449.

⁵ Michèle Battesti, *La Marine de Napoléon III : une politique navale*, Chambéry, université de Savoie, 1997, p. 883.

⁶ Charles Fourniau, *Vietnam, Domination coloniale et résistance nationale 1858-1914*, Paris, Les Indes Savantes, 2002, p. 75-76.

⁷ SHD BB4 761, Lettre du ministre de la Marine à Rigault de Genouilly, Paris, 22 avril 1858, fol. 300.

violentes, avec les missionnaires catholiques, qui mènent une active campagne auprès de Napoléon III pour demander une intervention militaire française. L'empereur constitue donc en avril 1857 la commission de Cochinchine, qui conclut en mai le bien-fondé du projet⁸. La mise à mort de l'évêque espagnol Diaz, en juillet 1857, incite le pouvoir français à demander le soutien humain et financier de la couronne espagnole, qui l'accorde deux jours après⁹.

Le 31 août 1858, depuis la France, et surtout depuis la Chine où un corps expéditionnaire français combat aux côtés des Britanniques, treize navires font cap sur Tourane, vaste baie fortifiée de onze kilomètres de long sur six de large. L'arrêt temporaire des combats en Chine a permis la mobilisation de 1 500 Français, et le ralliement de 1 450 Espagnols et Philippins depuis la colonie espagnole des Philippines¹⁰. Le 1^{er} septembre, les canonnières françaises bombardent d'abord une batterie et cinq forts ennemis, puis se taisent pour laisser débarquer l'infanterie de Marine. Celle-ci s'empare sans difficulté des positions vietnamiennes vite abandonnées par leurs défenseurs. Bien que le sous-lieutenant Henri de Ponchalon évoque dans ses mémoires plusieurs moments de rudes combats et d'anxiété¹¹, l'aide-commissaire J. Michel décrit un combat aisé à son supérieur resté en France¹².

Les Européens installent ensuite leur camp fortifié au prix de nombreux efforts qu'Auguste Benoist de la Grandière raconte longuement dans ses

⁸ SHD BB4 752, Procès-verbal de la 7^e séance, 18 mai 1857, fol. 8.

⁹ MAE Mémoires et Documents, Asie, 8MD/27 (P13735), Lettre du ministre des Affaires étrangères au ministre de la Marine, Paris, 3 décembre 1857, fol. 361.

¹⁰ Michèle Battesti, *La Marine de Napoléon III...*, *op. cit.*, p. 864 et p. 867.

¹¹ Henri de Ponchalon, *Indo-Chine, souvenirs de voyage et de campagne, 1858-1860*, Tours, Alfred Mame et fils, 1896, p. 102.

¹² AN AB/XIX/3970, 1267, Lettre de J. Michel au commissaire général, depuis la baie de Tourane, à bord de la *Némésis*, 3 septembre 1858, doc. 2.

mémoires¹³. Ces rudes travaux lassent les hommes et la situation ne satisfait pas non plus le commandement. Dès l'automne 1858, 15 000 des 40 000 hommes que compte l'armée vietnamienne¹⁴ encerclent en effet la position franco-espagnole, en fortifiant notamment la rivière de Tourane, seule voie de pénétration dans l'arrière-pays. Cette résistance tranche profondément avec les prévisions faites par les missionnaires avant le début de la campagne. Ils avaient suggéré que la population chrétienne se soulèverait pour soutenir les conquérants, mais les habitants ont en réalité fui en masse¹⁵. Le sous-lieutenant Benjamin Savin de Larclause, dans la correspondance qu'il entretient avec sa famille, conclut que les missionnaires « se sont moqués [d'eux] dans les renseignements qu'ils [leur] ont donnés sur Tourane ! » et les qualifie d'« infâmes menteurs¹⁶ ». Rigault de Genouilly déplore également leur tromperie¹⁷.

Cette désillusion doit beaucoup à l'ignorance des Français, due certes aux omissions des missionnaires, mais aussi à la distance et au peu d'efforts de prospection de l'armée. Le site de Tourane a été choisi car Rigault de Genouilly y avait déjà mené une brève offensive en 1847, mais ce lieu avait depuis été fortifié et ne permettait pas d'atteindre Hué. La seule route terrestre pour marcher sur la capitale passait par des cols bien gardés, et la saison des pluies rendait de longues marches impossibles. Le vice-amiral fait donc bifurquer une partie de ses troupes sur Saïgon en

¹³ Auguste Benoist de la Grandière, *Souvenirs de campagne 1858-1860, Les ports d'Extrême-Orient*, Paris, SFHOM, 1994, p. 35-36.

¹⁴ Si le pays est rebaptisé Viêt Nam dès 1802, le terme « Vietnamien » reste anachronique pour les années 1850. Nous nous permettons toutefois de l'utiliser par simplification, le préférant à la désignation coloniale d'« Annamite ».

¹⁵ MAE Mémoires et Documents, Asie, 8MD/27 (P13735), Abbé Huc, « Propositions à l'Empereur », 1857, fol. 288.

¹⁶ Lettre de Benjamin à Henri Savin de Larclause, Tourane, 15 juin 1859, in « Correspondance de Savin de Larclause », *Bulletin de la Société d'Études Indochinoises*, Tome XIV, n° 3 et 4, 3^e et 4^e trimestre 1939, Saïgon, p. 85.

¹⁷ Lettre de Rigault de Genouilly au ministre de la Marine, 29 janvier 1859, in Baron de Bazancourt, *op. cit.*, p. 297.

février 1859, considérant dès lors Tourane comme une impasse stratégique.

Souffrances physiques et sentiment d'échec

Dans la baie de Tourane, la population a fui l'armée étrangère et les mandarins maintiennent l'isolement. Benjamin Savin de Larclause en témoigne : « Le pays que nous occupons est complètement abandonné¹⁸ ». Les marins et soldats ne côtoient que quelques pêcheurs, décrits par Benoist de la Grandière comme trop pauvres pour partir¹⁹, et plus tard quelques centaines de chrétiens réfugiés²⁰. Ils ignorent donc encore quasiment tout de leur ennemi et des populations qu'ils entendent soumettre. Confinés dans leur petit site à l'été 1859 à l'occasion de négociations de paix, les soldats ne rêvent que de partir au combat. Les affrontements permettent en effet d'obtenir des récompenses, réelle motivation pour la plupart des hommes. Savin de Larclause le répète à sa mère dans ses lettres²¹ et Rigault de Genouilly évoque le « stimulant des récompenses²² ». Les Européens sont impatients d'en découdre, sûrs de leur supériorité en bataille rangée. Ils voient les Vietnamiens comme des lâches, et Savin de Larclause parle de « moutons devant un loup²³ ». Les officiers jugent que les fortifications de l'ennemi sont la preuve de sa couardise et ses retraites celle de sa faiblesse militaire. En fait, les Vietnamiens connaissent leur infériorité technique. Ils se replient

¹⁸ Benjamin à Henri Savin de Larclause, Tourane, 1^{er} octobre 1858, *op. cit.*, p. 55.

¹⁹ Auguste Benoist de la Grandière, *Souvenirs de campagne...*, *op. cit.*, p. 38.

²⁰ Henri de Ponchalon, *Indo-Chine, souvenirs...*, *op. cit.*, p. 230-232.

²¹ Lettre de Benjamin Savin de Larclause à sa mère, Tourane, 2 mars 1859, *op. cit.*, p. 74.

²² SHD BB4 760, Lettre de Rigault de Genouilly au ministre de la Marine, Quartier général de Tourane, 7 novembre 1858, fol. 353.

²³ Lettre de Benjamin à Clara Savin de Larclause, Saïgon, 26 février 1859, *op. cit.*, p. 82.

rapidement pour éviter les pertes inutiles et se réinstallent quelques mètres plus loin, afin de gêner à nouveau leur adversaire. Ainsi, à l'hiver 1858-1859, leurs lignes se rapprochent du camp européen²⁴. Lorsque l'escadre franco-espagnole part pour Saïgon, ne laissant que le commandant Thoyon avec 200 hommes, ils multiplient les canonnades et les incendies, des diversions qui leur permettent de consolider leurs remparts. De retour à Tourane à la fin du mois d'avril 1859, Rigault de Genouilly planifie donc une contre-attaque pour le 8 mai, qui s'avère une victoire facile. Or, malgré leur défaite, les Vietnamiens reprennent leurs travaux de fortification. Le schéma se répète après un second affrontement victorieux le 15 septembre 1859, bien que huit forts soient tombés aux mains des troupes franco-espagnoles²⁵.

Celles-ci finissent par comprendre qu'elles subissent une guerre d'usure menée par une armée structurée. Michel se plaint d'ailleurs que l'opinion française sous-estime l'armée vietnamienne²⁶, alors que les Européens perdent des hommes au combat. Lors de l'assaut du 8 mai, 10 Français et Espagnols trouvent la mort et 78 sont blessés²⁷.

Toutefois, la majorité des décès est due aux maladies, dont la plus meurtrière est le paludisme. Chaque mois à Tourane, il cause 93 morts en moyenne²⁸. Il est d'autant plus ravageur que les médecins le diagnostiquent sous plusieurs noms, n'ont aucun traitement efficace à lui opposer et ignorent qu'il est véhiculé par les moustiques. Rigault de Genouilly n'ignore pas non plus que la consommation d'eau fraîche est

²⁴ Henri de Ponchalon, *Indo-Chine, souvenirs...*, *op. cit.*, p. 129-133.

²⁵ AN, AB/XIX/3970, 1266, Lettre de J. Michel au commissaire général, Frégate la *Némésis*, 18 septembre 1859, doc. 6.

²⁶ AN, AB/XIX/3970, 1266, Lettre de J. Michel au commissaire général, Frégate la *Némésis*, 10 mai 1859, doc. 5.

²⁷ Charles Fourniau, *Vietnam, Domination coloniale...*, *op. cit.*, p. 71.

²⁸ Michel Pourrière, « Histoire médicale des campagnes de Chine et de Cochinchine (1857-1863) », thèse soutenue sous la direction de R. Guillet, université Claude-Bernard Lyon 1, octobre 1978, p. 61-62.

dangereuse²⁹, mais le choléra, bactérie développée dans les eaux au goût « saumâtre³⁰ » de Tourane, clairseme le corps expéditionnaire. Au plus fort de l'épidémie qui sévit à l'été 1859, six soldats ou marins sont emportés chaque jour³¹. Les hommes, aussi touchés par la dysenterie, la fièvre typhoïde ou des ulcères, désespèrent face à ces maux. Rigault de Genouilly finit par démissionner, désolé, et le contre-amiral Page est nommé en remplacement. Lorsqu'il prend le commandement le 1^{er} novembre 1859, il décrit Tourane, dans une lettre à un proche, comme « un vrai charnier, où mille de nos hommes sont morts de misère, sans but, sans résultat, où nous ne pouvons faire un pas en dehors de nos lignes³² ». Les difficultés accablent physiquement et moralement tous les membres de l'expédition, qui ressentent un profond sentiment d'échec.

Un sentiment d'abandon

La multitude des décès pose un problème logistique. La mort d'un soldat entraîne un surcoût conséquent pour les gouvernements européens, qui renâclent à envoyer des renforts depuis la métropole, opération coûteuse et impopulaire. Rigault de Genouilly le souligne pourtant régulièrement : « les forces nous manquent, les effectifs sont affaiblis par un très grand nombre de maladies³³ ». Ces pertes accentuent de surcroît l'infériorité numérique de l'armée européenne. Peu d'hommes restent disponibles pour les travaux de fortification ou les combats, une grande partie des soldats

²⁹ SHD BB4 760, Lettre de Rigault de Genouilly au ministre de la Marine, Quartier général de Canton, 11 février 1858, fol. 53.

³⁰ Henri de Ponchalon, *Indo-Chine, souvenirs...*, *op. cit.*, p. 107.

³¹ AN, AB/XIX/3970, 1266, Lettre de J. Michel au commissaire général, Tourane, 15 juillet 1859, doc. 4.

³² Lettre de Page au marquis de la Grange, Tourane, 8 novembre 1859, in Henri Déherain, *Figures coloniales françaises et étrangères*, Paris, Société d'éditions géographiques, maritimes et coloniales, 1931, p. 188.

³³ SHD BB4 760, Lettre de Rigault de Genouilly au ministre de la Marine, Quartier général de Tourane, 7 octobre 1858, fol. 344.

étant en convalescence à l'hôpital de Tourane. Si ceux-ci ne guérissent pas dans ce baraquement mal équipé, ils sont évacués vers Manille et surtout vers la France. L'aide de l'Espagne, malgré les espoirs français, est en effet très faible, et ces coûts imprévus expliquent en grande partie son désengagement progressif. Les vapeurs français qui assurent les rapatriements servent donc aussi à approvisionner un corps expéditionnaire qui ne peut pas vivre sur le pays. En septembre 1858, Ponchalon parle encore de « razzia » sur du bétail³⁴, mais Savin de Larclause l'affirme : « à Tourane, l'abondance n'a duré que quelques instants³⁵ ». Très rapidement, malgré la présence de quelques marchands chinois qui accostent pour faire de petites affaires³⁶, seules les importations de France comblent les besoins alimentaires et matériels. Or, ces transactions sont longues et souvent retardées. Pour pallier les manques, Rigault de Genouilly envoie régulièrement des navires de l'escadre se ravitailler chèrement dans des ports asiatiques, ce qui lui vaut les foudres du gouvernement mais l'approbation de ses hommes³⁷.

Ces dépenses modèrent grandement le soutien de l'opinion publique française. Quant au gouvernement, il préfère investir dans d'autres fronts. Après la campagne d'Italie en 1859, un front est ouvert en Syrie en 1860, en plus des conquêtes déjà en cours au Sénégal ou en Nouvelle-Calédonie. Surtout, à l'été 1859, la guerre reprend en Chine. Afin de concentrer ses forces, Paris nomme Page au commandement avec l'ordre d'abandonner Tourane, de restreindre l'occupation à Saïgon et de n'y laisser qu'une troupe minimale avant de prendre la mer pour la Chine avec le gros des hommes. Le contre-amiral n'applique cependant pas immédiatement ces directives et ouvre quelques travaux d'envergure

³⁴ Henri de Ponchalon, *Indo-Chine, souvenirs...*, *op. cit.*, p. 107.

³⁵ Lettre de Benjamin Savin de Larclause à sa mère, Saïgon, 20 février 1859, *op. cit.*, p. 67.

³⁶ Auguste Benoist de la Grandière, *Souvenirs de campagne...*, *op. cit.*, p. 38.

³⁷ Lettre de Benjamin Savin de Larclause à sa mère, Tourane, 1^{er} janvier 1860, *op. cit.*, p. 106.

coloniale à Saïgon ; il tente sans grande conviction une négociation de paix à Tourane en janvier 1860, après avoir conquis le nord de la baie lors d'une attaque menée le 18 novembre 1859. Cette offensive semble incompréhensible, et même répréhensible, aux yeux du ministère³⁸. Page est démis de son commandement, mais il se justifie devant ses supérieurs par la nécessité de prouver la supériorité militaire française aux Vietnamiens³⁹. Pourtant, il laisse plutôt entendre dans son discours vengeur envoyé à son ami avant la bataille qu'il refuse de partir défait⁴⁰. Animé par son ambition de colonie française au Viêt Nam, Page ne veut pas abandonner Tourane.

Ce tiraillement est partagé par une grande partie de ses hommes. Beaucoup défendent le bien-fondé de l'expédition, mais se lamentent que le succès sera « l'apanage de [leurs] successeurs⁴¹ ». Après le départ en décembre 1859 de Page, de nombreuses compagnies sont elles aussi évacuées. Les derniers soldats hâtent le départ, ne rembarquant qu'une partie de l'artillerie et brûlant les biens entreposés dans les magasins. Dans son récit des dernières semaines passées à Tourane, le sous-lieutenant Ponchalon énumère les incursions des Vietnamiens, ragaillardis par la situation : « l'ennemi circule dans ses lignes en agitant des drapeaux ; il fête sans doute notre prochain départ⁴² ». Après le démantèlement de leur camp, le 22 mars, les Européens font sauter tous les forts pris à l'ennemi, dans un spectacle destructeur dont Page voulait faire la preuve de leur puissance. Face à ce brasier, les soldats ressentent

³⁸ SHD BB4 777, Lettre du ministre de la Marine à Page, Paris, 25 janvier 1860, fol. 423.

³⁹ SHD BB4 777, Lettre de Page au ministre de la Marine, à bord du *Duchayla*, 29 mars 1860, fol. 94.

⁴⁰ Lettre de Page au marquis de la Grange, Tourane, 10 novembre 1859, *op. cit.*, p. 190.

⁴¹ AN, AB/XIX/3970, 1266, Lettre de J. Michel au commissaire général, Tourane, 10 mai 1859, doc. 5.

⁴² Henri de Ponchalon, *Indo-Chine, souvenirs...*, *op. cit.*, p. 232.

pourtant l'amertume d'une défaite. Ponchalon avoue partir en pleurant et Benoist de la Grandière déplore la vanité de leurs efforts, qui n'ont abouti à Tourane qu'à des « ruines fumantes et un vaste cimetière⁴³ ».

Le corps expéditionnaire franco-espagnol n'a donc jamais mené une occupation coloniale à Tourane. Aucune population n'y a été soumise à une autorité française, et l'espace occupé par l'armée est toujours resté très restreint. Cet épisode d'un an et demi semble plutôt être une longue bataille, pendant laquelle deux camps ont installé leurs lignes fortifiées l'une en face de l'autre, tentant ponctuellement des incursions sitôt repoussées, incapables de faire évoluer la situation. De surcroît, cette bataille s'est soldée par une défaite franco-espagnole. Le changement de théâtre vers Saïgon n'est pas une simple correction du plan de campagne mais un bouleversement du projet initial, qui était fondé sur une profonde ignorance du terrain vietnamien. La tactique de l'armée locale a été difficilement comprise par les troupes européennes, qui ont aussi sous-estimé les difficultés climatiques et sanitaires. L'accumulation des maladies, des décès et des difficultés logistiques dues aux grandes distances qui les séparent de la métropole fait craindre à cette dernière des dépassements de budgets trop conséquents. Cette expédition sur un front secondaire est donc condamnée à attendre la disponibilité de troupes suffisantes. Or, en mars 1860, les six officiers étudiés ne sont certains que de leur abandon, et si quelques-uns se persuadent que la guerre contre le Viêt Nam n'est pas perdue, tous admettent que l'armée française a subi un revers à Tourane. De surcroît, l'année 1860 n'apporte aucune garantie de succès aux soldats restés cantonnés à Saïgon. Ce n'est qu'une fois la paix signée en Chine que d'importants renforts entreprennent une véritable conquête territoriale, un an après la défaite de Tourane.

⁴³ *Ibid*, p. 37 ; Auguste Benoist de la Grandière, *Souvenirs de campagne...*, *op. cit.*, p. 56.

Sur les chemins de l'île d'Ezo
Explorateurs et missionnaires occidentaux
dans le Hokkaido colonisé, 1868-1901

JULES OGIER

Résumé

Des années 1860 à 1900, la colonisation de l'île de Hokkaido par le Japon et l'ouverture du port de Hakodate aux navires étrangers permettent à de nombreux explorateurs, missionnaires et scientifiques européens de découvrir ce territoire septentrional en cours de japonisation. Leurs écrits nous livrent, pour la première fois, le regard d'Occidentaux sur une colonisation menée par un acteur asiatique mais inspirée par l'esprit pionnier américain. Sous la plume des écrivains-voyageurs, les indigènes Aïnous font désormais figure d'antimodernes.

Mots-clés : Hokkaido – Aïnous – Modernité – Colonisation – Voyage.

Abstract

Travelling to 'Boreal' Japan:

Explorers and Missionaries in 19th Century Colonized Hokkaido

From the 1860s onwards, the Japanese colonization of Hokkaido and the opening of the Hakodate harbor to foreign vessels allowed numerous European explorers, missionaries and scientists to discover this northern territory and to report on its japanization. Their travel writings share, for the first time, the view point of Westerners on a colonization scheme which was led by an Asian actor but inspired by the American pioneering spirit. The indigenous Ainu people, portrayed as antimoderns, became the main topic of several literary works in the 1880s.

Keywords: Hokkaido – Ainu – Modernity – Colonization – Travel.

Une arrivée au « Jesso »

Le 12 juillet 1787¹, Jean-François Gallaup, comte de La Pérouse, approche avec son bateau *La Boussole* les côtes d'une île encore mal connue : le « Jesso² », la plus septentrionale de l'archipel japonais, aujourd'hui connue sous le nom de Hokkaido. À son arrivée, le groupe de marins est accueilli par un attroupement d'indigènes qui ne semblent pas étonnés de voir arriver un tel équipage. Ces autochtones, que La Pérouse décrit comme des hommes aux manières « graves, nobles et très affectueuses³ », sont des indigènes Aïnous.

Si le Français n'est pas le premier explorateur à s'aventurer dans ces eaux – il est précédé par le Hollandais Scoep et par le Russe Stepan Kracheninnikov⁴ – il innove par ses ambitions littéraires en faisant de Hokkaido l'égal poétique de Formose ou des Philippines qu'il vient de quitter. En d'autres mots, c'est un écrivain-voyageur. Mais qu'est-ce qu'implique cette catégorie ?

Dans son ouvrage *Imperial Eyes : Travel Writing and Transculturation*⁵, Mary Louise Pratt soutient que l'écrivain-voyageur du XIX^e siècle, porteur d'une ambition scientifique, justifie l'impérialisme : il faut conquérir pour voir

¹ Le présent article est issu d'un mémoire de Master 2, soutenu sous la direction de Pierre Singaravélou, intitulé *Le voyage au Japon « boréal », explorateurs et missionnaires occidentaux dans le Hokkaido colonisé (1868-1901)* et soutenu en 2018 à l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne. Il est consultable via ma page Academia : <https://univ-paris1.academia.edu/JulesOgier>, ainsi qu'à l'Institut Pierre Renouvin, et aux bibliothèques des Missions étrangères de Paris et du Musée national des arts asiatiques – Guimet.

² La Pérouse, *Voyage de La Pérouse autour du monde*, tome 3, rédigé par M.L.A. Millet-Mureau, Paris, Imprimerie de la République, 1797, p. 31.

³ *Ibid.*, p. 33.

⁴ David Schimmelpenninck van der Oye, *Russian Orientalism: Asia in the Russian Mind from Peter the Great to the Emigration*, Yale University Press, 2010.

⁵ Mary Louise Pratt, *Imperial Eyes: Travel Writing and Transculturation*, Abingdon, Routledge, 1992.

plus loin ; il faut étendre l'empire pour comprendre le monde. De façon complémentaire, le récit de voyage n'est possible que parce que le contexte colonial le permet.

Le cas de l'île d'Ezo 蝦夷, qui deviendra Hokkaido 北海道 en 1868, présente à cet égard une situation plus complexe que dans les autres régions d'Asie visitées par les explorateurs occidentaux. Partiellement contrôlé par le gouvernement japonais depuis le xvii^e siècle⁶, ce vaste territoire n'est véritablement aménagé par le pays qu'à partir de la Révolution Meiji en 1868. La nouvelle élite politique lance alors une grande entreprise coloniale afin d'assurer le peuplement massif de l'île et de barrer la route aux ambitions de la Russie dans la région. Pour de nombreux paysans pauvres, Hokkaido devient une terre promise, exemptée de certains impôts. Lors du lancement de la « Mission pour le défrichement », la *Kaitakushi* 開拓使 (1869-1882), la japonisation⁷ de Hokkaido constitue le premier cas d'une colonisation menée par un acteur asiatique mais directement inspirée des méthodes américaines, la Kaitakushi comptant en son sein de nombreux conseillers étasuniens partisans du développement de l'industrie minière et d'une agriculture mécanisée⁸.

Les récits de voyageurs européens ou américains à Hokkaido, dans la deuxième moitié du xix^e siècle, présentent donc un intérêt spécifique : cette vingtaine de textes, principalement français et britanniques, produits entre les années 1870 et 1900, témoigne du regard porté par des Occidentaux sur une colonisation non occidentale.

⁶ Pierre-François Souyri, « Une forme originale de domination coloniale ? Les Japonais et le Hokkaidô avant l'époque Meiji », in Martine Godet (dir.), *De Russie et d'ailleurs*, Paris, Institut d'Études Slaves, 1995, p. 373-388.

⁷ Vivian Blaxell, « Designs of Power: The "Japanization" of Urban and Rural Space in Colonial Hokkaido », *The Asia-Pacific Journal*, vol. 7, n° 35, 31 août 2009.

⁸ Noémie Godefroy, « Autour de la question de l'île d'Ezo : évolution des rapports de domination septentrionale et des relations avec l'étranger au Japon, des origines au xix^e siècle », *Cipango*, 2007, [en ligne] : <http://journals.openedition.org/cipango/2007>.

« 3800 miles sur une mauvaise selle » : des voyageurs aux parcours divers

Du fait des bonnes relations entre le Japon et la Grande-Bretagne⁹, la première génération de voyageurs est presque entièrement constituée de membres de la Société royale de géographie de Londres. À l'intérieur de ce premier corpus, on trouve, par exemple, les récits d'expédition du consul britannique Pemberton Hodgson (1860¹⁰), du Commandant C. S. Forbes (1866)¹¹ et du Capitaine Bridgford (1873¹²). Encadrés par des officiels japonais – probablement chargés de contrôler leur parcours – ils empruntent un itinéraire balisé et réduit qui sera celui de tous les voyageurs occidentaux jusqu'au début des années 1880.

⁹ Arnold Landor Savage, *Alone with the hairy Ainu or 3800 miles on a pack saddle and a cruise to the Kuril Islands*, Londres, John Murray, 1893, p. 190.

¹⁰ Pemberton Hodgson, « Account of Four Excursions on the Japanese Island of Yesso », *Proceedings of the Royal Geographical Society of London*, vol. 5, n° 3 (1860-1861), p. 113-118.

¹¹ C.S. Forbes, « The Western Shores of Volcano Bay, Yesso », *Proceedings of the Royal Geographical Society of London*, vol. 10, n° 4 (1865-1866), p. 169-173.

¹² Sidney T. Bridgford, « A journey in Yezo during the months of August, September and October, 1873 », *Transactions of the Asiatic Society of Japan*, vol. 2, Yokohama, Tokyo, 1873, p. 78-100.

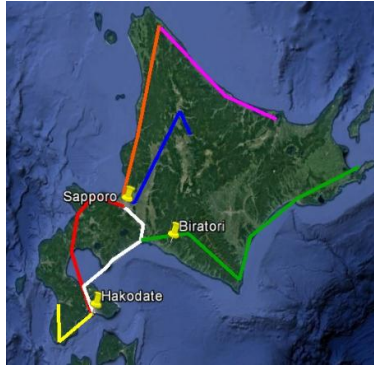


Illustration n° 1. L'itinéraire suivi par le Capitaine Bridgford dans *A Journey in Yezo* (1873)¹³

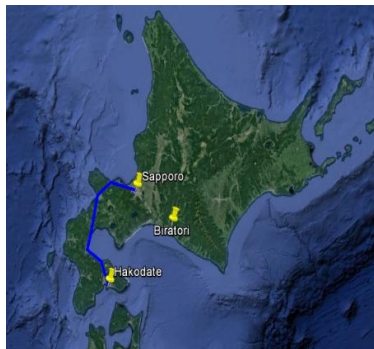


Illustration n° 2. Les principaux itinéraires suivis par Thomas Blakiston dans *Japan in Yezo* (1883)

Légende : Blanc : 1^{er} itinéraire ; Rouge : 2^e itinéraire ; Jaune : 4^e et 5^e itinéraires ; Bleu : 8^e itinéraire ; Vert : 9^e itinéraire ; Violet : 10^e itinéraire ; Orange : 11^e itinéraire

¹³ Toutes les cartes de cet article ont été réalisées avec le logiciel Google Earth et conformément aux indications géographiques données par les auteurs des récits. Les communes de Hakodate, Sapporo et Biratori sont systématiquement indiquées sur la carte du fait de leur attractivité pour les voyageurs.

Dans le même temps, l'île de Hokkaido attire également un groupe hétéroclite d'écrivains-voyageurs plus romantiques, à la recherche d'un sujet pour leur prochain récit d'aventures. Rentrent dans ce groupe l'exploratrice écossaise Isabella Bird (1881)¹⁴, l'aventurier extravagant Arnold Savage Landor (1893)¹⁵ et la journaliste Mabel Loomis Todd (1898)¹⁶. Leur objectif est d'abord marchand : le plus souvent publiés par l'éditeur londonien John Murray, ils se doivent de faire de chaque chapitre une aventure saisissante pour le lecteur. John Murray sera aussi, en 1901, le premier éditeur d'un guide touristique incluant l'île du Nord. Rédigé par Basil Hall Chamberlain, le *Handbook for travellers in Japan* décrit un Hokkaido presque intégralement défriché, où le touriste peut se déplacer sans peine à bord de trains flambant neufs. Marquant le début de l'âge du tourisme à Hokkaido, ce guide acte la fin de l'ère des aventuriers.



Illustration n° 3. L'itinéraire suivi par Isabella Bird
dans *Unbeaten Tracks in Japan* (1881)

-
- ¹⁴ Isabella Bird, *Unbeaten Tracks in Japan, An account of travels in the interior including visits to the aborigenes of Yezo and the shrines of Nikkô and Isé*, vol. 2, Londres, John Murray, 1881.
- ¹⁵ Arnold Landor Savage, *Alone with the hairy Ainu or 3800 miles on a pack saddle and a cruise to the Kuril Islands*, Londres, John Murray, 1893.
- ¹⁶ Mabel Loomis Todd, « In Aino Land », in *Early European Writings on Aino Culture: Travelogues and Descriptions*, Richmond/Surry/Curzon/Tokyo, Synapse, 2000.



Illustration n° 4. Arnold Savage Landor, *Tokachi, Hokkaido*, huile sur bois, Florence, Collection Fusi, 1890

Enfin, les missionnaires occidentaux viennent compléter ce panorama, en particulier à partir de 1876, date de création par la Société des missions étrangères de Paris d'une « mission au Japon septentrional » sur un territoire allant de Tokyo à Hokkaido. L'espoir naît de faire de ce nouveau Japon – supposé plus libéral et occidentalisé – une terre chrétienne. Pourtant, après vingt ans de présence missionnaire, la politique de christianisation de la Société est un échec. La population chrétienne sur l'île est alors essentiellement constituée d'immigrés japonais venus des provinces évangélisées de Kyushu et du Tohoku¹⁷.

Mais si les membres des Missions étrangères de Paris à Hokkaido n'ont pas pu réaliser les ambitions de leur Société, ils ont été des observateurs attentifs de la révolution économique et culturelle à l'œuvre sur l'île. Le récit de voyage de Michel Ribaud – *Un été au Japon boréal* (1897)¹⁸ – et la correspondance de son supérieur direct, l'évêque de Hakodate Alexandre

¹⁷ Compte-rendu de la Société des Mission étrangères de Paris, 1890, section « Japon Septentrional », Bibliothèque des Missions étrangères de Paris, p. 43.

¹⁸ Michel Ribaud, *Un été au Japon boréal, Japonais et Aïnos dans le Yéso (Hokkaido)*, Paris, Delhomme et Briguët, 1882.

Berlioz, contribuent à faire connaître en France la colonisation de Hokkaido¹⁹.



Illustration n° 5. L'itinéraire suivi par Michel Ribaud dans *Un été au Japon boréal* (1897)

La découverte du « hairy Ainu »

Étape obligée du voyage, la rencontre avec l'indigène Aïnou constitue le cœur de nombreux ouvrages. Voici, par exemple, comment Arnold Savage Landor fait au lecteur le compte rendu de sa rencontre avec une vieille femme aïnoue :

« *Quelle diablerie est-ce là-donc ?* dis-je tout haut dans ma langue natale. Je pouvais entendre quelqu'un respirer lourdement sous une masse de cheveux blancs, mais je ne pouvais y voir une forme humaine. J'ai touché cette crinière, l'ai tiré, et, avec un grognement et des mouvements dignes d'un serpent qui se déroule, deux bras squelettiques ont surgi avant de s'agripper à ma main. [...] J'ai alors vu des marques de tatouages usés sur ses mains. Oui, il s'agissait bien d'une femme dans ce recoin²⁰ [...] »

¹⁹ Lettres d'Alexandre Berlioz à l'abbé Marnas, 1891-1904, archives des Missions étrangères de Paris, vol. 1273-1776.

²⁰ Arnold Landor Savage, *Alone with the hairy Ainu or 3800 miles on a pack saddle and a cruise to the Kuril Islands*, Londres, John Murray, 1893, p. 54 :

Les cheveux longs et épais des indigènes constituent pour les explorateurs un motif d'attention particulière. Dru, abondant, broussailleux, il est utilisé par les plus littéraires des voyageurs comme une métaphore de la barbarie supposée des Aïnous. Il s'oppose au cheveu court, coupé à l'occidentale, des colons japonais. Les tatouages, portés par les femmes sur la bouche et les bras, suscitent également le dégoût des Occidentaux²¹.

Une dimension supplémentaire vient complexifier le regard que portent les écrivains-voyageurs sur ces indigènes : les Aïnous ont un physique proche de celui des Européens. Leur peau est claire, leurs yeux moins bridés que ceux des Japonais. Voilà où réside le « paradoxe Aïnou » pour les voyageurs occidentaux qui découvrent Hokkaido : à leurs yeux, des Blancs sont colonisés par des Asiatiques. Cette simple constatation, qui pourrait faire voler en éclats la hiérarchie des races telle qu'on la pense au XIX^e siècle, est une aberration. Le discours scientifique et littéraire des récits de voyage à Hokkaido a donc pour but de résoudre ce paradoxe. Il faut resituer ces débats dans le cadre plus large du développement de l'anthropologie au XIX^e siècle, certains auteurs de l'époque écrivant sur la question aïnoue sans faire le voyage à Hokkaido, comme l'irlandais Augustus Henry Keane.

Trois pistes sont ainsi envisagées : les Aïnous ne seraient pas véritablement Blancs puisque étant originaires de l'archipel japonais, une thèse défendue par les érudits britanniques John Milne et Basil Hall

« "What the devil is that!" I said aloud in my own native tongue. I could hear someone breathing heavily under that mass of white hair, but I could not make out the shape of a human body. I touched the hair, I pulled it, and with a groan, and the movements similar to the ones of a snake uncoiling itself, two thin bony arms suddenly stretched out and clasped my hand. [...] I saw some almost worn-out tattoo marks on her hands. Yes, it was a woman in that corner [...]. »

²¹ Isabella Bird, *Unbeaten Tracks in Japan, An account of travels in the interior including visits to the aborigenes of Yezo and the shrines of Nikkô and Isé*, vol. 2, John Murray, Londres, 1881, p. 6 : *« [...] some of the younger females would undoubtedly be fine-looking if not disfigured by the tattoos ».*

Chamberlain²² ; leur infériorité serait une tare historique et raciale ancienne ; leur avilissement actuel serait aggravé par le métissage en cours avec les Japonais. La haine du métissage, absente des premiers textes, est omniprésente chez les voyageurs les plus tardifs, à partir des années 1890 : frustrés ne pas être les premiers à découvrir les terres de Hokkaido, qu'ils imaginaient vierges et pures de toute intrusion japonaise, ces promeneurs romantiques rejettent avec violence tous les symptômes de la japonisation en cours. Le degré de « pureté » d'un village aïnou devient alors le principal critère pris en compte par les écrivains-voyageurs lorsqu'ils planifient leur itinéraire.

Comme l'explique froidement Arnold Savage Landor au début de son récit, visiter un village de métis n'a aucun intérêt et reviendrait à tromper son lecteur :

« Je ne m'étendrai pas sur ces Aïnous de la baie des Volcans puisque cette partie du pays est assez civilisée et a déjà été parcourue par nombre d'individus m'ayant précédé. En outre, la plupart d'entre eux sont des métis de Japonais et ont en conséquence adopté les façons et les usages des Japonais²³. »

« Aborder au Yeso, [...] c'est un peu comme débarquer à New York »

La promotion que font les écrivains-voyageurs des travaux de la Kaitakushi dépasse de très loin la simple validation d'un ensemble de réformes et de choix politiques. Les explorateurs veulent voir en la

²² Arnaud Nanta, « L'altérité aïnoue dans le Japon moderne (1880-1900) », *Annales, Histoire, Sciences sociales*, Paris, 2006/1, p. 247-273.

²³ Arnold Landor Savage, *Alone with the hairy Ainu or 3800 miles on a pack saddle and a cruise to the Kuril Islands*, Londres, John Murray, 1893, p. 5 : « I shall not dwell and length on these Volcano Bay Ainu, as this part of the country is comparatively civilized, and has been travelled over by many people previous to my going there. Besides, most of them have intermarried with Japanese, and have consequently adopted many Japanese customs and manners ».

transformation de Hokkaido la preuve d'une constante historique : le développement économique occidental, tel qu'il s'est construit dans les colonies européennes et américaines, fonctionne également entre des mains asiatiques. Sous la plume des voyageurs, la description de cette modernité coloniale est indissociable du rapport qu'entretiennent les hommes avec la nature environnante. À les lire, le travail agricole dans les grands espaces de Hokkaido transformerait le corps et l'esprit des nouveaux arrivants. Les individus étant le fruit de leur milieu, il fallait aux Japonais les larges paysages de Hokkaido pour développer ce nouvel esprit colonial libéral.

Michel Ribaud croit ainsi lire dans le corps des colons la traduction concrète de cet esprit pionnier en plein développement à Hokkaido. La stature du planteur et de l'ouvrier agricole se transforme sous sa plume en une preuve irréfutable du pouvoir de transformation de la colonisation :

« Ce sont pour la plupart des colons ou des immigrants. [...] Ils sont en général de haute taille, bien bâtis, aux traits rudes. On voit qu'ils ont commencé eux-mêmes leur fortune. Dix, douze, quinze années de travail leur ont donné le bien-être... D'ailleurs, le contraste entre le planteur et l'immigrant est frappant. Ce dernier est d'ordinaire petit, chétif, quoique plein d'énergie ; on se le représente dans ses petites maisons de papier avec tout l'appareil frêle et délicat de son intérieur. Le planteur, au contraire, a lutté pour l'existence dans les savanes et les forêts d'un pays neuf, immense. [...] L'un et l'autre ont subi l'influence du milieu²⁴. »

D'autres événements, mis en exergue par les voyageurs, racontent ce même combat entre l'homme et la nature qui constitue le cœur de la geste coloniale. La mobilisation des bagnards pour lutter contre une invasion de criquets²⁵, la déforestation massive entreprise pour édifier la ville de

²⁴ Michel Ribaud, *Un été au Japon boréal, Japonais et Aïnos dans le Yéso* (Hokkaido), Paris, Delhomme et Briguët, 1882, p. 45.

²⁵ Thomas Blakiston, *Japan in Yezo, a serie of papers descriptive of journeys undertaken in the island of Yezo at intervals between 1862 and 1882*, Yokohama, The Japan Gazette, 1883, p. 66.

Sapporo²⁶, ou la création d'un muséum d'histoire naturelle destiné à accueillir les dépouilles empaillées des ours de l'île²⁷ sont autant de démonstrations de la totale maîtrise qu'ont les colons de cette nature à la fois dangereuse et bienfaitrice.

Mais une question persiste : cette colonisation est-elle véritablement l'expression de l'occidentalisation du Japon ? Certes, l'occidentalisation du paysage est considérée comme accomplie par les auteurs de la fin du siècle. La déforestation, la création de vastes openfields et l'importation d'espèces animales et végétales américaines ou européennes surprennent journalistes et missionnaires. Ébahi, Michel Ribaud déclare : « La transformation si rapide de l'île Yeso par la colonisation japonaise rappelle en petit, sans doute, cependant par plus d'un côté, le phénomène accompli aux États-Unis, sous l'influence de l'immigration européenne²⁸. » La modernisation de la région apparaît aux voyageurs comme supérieure aux transformations encore tâtonnantes observées « en métropole ». Visiter Hokkaido, c'est explorer ce que l'on présente à l'époque comme un Japon futuriste.

Pourtant, au moment de conclure leurs récits, les écrivains-voyageurs cachent difficilement leurs sentiments contrastés quant à la réussite de la colonisation japonaise de l'île du Nord. Si l'occidentalisation du paysage est en cours, celle des esprits n'est pas assez complète à leur goût : les missionnaires, qui pensaient comme inséparables développement économique et christianisation, doivent reconnaître l'échec de l'évangélisation ; les voyageurs anglo-saxons critiquent la gestion trop étatique de la colonie et le peu de libertés laissées aux entrepreneurs privés ; le métissage culturel entre Aïnous et Japonais choque la plupart

²⁶ Georges Bousquet, « Une excursion dans le nord du Japon », *La Revue des Deux Mondes*, 1875, p. 114.

²⁷ Thomas Blakiston, *Japan in Yezo...*, *op.cit.*, Yokohama, The Japan Gazette, 1883, p. 45.

²⁸ Michel Ribaud, *Un été au Japon boréal...*, *op.cit.*, Paris, Delhomme et Briguet, 1882, p. 283-284.

des auteurs. Sapporo, comparée aux villes pionnières américaines, représente également pour les Occidentaux les excès de zèle du gouvernement qui, voulant construire une capitale moderne au milieu des forêts, dépense inutilement un budget qui pourrait être mieux utilisé ailleurs.

L'histoire du voyage au Japon septentrional est celle d'un hiatus, d'un écart entre les attentes des écrivains-voyageurs – leurs espoirs, ce qu'ils aimeraient voir de la colonisation japonaise – et la réalité qu'ils découvrent lors de leur arrivée sur l'île. La vision idéalisée des politiques coloniales que les Occidentaux entretiennent coexiste en permanence dans leurs récits avec le paysage plus complexe qu'ils observent au fil de leur voyage. Ces deux registres – l'un idéologique, l'autre plus pragmatique – s'additionnent pour former un discours hybride. Les voyageurs nous racontent deux Hokkaido : l'un rêvé, peuplé de colons purs et invincibles, exemple parfait d'une occidentalisation complète ; l'autre plus ambigu, à la fois japonisé et occidentalisé, soumis à des influences russes et témoin d'une culture aïnoue en mutation. Sans le comprendre ou l'accepter tout à fait, les auteurs occidentaux ont été parmi les meilleurs peintres de ce second Hokkaido, de par l'amplitude chronologique et thématique de leurs observations.

L'alliance franco-russe, ou la pérennisation du souvenir des fêtes, 1896-1897

CLAIRE BRODIER

Résumé

Plusieurs acteurs et stratégies furent mobilisés afin d'ancrer l'alliance dans les esprits et dans les pratiques. Ils furent d'autant plus nécessaires que le séjour de 1897 de Félix Faure ne se déroula pas en France. En outre, le peuple français contribua lui-même à la cristallisation d'une mémoire des visites officielles franco-russes de Nicolas II et du président français. Il s'agit dans cet article de déterminer le rôle de chacun dans la pérennisation du souvenir des festivités.

Mots-clés : Alliance franco-russe – Nicolas II – Félix Faure – Mise en scène – Vecteurs de l'alliance.

Abstract

The Franco-Russian Alliance or the Perpetuation of the Memory of its Process

The Franco-Russian Alliance required several historical actors and strategies in order to render it popular. These actors and strategies were all the more necessary as Felix Faure's trip in 1897 did not take place in France. Additionally, the French public contributed towards the perpetuation of the memory of the official visits of both Nicolas II and Felix Faure. This article seeks to determine the role of each of these actors in the perpetuation of the memory of these festivities.

Keywords: *Franco-Russian Alliance – Nicolas II – Felix Faure – Staging – Vectors of the alliance.*

Si aujourd'hui encore on célèbre l'alliance franco-russe comme un événement majeur de la fin du XIX^e siècle, on oublie souvent la construction idéologique qui fut nécessaire pour la faire accepter des Français¹. Nouée entre une république et une autocratie, cette alliance

¹ Cet article est le compte rendu du mémoire réalisé dans le cadre du Master 2 Histoire contemporaine des Mondes étrangers et des Relations internationales,

n'allait, de fait, pas de soi. Elle n'en était pas moins nécessaire à une France se relevant à peine des dommages causés par la guerre de 1870-1871 contre la Prusse et à un tsar de Russie décidé à s'émanciper de la tutelle allemande². Plusieurs années de négociations et une série d'emprunts furent nécessaires pour convaincre Alexandre III de s'allier à la France³. Le traité d'alliance est, finalement, ratifié en 1893⁴.

Depuis les années 1920, les historiens se sont principalement concentrés sur les aspects diplomatiques et militaires de l'alliance. En 1959, Pierre Renouvin, dans un premier bilan historiographique, constatait que les conséquences de la collaboration entre les deux États n'ont pas été assez étudiées⁵. Si l'alliance fait toujours l'objet de travaux au cours des années 1960, elle disparaît brutalement des radars historiographiques en 1966⁶. Le thème réapparaît dans les études au cours des années 1970, mais il ne s'agit plus d'étudier l'alliance pour elle-même. On s'intéresse au cadre plus général dans lequel elle s'inscrit, c'est-à-dire les emprunts russes et les investissements français en Russie. Depuis les années 1990, c'est l'histoire culturelle de l'alliance qui connaît un certain développement.

sous la direction du professeur Marie-Pierre Rey. Il s'intitule « L'alliance franco-russe, entre construction et théâtralisation (1896-1897) » et a été soutenu en 2018 à l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne.

² Jacques Bariéty, Raymond Poidevin, *Les relations franco-allemandes, 1815-1875*, Paris, Armand Colin, 1977, p. 98.

³ Pour plus de détails, voir René Girault, *Emprunts russes et investissements français en Russie 1887-1914*, Paris, Armand Colin, Publications de la Sorbonne, 1973, 618 p.

⁴ Evelyne Maushart, *1891-1893, l'alliance franco-russe : l'escadre russe à Toulon, Bandol, Ollioules, Hyères, St-Tropez ...*, Toulon, Éditions Mnémosis, 2016, p. 26.

⁵ Pierre Renouvin, « Les relations franco-russes à la fin du XIX^e siècle et au début du XX^e siècle. (Bilan de la recherche) », *Cahiers du monde russe et soviétique*, vol. 1, n° 1, mai 1959, p. 128-147.

⁶ Un bref examen des dates de parution des ouvrages indique que 1966 est une année marquant la fin des études sur l'alliance.

Cette étude se situe, quant à elle, à la croisée de plusieurs démarches historiographiques : celles des relations franco-russes, des représentations et des univers mentaux et sociaux. Il s’agit principalement de renouveler le champ des études sur l’alliance franco-russe. On peut essayer de renouveler les méthodes d’analyse en empruntant aux autres sciences humaines et sociales leurs outils et leurs approches. Il s’agit d’aller vers une histoire des représentations et des pratiques qui mettrait en évidence des acteurs et leurs stratégies pour parvenir à leurs fins. Il s’agira, dans cet article, de s’intéresser aux vecteurs employés afin de construire l’alliance et de la mettre en scène. Il convient d’étudier les procédés par lesquels l’opinion publique fut amenée à s’attacher à ces perceptions⁷.

Vivre l’alliance par procuration

Une presse difficile à contrôler, mais ô combien nécessaire

Le gouvernement Méline⁸ devait tenir les Français au courant du moindre fait survenu pendant les séjours de Nicolas II et de Félix Faure. Il lui a fallu, pour ce faire, mobiliser les outils adéquats. La presse était un intermédiaire de choix entre les hommes politiques et la population, et les dispositions

⁷ Les sources exploitées aux Archives du ministère des Affaires étrangères se composent principalement des papiers d’agent de Gabriel Hanotaux (fonds 189PAAP), de ceux de son secrétaire (fonds 411PAAP), de la correspondance politique avec l’ambassade de France à Saint-Pétersbourg (fonds 112CP), des archives du service du protocole (fonds 70SUP) et de la collection des menus léguée par Roger Braun encore non référencée. À cela s’ajoutent les dossiers consacrés à l’alliance franco-russe conservés au Service historique de la Défense, les archives de la Préfecture de police de la Ville de Paris (fonds BA 1321 à 1326), celles des Archives de Paris (fonds VK 3 104 à 110). Ce corpus de sources a été complété par l’étude de séries de cartes postales et de photographies conservées à la Bibliothèque historique de la Ville de Paris, ainsi que par la lecture de nombreuses relations de voyage publiées à l’occasion des deux visites officielles.

⁸ Du 28 avril 1896 au 28 juin 1898.

prises pour la venue de Nicolas II en France ne remirent pas en cause ses méthodes de travail. Des facilités furent accordées aux journalistes. Dans ces travaux préparatoires, le protocole avait prévu un train pour ramener à Paris les membres de la presse couvrant l'arrivée du tsar à Cherbourg⁹ et de distribuer des cartes de tribune aux presses parisienne et départementale¹⁰. Les journalistes devaient informer tous les Français du déroulement de la visite officielle.

En août 1897, ils furent tout aussi nécessaires pour remplir cette mission de diffusion de l'information auprès des Français. Ils durent se plier à la réglementation russe. Gabriel Hanotaux, le ministre des Affaires étrangères, se trouva démuni face à l'administration impériale russe. Il ne savait rien des formalités à remplir et pensait « qu'il suffisait que les journalistes français se rendant à Saint-Pétersbourg fussent dotés d'une lettre de recommandation de l'ambassade de Russie à Paris¹¹ ». Quoi qu'il en soit, impossible de se passer des journalistes. Le comte de Montebello, ambassadeur de France à Saint-Pétersbourg¹², mena donc des démarches administratives afin de garantir leur venue en Russie.

Dix hommes furent choisis, mais les sources étudiées ne permettent pas de savoir selon quels critères. Ils travaillaient pour des journaux différents : *L'Éclair*, le *Journal*, le *Gaulois*... Ces organes de presse étaient parmi les plus lus. Peut-être ces journalistes étaient-ils aussi connus du gouvernement pour leur position en faveur de l'alliance. Le chef adjoint du Cabinet d'Hanotaux, Regnault, recommanda, par exemple, un certain

⁹ Projet de cérémonial – Voyage de Leurs Majestés l'Empereur et l'Impératrice de Russie en France, AMAE, fonds 189PAAP, carton 52.

¹⁰ *Ibid.*

¹¹ Dépêche du 30 juillet 1897, de Paris à Saint-Pétersbourg, AMAE, fonds 0070SUP, carton 121.

¹² Alors âgé de 58 ans, le diplomate était en poste dans la capitale impériale depuis 1891. Il avait déjà séjourné à Saint-Pétersbourg entre 1859 et 1862 en tant qu'attaché libre à l'ambassade de France et avait noué des liens avec l'entourage tsariste.

Hostein, directeur du journal *Le Nord*, « organe de la politique des intérêts franco-russes¹³ ».

Il est difficile d’évaluer le nombre réel de journalistes français ayant couvert le séjour de Faure. Rien ne permet d’affirmer que des correspondants ne se sont pas rendus en Russie par leurs propres moyens. Le rôle des journalistes restés en France fut tout aussi essentiel. Ils avaient des consignes précises quant au sentiment à produire chez les Français. Un journaliste du *Gaulois* reçut ainsi un télégramme lui indiquant de rédiger un article qui devait insuffler des « espérances patriotiques¹⁴ ».

L’image au service de l’alliance

L’illustration fut omniprésente lors des voyages. Les articles de journaux ne permettaient pas de se représenter parfaitement une scène à laquelle la majorité des Français n’avaient pas assisté. D’où l’intérêt des images. La population n’avait, cependant, pas accès à un contenu très varié : il s’agissait généralement d’une scène iconique du séjour. On trouve, ainsi, des illustrations du couple impérial quittant sa cabine sur *L’Étoile polaire*¹⁵, du cortège quittant la gare du Ranelagh¹⁶... En outre, parmi les médiateurs de l’imagerie franco-russe, on trouve les camelots¹⁷. Ils se comptaient par dizaines de milliers sur Paris à la fin des années 1890¹⁸. La bibeloterie de l’alliance devait faire partie de leurs marchandises.

¹³ Télégramme du 9 août 1897, de Saint-Petersbourg à Paris, AMAE, fonds 0070SUP, carton 121.

¹⁴ Télégramme du 26 août 1897, de Paris à Divonne, AMAE, fonds 0070SUP, carton 122.

¹⁵ Photographie in *Le Panorama hebdomadaire. Les cinq journées russes. Cherbourg-Paris-Versailles-Châlons*, Paris, L. Baschet, 1896, p. 6.

¹⁶ *Ibid.*, p. 12.

¹⁷ Extrait de *La Libre Parole* du 20 août 1897, ADVP, fonds VK 3, carton 106.

¹⁸ Jean-Yves Mollier, *Le camelot et la rue. Politique et démocratie au tournant des XIX^e et XX^e siècles*, Paris, Fayard, 2004, p. 64.

Le cinéma eut aussi un rôle à jouer dans la propagation des images des deux visites officielles. En 1896 et en 1897, des opérateurs de la maison des frères Lumière se trouvaient sur les lieux des séjours. Plusieurs d'entre eux furent envoyés à Cherbourg et à Paris¹⁹. En ce qui concerne le séjour en Russie, c'est un certain Alexandre Promio qui s'en chargea²⁰. Des projections de films du séjour de Nicolas II furent organisées au Grand Café de la Paix. Tous les jours, de 14 heures à 18 heures 30, on pouvait voir les films de l'« arrivée à Paris de LL. MM. l'Empereur et de l'Impératrice de Russie ». Bien que les sources étudiées ne permettent pas de l'affirmer avec certitude, on peut penser que des séances de projection eurent également lieu en 1897. Il fallait, en effet, donner aux Français la possibilité de fêter la proclamation officielle de l'alliance franco-russe.

Célébrer l'alliance en France, en août 1897

La mairie et l'Église au service de l'État

Le 31 août 1897, jour du retour du président en France, fut un moment important pour les Français. Il fallait faire de cette journée une fête en lien avec la proclamation de l'alliance et saluer ainsi le succès de Félix Faure parmi les Russes. Les mairies françaises jouèrent un rôle essentiel dans cette tâche. Elles firent « apposer des affiches afin de stimuler le zèle de leurs administrés et les exhorter à pavoiser leurs maisons²¹ ». Les municipalités eurent recours aux mêmes manifestations que pour le voyage de Nicolas II en France. Pavoiser et illuminer étaient les moyens les plus simples d'instaurer une atmosphère festive.

¹⁹ Michelle Aubert, Anne Gautier, et al., (dir.), *La production cinématographique des frères Lumière*, Paris, Bibliothèque du film, 1997, p. 156.

²⁰ *Ibid.*

²¹ Henri Daragon, *Le Président Félix Faure en Russie*, Paris, Henri Jouve, 1897, p. 139.

L'Église joua également un rôle dans le ralliement national du 31 août 1897. Des centaines d'évêques envoyèrent des lettres à leurs curés pour les encourager à prendre part au mouvement. À une époque où l'anticléricalisme politique restait virulent, ce geste peut être vu comme la preuve du ralliement d'une partie de l'Église à la république²². Rien ne fut dit quant au fait que les Russes étaient orthodoxes. Les lettres envoyées contenaient une série d'instructions : « dans toutes les églises et les chapelles », les fidèles chanteraient un *Te Deum*²³.

« Un culte du souvenir et de la reconnaissance²⁴ »

Le peuple, producteur d'œuvres franco-russes

Les Français manifestèrent la volonté de contribuer à l'entretien de la mémoire des visites officielles d'octobre 1896 et du mois d'août 1897, en créant leurs propres œuvres. Ces œuvres prirent des formes variées : des objets, des récits plus ou moins littéraires...

Les relations de voyage illustrent cette volonté de cristalliser une mémoire des fêtes. Ainsi, la commission du compte rendu des fêtes du conseil municipal de la Ville de Paris²⁵ décida de faire imprimer une *Relation officielle des fêtes organisées par la Ville de Paris pour la visite de LL. MM. II. l'Empereur et l'Impératrice de Russie*.

²² René Rémond, *L'anticléricalisme en France, de 1815 à nos jours*, Paris, Éditions Complexe, 1985, p. 197.

²³ Lettre de l'évêque d'Angers aux curés du diocèse du 8 septembre 1897, BNF. Cote : E-2400 (ANGERS, 1897/09/08).

²⁴ L. Lebourgeois, *Recueil et souvenir des fêtes du 5 au 8 octobre 1896, en l'honneur du voyage du tsar Nicolas II... de la tsarine Alexandra-Féodorovna... et de S. A. la grande duchesse Olga en France*, Brest, Impr. parisienne, 1896, non paginé.

²⁵ Coupure de journal non identifié, probablement le *Journal officiel*, AP, fonds VK 3, carton 106.

Cet ouvrage est représentatif des autres relations de voyage parues au cours des années 1896-1898.

Toutes proposent un récit similaire. Tout en suivant l'ordre chronologique des séjours, les auteurs décrivent de manière détaillée « l'aspect extérieur des cérémonies²⁶ » et l'attitude de la population. En somme, les auteurs proposent un traitement journalistique des faits, ce qui est compréhensible puisque certains auteurs étaient bien journalistes : Napoléon Aubanel travaillait pour l'Agence Fournier²⁷. Mais tous ne l'étaient pas. Un auteur comme Henri Daragon a certainement recopié les articles de presse parus pendant les séjours. Cela expliquerait comment il a pu écrire une relation sur le voyage de Félix Faure en Russie, alors qu'il était en France au moment des faits.

Ces ouvrages contribuèrent également à la sauvegarde d'une mémoire visuelle. Bon nombre d'entre eux contiennent des gravures d'objets franco-russes, des décorations des villes ou de documents produits pour l'occasion.

Les voyages officiels ont donné l'occasion d'alimenter toute une industrie du commémoratif. Des boutiques spécialisées ont ouvert. Le commerce *À la pensée des Czars* en est un exemple : on y mettait en vente « tous les objets populaires franco-russes²⁸ ». En ce qui concerne les autres types de commerce, créer des marques franco-russes était devenu un argument de vente. La savonnerie Maubert a ainsi mis en vente un « Savon au

²⁶ Gaston Cadoux, *Relations officielles des fêtes organisées par la Ville de Paris pour la visite à Paris de Leurs Majestés Impériales, l'Empereur et l'Impératrice de Russie, les 6, 7 et 8 octobre 1896*, Paris, 1896, p. 13.

²⁷ Gravure du permis de séjour entre les pages 60 et 61, in Napoléon Aubanel, *Une page d'histoire. Voyage du président de la république en Russie*, Paris, Société française d'Éditions d'art, 1897.

²⁸ Recto de la publicité pour le magasin *À la pensée des Czars*, pièce 13, in *Recueil de pièces relatives aux fêtes pour la réception du Tsar et de la Tsarine à Paris en 1896*, lieux divers, formats divers, 1896-1897, BNF. Cote : FOL-LB57-11882 (3).

Czar parfumé au Bouquet Russe²⁹ ». Une forme de tourisme est même peut-être née au cours des visites officielles. C'est du moins ce que laisse penser une affiche des Compagnies de chemins de fer de l'Ouest et du Nord. A l'occasion du voyage du président français en Russie, ces compagnies organisèrent, en effet, une croisière nommée « La France en Russie³⁰ ».

Un peuple de collectionneurs

Il semble que constituer « des collections particulières ou [...] des musées³¹ » était une pratique courante³². Certaines structures étaient d'ailleurs vouées à la collecte d'objets franco-russes. Connue en tant que publiciste et en tant que collectionneur français³³, Philippe Deschamps constitue, à ce sujet, un cas intéressant. Au cours d'une interview avec un journaliste de *La Libre Parole*, l'écrivain révèle avoir été « délégué [...] aux funérailles de l'Empereur Alexandre III comme représentant du Comité du Souvenir, avec mission de déposer sur le cercueil du Souverain un bouquet de fleurs³⁴ ». Le nom du comité est évocateur : il a été créé dans l'unique but de conserver une mémoire des fêtes franco-russes. Aussi, le catalogue du musée *Nicolas II* de Deschamps proposant des « souvenirs

²⁹ Dessus de boîte en carton « Savon au Czar Parfumé au Bouquet Russe » de la savonnerie Maubert, in *Ibid.* BNF. Cote : FOL-LB57-11882 (3).

³⁰ Planche VIII entre les pages 120 et 121, in Henri Daragon, *Le Président, op. cit.*

³¹ John Grand-Carteret, *Le musée pittoresque du Tsar : caricatures, chansons, images, bibelots, jouets, prospectus, affiches, enseignes*, Paris, Librairie Charpentier, 1897, p. 155.

³² Catherine Hamel, « La commémoration de l'alliance franco-russe : La création d'une culture matérielle populaire, 1890-1914 », Thèse soutenue sous la direction d'Alison Rowley, Université de Concordia, Histoire des Arts, 2016, p. 86.

³³ Henry Camoy (dir.), *Dictionnaire biographique international des écrivains*, New York, Gorg Olms Verlag, 1987, p. 12.

³⁴ Extrait de *La Libre Parole* du 20 août 1897, AP, fonds VK 3, carton 106.

patriotiques des fêtes » datant de 1891³⁵, on peut supposer que ce cercle existe au moins depuis le voyage des marins français en Russie.

Deschamps s'était donné « pour tâche de découvrir et d'acquérir à » ses « frais, [...] tous les bibelots symbolisant [...] l'alliance franco-russe³⁶ ». Il fut donc entreprenant. Il visita sans doute une boutique comme *À la pensée des Czars*. En outre, les camelots furent probablement une aide précieuse. Deschamps prit contact avec des représentants des institutions politiques et ses initiatives se soldèrent parfois par un échec. On refusa de lui donner un exemplaire de la relation des fêtes écrites par Cadoux³⁷. Le contenu des collections est donc représentatif des démarches menées par ces hommes.

On peut s'interroger sur la finalité de ces démarches. Deschamps fonda le musée *Nicolas II* en 1898³⁸ et son travail eut une grande renommée jusqu'en Russie. Pour un franc, les Français pouvaient venir admirer une collection « franco-russe et russo-franc » de « 16 000 pièces », composée des objets produits pour les différents voyages depuis 1891³⁹ : « des agrafes, des abat-jours, des assiettes, des bagues⁴⁰ ». D'autres collections eurent sans doute un caractère plus privé. Quoi qu'il en soit, l'image de ce collectionneur fut instrumentalisée par la presse. Il devint une sorte de modèle à suivre, celui du « Collectionneur patriote⁴¹ ». Collectionner était

³⁵ Philippe Deschamps, *Musée Nicolas II. 28, Boulevard Poissonnière, Paris. Catalogue de la collection franco-russe et russo-franc. Souvenirs des fêtes patriotiques des fêtes de 1891, 1893, 1896 et 1897*, Bar-le-Duc, E. Collot, 1898, 93 p.

³⁶ Extrait de *La Libre Parole* du 20 août 1897, AP, fonds VK 3, carton 106.

³⁷ Lettre du 4 octobre 1897, Paris, AP, fonds VK 3, carton 106.

³⁸ Catherine Hamel, « La commémoration ... », *op. cit.*, p. 86.

³⁹ « Le baiser de l'Alliance », publicité pour le musée Nicolas II au 28, Boulevard Poissonnière, AMAE, Collection Roger Braun, dossier « 1897 », non référencée.

⁴⁰ Extrait de *La Libre Parole* du 20 août 1897, AP, fonds VK 3, carton 106.

⁴¹ *Ibid.*

une manière de plus de prouver son attachement à la nation française et qu'on était favorable à l'alliance.

En outre, rassembler autant d'objets, que ce fût pour les exposer ou pour un plaisir strictement privé, ne pouvait que contribuer à l'entretien d'une affection particulière pour les souvenirs créés lors des fêtes franco-russes. Finalement, le souvenir finit par s'entretenir lui-même.

Loin du champ de bataille
Charles Lansiaux, photographe à Paris
durant la Grande Guerre

OLGA LEMAGNEN

Résumé :

Dès août 1914, le photographe Charles Lansiaux entreprend un vaste reportage photographique de la capitale française en temps de guerre. Un mois plus tard, il débute une collaboration avec la Bibliothèque historique de la Ville de Paris à qui il vend, sur l'ensemble du conflit, près de mille photographies. La série intitulée « Aspect de Paris pendant la guerre » entend constituer une source pour l'historien de demain. Le présent article retrace l'histoire de la constitution de cette archive hybride, au croisement entre source visuelle et manuscrite. Il tente de faire comprendre comment la guerre à l'arrière, dans ses formes les plus diverses, a pu être appréhendée par la photographie.

Mots-clés : Photographie – Charles Lansiaux – Première Guerre mondiale – Paris – Quotidien.

Abstract

Away from the Battlefield. Charles Lansiaux, A Photographer in Paris during the Great War

As early as August 1914, the photographer Charles Lansiaux began an important photo-reportage of the French capital during wartime. A month later, he started to collaborate with the Bibliothèque historique de la Ville de Paris, selling them photographs throughout the conflict. This photo-collection entitled "Aspect de Paris pendant la guerre" aimed at providing future historians with sources. This article delves into the history of the creation of a hybrid archive, at the crossroads between visual and written sources. It examines how photography captured war beyond the front and at the rear, whilst emphasizing its diversity.

Keywords : Photography – Charles Lansiaux – First World War – Paris – Daily life.

Le 2 août 1914, lors de l'entrée en guerre de la France, le photographe Charles Lansiaux immortalise les adieux de la population parisienne

mobilisée pour l'effort de guerre¹. Les jours se suivent et Lansiaux continue de photographier la vie quotidienne à Paris en temps de guerre². Dès fin septembre 1914, la Bibliothèque Historique de la ville de Paris (BHVP) lui achète plusieurs dizaines de clichés. Sur l'ensemble du conflit, elle acquiert 953 épreuves regroupées au sein d'une série intitulée, par le photographe, « Aspects de Paris pendant la guerre³ ». Cette source n'est pas uniquement photographique. En effet, chaque cliché est accompagné d'une légende écrite de la main du photographe. La légende n'explicite pas toujours la photographie, elle vient parfois la compléter, la contredire, donnant l'impression d'une confrontation entre langage et image. On en vient à se demander selon quelle logique interpréter ce corpus : est-ce la légende qui illustre l'image, ou l'image qui illustre la légende⁴ ? Si les amateurs s'emparent du médium photographique durant la Première Guerre mondiale, permettant à l'appareil photographique de s'introduire jusque dans les tranchées, la photographie est aussi pratiquée à l'arrière,

¹ Le présent article a été élaboré dans le cadre d'un mémoire de Master 2 portant sur « Paris, *capitale-refuge* durant la Grande Guerre », sous la direction d'Alya Aglan et soutenu en juin 2018 à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne. Olga Lemagnen est actuellement doctorante contractuelle en Histoire de l'art. Elle prépare une thèse sur la photographie urbaine parisienne (1898-1918), sous la direction de Michel Poivert et Bertrand Tillier, à l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne.

² Sur les photographies de Charles Lansiaux durant la Première Guerre mondiale, voir André Gunthert, Emmanuelle Thoulet, *Paris 14-18, La guerre au quotidien*, Paris, Paris bibliothèques, 2014.

³ Catherine Floc'hay, « Un fonds récemment inventorié : la collection Lansiaux sur la guerre 1914-1918 », *Bulletin de la bibliothèque et des travaux historiques*, Paris, XI, 1986, p. 2.

⁴ Voir Séverine Vasselín, « Charles Lansiaux, topographe à Paris : la photographie entre fonctionnalité et art », mémoire de recherche sous la direction de Rose-Marie Godier, École nationale supérieure Louis Lumière, 2001, p. 71.

mais très peu diffusée durant le conflit⁵. En 1914, les regards sont tournés vers le front, là où la guerre se concrétise par les armes.

La photographie a longtemps été utilisée comme illustration par l'historien. Alors qu'elle est aujourd'hui théoriquement reconnue comme source historique à part entière, les travaux sur des fonds photographiques se font encore rares. Dans leur article « L'Histoire par la photographie », Ilsen About et Clément Chéroux définissent une méthode d'analyse critique de la source photographique : « Une photographie ne se fait pas toute seule. Pour qu'elle existe il faut au moins un photographe, un dispositif technique et un sujet : trois champs qui devront respectivement faire l'objet de l'analyse critique⁶ ». L'idée est pour nous de développer une approche historienne du visuel, en considérant *l'objet-photographie* dans ses conditions historiques et techniques d'existence. Nous verrons plus précisément comment la guerre se manifeste par la photographie et comment la photographie s'empare de la guerre dans le décor parisien pour croiser l'événement national, local et intime. Plusieurs temporalités émergent alors simultanément : le présent de l'acte photographique croise celui de la constitution d'une archive qui anticipe l'écriture de l'histoire dans une vision au passé de ce qui correspond pourtant à l'actualité des Parisiens. Il s'agira d'abord d'exposer les circonstances de la création de ce fonds, contemporaines du conflit, avant de questionner la dualité image-langage de l'objet obtenu. Enfin, nous réfléchirons à la pratique photographique de Charles Lansiaux dans son rapport aux sujets représentés et à la ville, terrain de son travail de photographe.

⁵ Concernant la photographie et la Première Guerre mondiale, voir Laurent Gervereau (dir.), *Voir/Ne pas voir la guerre, Histoire des représentations photographiques de la guerre*, Paris, BDIC/Somogy, 2001 ; Hélène Guillot, *Les soldats de la mémoire : la section photographique de l'armée, 1915-1919*, Nanterre, Presses universitaires de Paris Nanterre, 2017 ; Laurent Veray, « Montrer la guerre : photographie, cinéma », in Jean-Jacques Becker, Jay Winter, Gerd Krumeich (dir.), *Guerre et Culture*, Paris, Armand Colin, 1994.

⁶ Ilsen About, Clément Chéroux, « L'histoire par la photographie », *Études photographiques*, n° 10, novembre 2001, p. 8-33.

La mystérieuse constitution du fonds Lansiaux

Le fonds étudié nous est d'emblée apparu problématique dans la mesure où il est difficile de contextualiser l'œuvre de Charles Lansiaux par rapport à l'homme. Nous connaissons peu de choses sur sa vie. Il est né en 1855 à Aniche et mort en 1939 à Paris. Inventeur autodidacte, il s'est fait photographe pour tester ses expérimentations. Il remporte plusieurs concours de photographie, ce qui lui permet de devenir photographe professionnel dès 1900. Entre 1907 et 1914, il est rédacteur en chef d'une revue spécialisée, *Photo-Index*, dans laquelle il publie plusieurs articles mentionnant ses inventions passées. En 1914, Lansiaux est trop âgé pour être mobilisé. Il reste donc à Paris durant tout le conflit. Il s'engage photographiquement dans cette guerre qu'il ne peut entreprendre par les armes.

Les motivations de Charles Lansiaux concernant le reportage photographique de Paris en temps de guerre sont floues⁷. Rien n'indique si les photographies ont été commandées au préalable par la BHVP, ou si elles émanent d'une initiative personnelle, proposée à la bibliothèque. Or, ce détail n'est pas négligeable. Il vient perturber notre interprétation, ou du moins la limite. Dépendant de la commande, le photographe se voit restreint dans son champ d'action et son choix des sujets. Dans une démarche libérée de toute contrainte, c'est lui seul qui agit, qui voit, qui commente. Ainsi, la pratique du photographe ne peut se comprendre indépendamment de l'achat des épreuves par la BHVP. La photographie en train de se faire passe quasi-simultanément dans le domaine de l'archive historique.

Plus de la moitié des photographies de la série « Aspects de Paris », soit plus de 500, sont réalisées dans les trois premiers mois de la guerre. Ensuite, le nombre diminue sans que nous puissions déterminer si c'est la

⁷ Catherine Floc'hay, « Un fonds récemment inventorié... », art. cité, p. 4.

production ou la commande qui s'essouffle. Les photographies de Lansiaux vendues à la BHVP à partir de 1916 sont en grande majorité des photographies documentant des aspects militaires ou des événements officiels (concerts militaires, funérailles de Joseph Gallieni, Quatorze Juillet). L'anecdotique disparaît peu à peu.

Si certaines sous-séries semblent avoir été commanditées, d'autres apparaissent comme des productions beaucoup plus personnelles. Certains jours, la production photographique de Lansiaux se limite aux alentours de son lieu d'habitation, 4, villa Saint-Jacques, dans le 14^e arrondissement de Paris, non loin de la place Denfert-Rochereau. D'ailleurs, sur les 597 photographies prises entre août et décembre 1914, 147 sont prises dans le 14^e arrondissement, soit environ 30 % des photographies que nous avons pu localiser.

D'autres photographies viennent directement répondre à l'événement national. Ainsi, Lansiaux photographie divers lieux de la capitale bombardés par l'ennemi. Ces clichés illustrent ce qui, pour les Parisiens, constituait l'actualité brûlante et directe de la guerre. Dans la même journée du 12 octobre 1914, Lansiaux prend 15 clichés des dégâts causés la veille par deux « taubes » et une bombe incendiaire, faisant quatre morts et vingt-deux blessés⁸. Il va jusqu'à ajouter sur certaines photographies une petite croix blanche pour montrer la chute exacte de la bombe⁹. Dans ce cas, la rigueur du reportage semble répondre à une commande particulière. La prise de vue est très méthodique. Le photographe s'applique à prendre chaque devanture endommagée : le moindre éclat est répertorié, répondant à une démarche documentaire et archivistique certaine. Mais parallèlement, une recherche esthétique se met en place. Dans la série des bombardements du Carrefour La Fayette, deux figures sont retenues pour poser à côté des dommages : un policier et un enfant.

⁸ « Deux "taube" sur Paris », *Le Petit Journal*, 12 octobre 1914.

⁹ Bibliothèque historique de la Ville de Paris (BHVP), Paris, 4-EPF-011-0249, Charles Lansiaux, 12 octobre 1914, « Vue en perspective. La croix indique l'endroit approximatif où est tombé la bombe qui ne fit que très peu de dégâts ».

Censé incarner l'ordre, le policier vient contraster avec le chaos du bombardement¹⁰ ; symbolisant l'innocence, l'enfant endosse le rôle d'une victime potentielle¹¹.

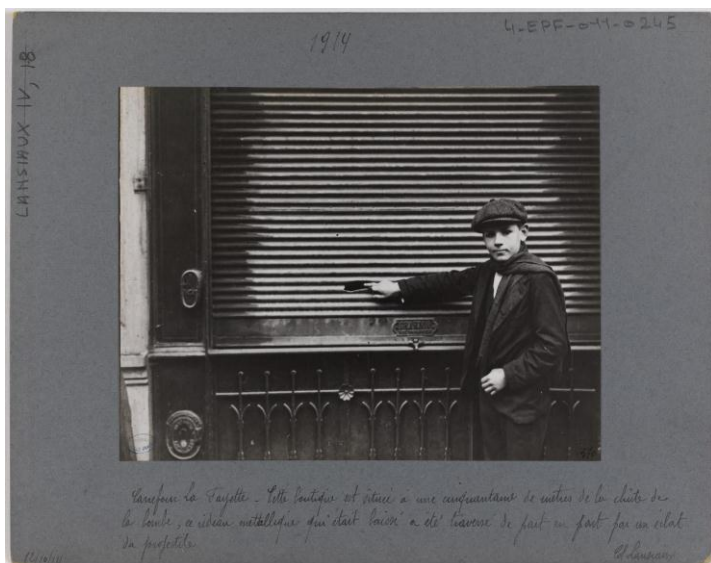


Illustration 1. Charles Lansiaux, « Carrefour La Fayette. Cette boutique est située à une cinquantaine de mètres de la chute de la bombe, ce rideau métallique qui était baissé a été traversé de part en part par un éclat de projectile », 12 octobre 1914

(Source : Ville de Paris / BHVP / Roger-Viollet, 4-EPF-011-0245)

Photographie légendée ou légende illustrée ?

¹⁰ BHVP, Paris, 4-EPF-011-0244, Charles Lansiaux, 12 octobre 1914, « Carrefour La Fayette (...) ».

¹¹ BHVP, Paris, 4-EPF-011-0245, Charles Lansiaux, 12 octobre 1914, « Carrefour La Fayette (...) ».

Ce serait toutefois une erreur de désigner ce fonds par sa seule composante photographique, puisqu'il s'agit d'une archive qui questionne précisément le rapport de l'image au langage ou du langage à l'image. En effet, une légende manuscrite du photographe est ajoutée au bas de chaque photographie. Il y développe des récits de vie, témoignant d'une proximité recherchée avec le sujet photographié, bien loin de la légende conventionnelle qui se limiterait à *informer*. Les légendes de Lansiaux apportent souvent des éléments que le visuel ne permet pas de déceler. La photographie du « jeune soldat » pris en charge par un infirmier à son arrivée gare Montparnasse¹² révèle une forme de journalisme primitif dans la proximité que Lansiaux développe avec son sujet afin de relater son expérience de guerre. Sa démarche sous-tend une volonté d'explicitier ce que l'image ne ferait que suggérer.

Par la légende, Charles Lansiaux apporte un *avant* et même un *pendant* invisibles à travers la seule photographie, allant jusqu'à questionner les limites d'intelligibilité de celle-ci. La légende écrite éloigne davantage l'image de son référent. Elle donne à lire ce que l'on ne peut pas voir, allant jusqu'à contredire le « vraisemblable » qui émane de la photographie. Sans la légende, rien ne nous aurait permis de dire que ce jeune homme est *en réalité* un soldat déguisé en civil. Le rapport entre langage et image semble ainsi s'inverser. Si on ne peut nier l'existence de ce qui est photographié, cela ne veut pas dire que ce que l'on voit est vrai¹³. Lansiaux donne ainsi au langage une supériorité sur l'image, au moment même où se développe une certaine méfiance à l'égard du visuel, en particulier lorsqu'il est au service de la propagande de guerre. Il suggère par ce procédé les limites du réel photographique. D'ailleurs, sans les légendes, il serait bien plus difficile – voire dans beaucoup de cas, impossible – d'identifier les lieux et les personnes de ces photographies.

¹² BHVP, Paris, 4-EPF-011-0303, Charles Lansiaux, 27 septembre 1914, « Un jeune soldat (...) ».

¹³ Voir Roland Barthes, *La chambre claire : note sur la photographie*, Paris, Gallimard, 1980.

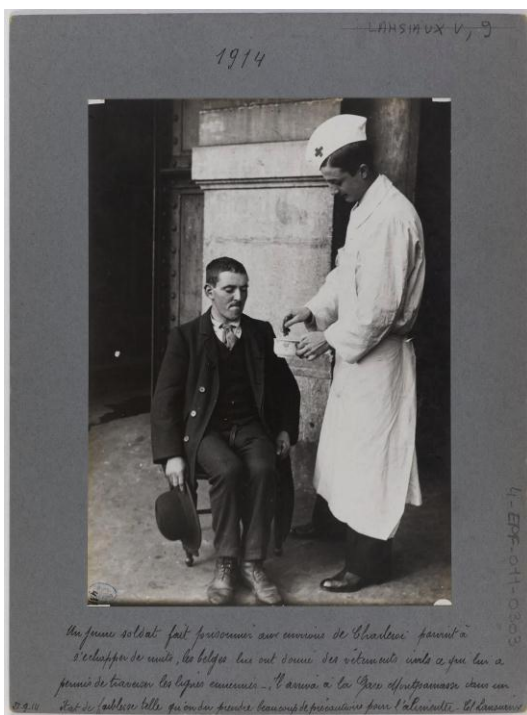


Illustration 2. Charles Lansiaux, « Un jeune soldat fait prisonnier aux environs de Charleroi parvint à s'échapper de nuit. Les Belges lui ont donné des vêtements civils, ce qui lui a permis de traverser les lignes ennemies. Il arriva à la gare Montparnasse dans un état de faiblesse telle qu'on du prendre beaucoup de précautions pour l'alimenter », 27 septembre 1914

(Source : Ville de Paris / BHVP / Roger-Viollet, 4-EPF-011-0303)

Charles Lansiaux crée un nouveau rapport, indissociable, entre la photographie et le récit. La légende souligne la recherche d'une certaine proximité avec le sujet photographié. On peut supposer que Lansiaux a parlé avec ses sujets pour obtenir de telles informations. Sa démarche est

active, il ne cherche pas seulement à montrer, mais aussi à dé-montrer. Cette proximité se ressent également dans la technique employée. En effet, l'objectif de Lansiaux se situe toujours à hauteur humaine, ce qui instaure une forme d'égalité dans la prise de vue entre le sujet photographié et le sujet photographiant.

Événement, micro-événement : quelle guerre photographier ?

Producteur d'une image figée, l'acte photographique est paradoxalement fait de déplacements et de circulations. La guerre est partout présente dans l'espace. C'est ce que les photographies de Lansiaux tendent à montrer. Photographe en dehors de l'événement, il capte l'anecdotique et le local dans lesquels la guerre s'insère, s'incarne et se reflète. Sur les devantures de magasins, la guerre se reflète : elle brise les vitrines, elle s'écrit sur les murs, elle s'incarne en symboles. Photographe de l'extérieur, photographe de la rue, Lansiaux reste peu de temps au même endroit. Ses photographies des devantures de boutiques et cafés attestent ce déplacement fugace dans la ville. Presque à la manière d'un opérateur, il déplace son appareil à hauteur humaine donnant l'impression d'un travelling horizontal et presque continu dans les rues de Paris. Plusieurs thèmes ressortent de ces clichés : le pillage des boutiques au nom germanique, les longues files d'attente devant les magasins, ou encore les fermetures pour cause de mobilisation¹⁴. Par le pillage de ses boutiques et restaurants, survenu essentiellement au mois d'août 1914, l'Allemand est symboliquement mis à mort, traqué, dépossédé de ses biens. La guerre se rejoue au coin de la rue et la photographie capte ces micro-guerres, ces guerres de la localité.

¹⁴ BHVP, Paris, 4-EPF-011-0545, Charles Lansiaux, 20-30 août 1914, « Quelques inscriptions pittoresques ».



Illustration 3. Charles Lansiaux, 20-30 août 1914, « Quelques inscriptions pittoresques », 20-30 août 1914

(Source : Ville de Paris / BHVP / Roger-Viollet, 4-EPF-011-0545)

L'appareil photographique de Charles Lansiaux place sur un même pied l'événement historique et l'événement intime. Il instaure une égalité des sujets représentés et n'hésite pas à croiser la grande Histoire avec celle du quotidien. Ainsi, si le photographe couvre les funérailles du Général Gallieni, il suit également les cortèges funèbres de familles en deuil, rencontrées par hasard, pleurant leur fils, leur mari, leur frère.

Au-delà de la source historique, la source biographique

En inversant les termes de la fameuse maxime de Victor Hugo dans la préface des *Contemplations*, on arrive à imaginer le projet photographique de Charles Lansiaux : « Quand je vous parle de vous, je vous parle de

moi¹⁵ ». Tel l'écrivain dans sa tour d'ivoire, le photographe apparaît comme une figure solitaire qui, tout en se détachant du groupe qu'il observe, souhaite en saisir l'essence. De cette manière, l'opposition entre *vous* et *moi* est significative. C'est l'expérience individuelle du photographe qui donne à voir les visages de la guerre dans l'espace parisien. La photographie peut donc aisément être comprise comme source historique en même temps que source biographique, dans la mesure où elle renseigne autant sur les répercussions de la guerre dans le quotidien parisien que sur son auteur qui l'éprouve à travers l'expérience photographique. *Photoreporter* de proximité, photographe du non-événement, Lansiaux sillonne la ville à la recherche des traces vivantes de la guerre. Certains groupes de population, produits du conflit en train de se jouer, sont densément photographiés. Les encombrantes valises des réfugiés belges ou français, les uniformes des volontaires italiens sont autant d'accessoires qui témoignent d'une transformation visuelle de la ville.

Les indications spatio-temporelles qui accompagnent les photographies de Lansiaux permettent de retracer avec précision la chronologie des prises de vue. Lors de la journée du 25 septembre 1914, la production du photographe apparaît nullement préconçue ou préméditée, elle semble se former au hasard de ses déplacements. Ainsi, à son parcours spatial dans la ville se superpose une évolution clairement identifiable de ses pérégrinations morales. Plus il avance dans la ville, plus sa vision s'empreint de pessimisme.

Ce 25 septembre 1914, Charles Lansiaux fait le constat d'une ville qui se vide de ses habitants, de ses richesses, de ses ressources, faisant écho à une impression de solitude, que l'on ressent à travers le ton grave des légendes. Pourtant, les premières photographies de la journée montrent bien que ce pessimisme n'était pas inéluctable. À partir d'une analyse

¹⁵ Victor Hugo, « Préface », *Les Contemplations*, Paris, Michel Lévy Frères-J. Hetzel-Pagnerre, 1856, p. 5.

précise des lieux des photographies, nous pouvons avancer que Lansiaux est sorti de chez lui dans le 14^e arrondissement pour remonter la rue du Faubourg Saint-Jacques, puis la rue Saint-Jacques. Après avoir croisé le boulevard du Port-Royal, Lansiaux a pris une première photographie, devant l'hôpital du Val-de-Grâce¹⁶, puis une seconde, représentant une patrouille de gardes « rencontrée [un peu plus loin] rue Saint-Jacques¹⁷ ». Arrivé dans le 5^e arrondissement, il se rend place Saint-Michel où il réalise ce qui constitue pour nous la photographie charnière : « Place Saint-Michel, venant des Halles on aperçoit de fantastiques voitures bondées de paniers vides, ceux-ci indiquant surabondamment la prodigieuse quantité de fruits de cette année¹⁸ ».

¹⁶ BHVP, Paris, 4-EPF-011-0503, Charles Lansiaux, 25 septembre 1914, « Les voitures de maîtres stationnant devant le Val-de-Grâce ».

¹⁷ BHVP, Paris, 4-EPF-011-0116, Charles Lansiaux, 25 septembre 1914, « Rencontre rue Saint-Jacques, une patrouille de nos bons gardes de Paris. ».

¹⁸ BHVP, Paris, 4-EPF-011-0511, Charles Lansiaux, 25 septembre 1914, « Place Saint-Michel [...] ».



Illustration 4. Charles Lansiaux, « Place Saint-Michel, venant des Halles on aperçoit de fantastiques voitures bondées de paniers vides, ceux-ci indiquant surabondamment la prodigieuse quantité de fruits de cette année », 25 septembre 1914

(Source : Ville de Paris / BHVP / Roger-Viollet, 4-EPF-011-0511)

Ainsi, une voiture « bondée » de paniers « vides » est, pour le photographe, le signe d'une production abondante. De même, après avoir traversé l'île de la Cité, la photographie suivante, prise au 2, rue du Pont-Neuf, est présentée sous le signe de l'approvisionnement¹⁹. Les besoins de la population parisienne comme ceux des soldats aux armées apparaissent maîtrisés et assouvis. *A contrario*, les clichés qui suivent sont profondément marqués par un sentiment de vide. Errant dans un Paris désert, Lansiaux part à la recherche des survivants, de ceux qui restent :

¹⁹ BHVP, Paris, 4-EPF-011-0186, Charles Lansiaux, 25 septembre 1914, « Devant la Belle Jardinière, les voitures de nos officiers faisant le service de l'armée viennent faire provision d'équipement et d'accessoires ».

un pêcheur²⁰, un sans-abri²¹, une marchande²². La population a disparu. Quand les photographies présentent des individus, ils sont seuls ou inactifs. « Le temps semblait s'être ralenti²³ », écrit Bruno Cabanes dans *Août 14, la France entre en guerre*. L'historien décrit une ville « devenue presque silencieuse » qui voit ses lieux de divertissement et ses axes de circulations « désertés ». Le bruit de la capitale a disparu pour laisser place à « une ville anémiée ».

Cette série de clichés donne une impression de paralysie ; paralysie industrielle – la grue « a l'air de s'ennuyer²⁴ », humaine – « les clients sont rares ». La ville est dépossédée de ses attributs. Finalement, sur environ six kilomètres de pérégrinations dans la capitale française, Lansiaux décrit un désert urbain et humain, qui semble trahir son propre sentiment de privation face à une guerre qui s'enracine.

²⁰ BHVP, Paris, 4-EPF-011-0756, Charles Lansiaux, 25 septembre 1914, « Ce cour est habituellement très fréquenté par les pêcheurs [...] ».

²¹ BHVP, Paris, 4-EPF- 011- 0765, Charles Lansiaux, 25 septembre 1914, « Sur la berge, un miséreux, pauvre, honteux essaie de raccommoder en enfonçant à l'aide d'une pierre quelques clous dans les chaussures déchiquetées ».

²² BHVP, Paris, 4-EPF-011-0752, Charles Lansiaux, 25 septembre 1914, « Sur la berge, quai du Louvre. Étalage improvisé d'une marchande d'articles de pêche. Les clients sont rares ».

²³ Bruno Cabanes, *Août 14, la France entre en guerre*, Paris, Gallimard, 2014, p. 192-193.

²⁴ BHVP, Paris, 4-EPF-011-0769, Charles Lansiaux, 25 septembre 1914, « Ici le port Saint Nicolas au quai du Louvre [...] ».



Illustration 5. Charles Lansiaux, « Ce cours est habituellement très fréquenté par les pêcheurs, on y fait de belles captures. Aujourd'hui un seul pêcheur s'y trouve il n'a même pas l'air de pêcher avec conviction », 25 septembre 1914

(Source : Ville de Paris / BHVP / Roger-Viollet, 4-EPF-011-0756)

De fait, la ville a été désertée, jusqu'au gouvernement de la République qui a fui à Bordeaux. L'automne 1914 est également marqué par le début de la guerre des tranchées, symbolisant l'entrée dans une guerre longue qui n'est pas prête de se terminer. On voit ainsi comment l'événement « national » vient modifier le regard individuel. Les clichés pris durant la journée du 25 septembre 1914 contrastent fortement avec la majorité de la production photographique de Lansiaux, souvent très optimiste face à la guerre. Une telle série montre bien que si la photographie capte le réel dans le sens de *ce qui a effectivement existé*, elle ne capte qu'une réalité, qu'un aspect du réel, à travers le regard d'un homme affecté, mais alors inspiré, par son environnement.

Deuil et mémoire à la fin de la Première Guerre mondiale

La mort de Quentin Roosevelt le 14 juillet 1918 et ses interprétations symboliques

VINCENT HARMSEN

Résumé

Le 14 juillet 1918, Quentin Roosevelt, pilote dans l'aviation américaine et fils cadet du 26^e président des États-Unis Theodore Roosevelt, est abattu lors d'un duel aérien, au-dessus de la commune de Chamery dans l'Aisne. Sa mort et ses funérailles font l'objet d'une importante mise en avant dans la presse et les gestes collectifs se multiplient pour offrir une interprétation symbolique de sa disparition. Trois tombes sont érigées sur sa sépulture par les Allemands, les Américains et les Français. Sur la mort de Quentin Roosevelt se superposent différentes interprétations symboliques révélatrices à la fois de la culture de mort qui domine au sortir de la Grande Guerre, mais aussi du poids des processus de deuil dans les relations internationales de l'époque.

Mots-clés : Roosevelt – Première Guerre mondiale – Mémoire – Deuil – Relations internationales.

Abstract

Mourning and Memory at the End of World War One:

Perceiving Quentin Roosevelt's Death after July, 14th, 1918

On July 14th, 1918, Quentin Roosevelt was shot down by a German plane above the village of Chamery, Aisne. Quentin, the youngest son of former president Theodore Roosevelt, was a pilot during the First World War. His death and funeral processions were mediatized, and they became the object of symbolic analysis. Three graves were successively erected by the Germans, the Americans and the French. On Quentin Roosevelt's death, the different nations built upon several symbolic interpretations which reveal to us a number of insights on both the prevailing culture of death and the weight of mourning within international relations at the end of the First World War.

Keywords: *Roosevelt – World War One – Memory – Mourning – International Relationships.*

Le 22 septembre 1955, l'*American Battle Monuments Commission*, fondée en mars 1923, exhume les restes du lieutenant Quentin Roosevelt,

abattu en 1918 à Chamery, département de l'Aine, pour l'enterrer au côté de son frère aîné, Theodore Roosevelt jr., mort le 12 juin 1944 d'une crise cardiaque alors qu'il exerce le gouvernorat militaire de Cherbourg¹. La dépouille de Quentin Roosevelt fait le voyage depuis sa tombe individuelle située sur la colline du village de Chamery pour rejoindre le cimetière collectif américain de Colleville-sur-Mer, le long de la plage d'Omaha, traçant ainsi le lien entre la mémoire de ce que Jennifer D. Keene nomme « la guerre oubliée² » avec celle rémanente de la Seconde Guerre mondiale.

La sépulture de Quentin Roosevelt devient à sa mort l'objet d'une attention particulière qui permet de comprendre les échanges symboliques transnationaux entre l'Allemagne, les États-Unis et la France pendant la Première Guerre mondiale. Quentin Roosevelt meurt le 14 juillet 1918. Trois enterrements se succèdent sur le lieu de sa mort à Chamery. Le premier est organisé par l'armée allemande, autour du 14 juillet, le deuxième survient à la découverte de la tombe par les Américains en août, suivi enfin des dernières obsèques célébrées par l'armée française, en décembre 1918. Chacun des trois rites ajoute un décor honorifique sur la tombe qui demeure à l'emplacement du crash de son avion sur la colline de Chamery. Sur la mort de Quentin Roosevelt se rejoignent différentes interprétations symboliques révélatrices de la culture de la mort qui domine au sortir de la Grande Guerre et du poids des processus de deuil dans les relations internationales de l'époque. Ces funérailles semblent exceptionnelles en deux points, parce qu'elles sont rendues de façon consécutive par trois États différents dans l'espace de six mois, et ensuite parce qu'elles construisent une sépulture individuelle pour le lieutenant

¹ Le présent article provient du mémoire réalisé dans le cadre d'un Master 2 d'histoire de l'Amérique du Nord, sous la direction d'Annick Foucrier, « Quentin Roosevelt (19 novembre 1897-14 juillet 1918), pilote de guerre sur le front français. Une famille présidentielle et les relations franco-américaines », soutenu en juin 2018 à l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne.

² Jennifer D. Keene, « Remembering the "Forgotten War": American Historiography on World War I », *The Historian*, 2016, p. 439-468.

Roosevelt quand, à la sortie de la guerre, l'armée américaine s'efforce de réunir les morts en cinq cimetières militaires collectifs³.

Quentin Roosevelt et la nouvelle éthique de la guerre aérienne

Quentin Roosevelt naît, en 1897, dans une des familles les plus influentes de la côte Est des États-Unis. Son père, Theodore Roosevelt, exerce la présidence entre 1901 et 1909 et renforce la position américaine sur la scène internationale. Ses actions volontaristes, notamment dans la médiation du conflit franco-allemand sur le protectorat français au Maroc, en 1905-1906, le rendent célèbre en Europe⁴. Son fils cadet, Quentin Roosevelt, bénéficie de la renommée de son père. Dès son enfance, il développe un goût prononcé pour l'aviation, un sport apprécié par les élites américaines au début du XX^e siècle. C'est dans le corps des pilotes de chasse que le jeune lieutenant Roosevelt, à 19 ans, rejoint le corps expéditionnaire américain en mai 1917. L'armée américaine subit à cette période un retard technique et stratégique dans l'aviation qui ne permet pas de déployer de chasseur américain sur le front français avant mai 1918. Lorsqu'il débarque au Havre, en août 1917, Quentin Roosevelt doit effectuer un long service dans le ravitaillement et la logistique.

Ce n'est que le 17 juin 1918 que Quentin Roosevelt rejoint le front de l'Ouest pour combattre dans la 95^e escadrille aérienne américaine. Le 14 juillet, il effectue sa seconde mission en vol au-dessus du secteur occupé de Château-Thierry, en prévision de la contre-offensive alliée prévue le 15 juillet. L'avion du pilote Roosevelt est abattu et s'écrase à Chamery, en territoire occupé par l'armée allemande. L'information,

³ Robin Ron, « Diplomatie et commémoration : les cimetières américains en France (1918-1955) », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, tome 42 n° 1, janvier-mars 1995, p. 126-141.

⁴ En 1905, Theodore Roosevelt effectue un voyage triomphal en Europe pour recevoir le prix Nobel de la paix pour sa médiation du conflit russo-japonais en 1905.

confirmée par l'armée allemande, devient une affaire internationale. Les presses alliées couvrent sur plusieurs mois les circonstances de la mort et les réactions successives de la famille Roosevelt. Les chefs de gouvernement, Lloyd George, Georges Clemenceau, Woodrow Wilson font parvenir leurs condoléances à la famille Roosevelt⁵. Les belligérants se rassemblent autour de l'objet de la mort de Quentin Roosevelt et investissent les enjeux symboliques liés au fils cadet de l'ancien président des États-Unis.

Les Allemands de la 7^e armée du général von Boehn sont les premiers à célébrer les funérailles de Quentin Roosevelt. Le cadavre et l'avion sont retrouvés par des soldats de l'infanterie sur la colline. Tandis que le corps de Quentin Roosevelt est descendu de l'appareil, ses effets personnels, notamment son portefeuille, permettent de déterminer l'identité du pilote. Les autorités militaires allemandes décident d'accorder les honneurs militaires et des funérailles officielles en réunissant un millier de soldats en rang et un corps d'officiers qui délivre l'éloge funèbre⁶. Les cérémonies funéraires organisées par les armées adverses en l'honneur de pilotes d'avion sont habituelles durant la Première Guerre mondiale. Elles font partie de la geste chevaleresque des aviateurs. Les progrès aéronautiques lancés depuis les premiers exploits des frères Wright en 1903 entraînent un vaste engouement public et médiatique pour l'aviation qui se développe alors comme un sport d'élite construit autour des compétitions de vol et des

⁵ « Oldest Roosevelt Son is Wounded », *New York Times* (1857-1922), 21 juillet 1918, p. 1, [en ligne, consulté le 7 février 2018] : <https://search.proquest.com> ; « Renseignements mondains », *Le Figaro*, 20 juillet 1918, *Sagamore Hill National Historic Site* (SHNSH), [en ligne, consulté le 7 février 2018] : <http://www.theodorerooseveltcenter.org> ; Lettre à Georges Clemenceau, 25 juillet 1918, série 3A, côte 406, papiers présidentiels, *Roosevelt Institute for American Studies*, Middelbourg.

⁶ Selon la description du capitaine James E. Gee du 110^e régiment d'infanterie, retenu prisonnier par les Allemands. Quentin Roosevelt, *Quentin Roosevelt: A Sketch With Letters*, New York, C. Scribner's Sons, 1921, p. 175.

records de vitesse et de distance⁷.

Les cercles de pilotes amateurs qui s'engagent dans la Première Guerre mondiale reprennent *l'ethos* sportif et aristocratique et forment avec les pilotes ennemis un langage symbolique de reconnaissance⁸. Dans ce langage, les valeurs de la chevalerie médiévale sont réinvesties tant dans l'aviation alliée autour de l'esprit de croisade, que du côté allemand avec une propagande tournée vers les vertus martiales et la modernité retrouvée de l'« armure » qu'évoque la coque des avions⁹. La valorisation du courage militaire se déplace depuis le sol, où les techniques de guerre totale massifient les pertes humaines et déshumanisent les combats, vers les airs où les individualités peuvent s'exprimer dans des duels aériens observés tant depuis les troupes d'infanterie au sol que dans la presse¹⁰. Dans cet esprit, la reconnaissance de la valeur de l'ennemi comme un guerrier respectable est essentielle pour augmenter en parallèle sa propre valeur combattante. Les adversaires multiplient donc les signes de reconnaissance mutuelle comme les funérailles militaires. L'armée allemande accorde jusqu'en mai 1916 des funérailles officielles aux aviateurs français tombés en territoire allemand. Dans le village de Noyon, trois pilotes français sont inhumés par les troupes d'élite des « hussards de la Garde » en présence des populations civiles occupées. Cependant, l'élan patriotique français lors de cet événement déstabilise les autorités

⁷ Luc Robène, « Exploits techniques, exploits sportifs ? Le traitement médiatique de l'aviation », in Stéphane Tison et al., *L'imaginaire de l'aviation pionnière : contribution à l'histoire des représentations de la conquête aérienne, 1903-1927*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2016, p. 119.

⁸ Damien Accoulon, *René Fonck, As des As et pilote de la Grande Guerre*, Toulouse, Privat, 2018, p. 37-42.

⁹ Stefan Goebel, « Chivalrous Knights versus Iron Warriors: Britain and Germany, 1914-1940 », in Pearl James, *Picture This: World War One Posters and Visual Cultures*, Lincoln, University of Nebraska Press, 2009, p. 80-95.

¹⁰ Linda R. Robertson, *The Dream of Civilized Warfare: World War I Flying Aces and the American Imagination*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 2003, p. XIII-XIX.

allemandes qui interdisent après mai 1916 les funérailles honorifiques d'officiers français¹¹.

La reconnaissance d'un héros ennemi par l'armée allemande

L'enterrement de Quentin Roosevelt organisé par les officiers allemands renoue exceptionnellement avec cette pratique funéraire. La tombe dressée par l'armée allemande l'est dans la précipitation des opérations militaires. Les soldats enterrent le corps sous un tertre de terre qu'ils entourent de pierres pour délimiter les contours. Les débris de l'avion, tels l'hélice, sont placés à la tête de la tombe. Ils rappellent la fonction militaire du défunt. Une inscription militaire austère y est gravée sur une planche¹². Trois caractéristiques marquent cette première sépulture. Elle est réalisée de façon sommaire. Contrairement aux tombes allemandes dressées sur le territoire occupé pendant la guerre, qui sont réalisées en pierre ouvragée, témoignant du poids sacrificiel de la mort au combat pour la société allemande, celle de Quentin Roosevelt est édiflée avec du bois fraîchement taillé, dans la précipitation de la contre-offensive alliée qui débute au lendemain de la mort de Quentin Roosevelt. Le monument se rapproche en partie de la présentation des autres tombes allemandes par son tertre légèrement surélevé et par la composition tombale qui mêle minéraux et végétaux¹³. Enfin, l'inscription qui indique le nom, le grade et la date de mort du soldat, est en anglais. Cette attention marque le soin porté par les Allemands au destinataire américain. Le témoignage du soldat américain prisonnier lors de la cérémonie funéraire allemande insiste sur la grande obligeance des Allemands, non seulement envers un pilote, mais surtout envers le fils du président Roosevelt, encore respecté par le corps militaire

¹¹ Thierry Hardier, Jean François Jagielski et Guy Pedroncini, *Combattre et mourir pendant la Grande Guerre, 1914-1925*, Paris, Imago, 2001, p. 204.

¹² « Lt Quentin Roosevelt. July. 14. 1918 », Photographies de la tombe allemande de Quentin Roosevelt, SAHI_1868_001, SHNHS, Long Island.

¹³ Thierry Hardier *et al.*, *Combattre et mourir ...*, *op. cit.*, p. 214-223.

allemand et par l'empereur Guillaume II. Quentin Roosevelt n'est pas célébré pour sa valeur militaire mais parce qu'il est le fils de Theodore Roosevelt, pourtant partisan public le plus actif aux États-Unis de la guerre contre l'Allemagne¹⁴.



Illustration 1. Vue de la tombe de Quentin Roosevelt édiflée par les Allemands.
(Source : Juillet-août 1918, SAHI_1868_001, Sagamore Hill National Historic Site [SHNHS], Long Island)

Une tombe pour le fils de la nation. Les funérailles américaines.

Après le 3 août 1918, la contre-offensive alliée repousse les troupes

¹⁴ Ce malgré les actions de l'empereur Guillaume II pour gagner l'ancien président à sa cause. Lee J. Thompson, *Never Call Retreat: Theodore Roosevelt and the Great War*, New York, Palgrave Macmillan, 2013, p. 29.

allemandes sur la rivière de l'Ardre, au nord de Chamery, et permet à l'armée américaine de retransformer la sépulture allemande en sépulture américaine. Dans la poursuite de l'idéal chevaleresque, qui engage la reconnaissance mutuelle des ennemis, et en raison de la sacralité liée à la sépulture, les éléments allemands sont maintenus sur la tombe de Quentin Roosevelt. La pancarte qui indique son nom et grade est redressée afin d'être lisible. La croix de bois est accompagnée par une nouvelle croix américaine et d'une épitaphe honorifique¹⁵. Les soldats américains rajoutent un fusil au canon tourné vers la terre, symbole de la perte du soldat. Une clôture en bois taillé est posée pour remplacer le simple fil de fer. Cette transformation fait l'objet d'une deuxième cérémonie militaro-religieuse, relayée dans la presse française par *Le Miroir*¹⁶. Le journal présente un aumônier de guerre américain, l'évêque Wilson qui préside le service religieux en présence de soldats américains. Cette cérémonie, avec l'adjonction des couronnes de fleurs, du drapeau national et du fusil, signale l'appropriation du deuil par la nation américaine dans ses institutions politiques, militaires et religieuses.

¹⁵ « Here rests in the field of honor 1st Lieut. Quentin Roosevelt Air Service USA killed in action July 1918 », Photographies de la tombe allemande de Quentin Roosevelt, SAHI_1864_001, SHNHS, Long Island.

¹⁶ « Sur la tombe du lieutenant Quentin Roosevelt », *Le Miroir*, 1^{er} septembre 1918, n°249, p. 12.

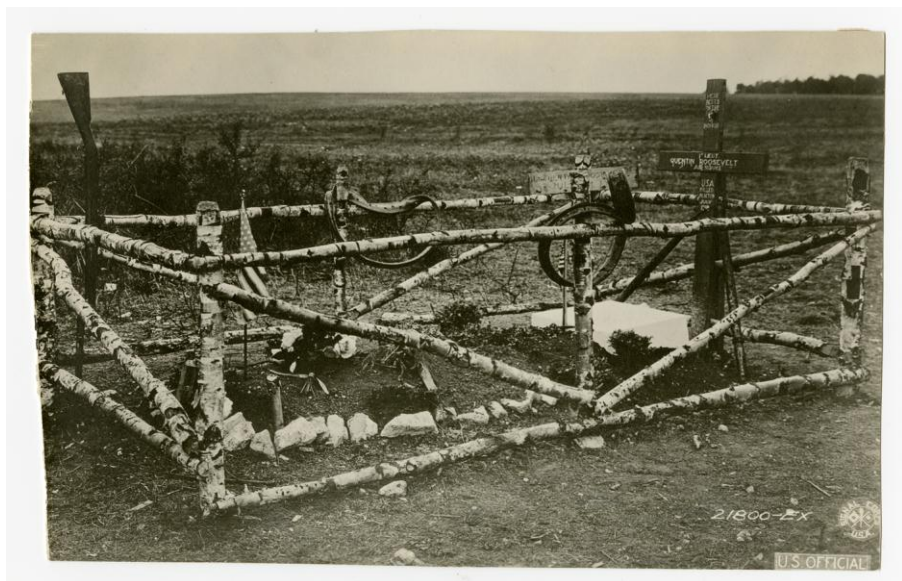


Illustration 2. Vue de la tombe de Quentin Roosevelt modifiée par les Américains.
(Source : Août-novembre 1918. SAHI_1864_001, SHNHS, Long Island)

Les Américains reconnaissent l'hommage allemand rendu à Quentin Roosevelt puisqu'ils préservent l'inscription et la croix allemande. L'hommage allemand à la sépulture du lieutenant Roosevelt est accepté comme un hommage sincère de la valeur combattante de l'ennemi et de la perte qui touche sans distinction les familles de tous les camps¹⁷. En parallèle, l'armée américaine ajoute un nouveau sens symbolique en rappelant dans l'épithaphe le sacrifice militaire de Quentin Roosevelt « mort

¹⁷ Louis Coudurier dans le journal *La Dépêche de Brest* écrit à l'annonce de la mort de Quentin Roosevelt par l'agence de presse allemande Wolff : « Voici le magnifique éloge que cette agence allemande publie de Quentin Roosevelt, fils de l'ancien président ». Louis Coudurier, « L'Américain au combat... », *La Dépêche de Brest*, 25 juillet 1918, SHNHS. <http://www.theodorerooseveltcenter.org>, (consulté le 07/02/2018).

au champ d'honneur ». La société américaine investit publiquement la mort de Quentin Roosevelt de deux manières : une première, sensible et individuelle, rappelle, dans les poèmes et les échanges personnels¹⁸, le sacrifice et le deuil d'une famille américaine. Une seconde, politique et limitée à la sphère médiatique, construit le symbole de Quentin Roosevelt comme celui du sang américain versé pour la démocratie. Le *Chicago Tribune* exprime particulièrement bien cette interprétation. Dans une pleine page intitulée : « La différence entre la Démocratie et l'Autocratie », le journal souligne le contraste entre les cinq fils de l'empereur allemand Guillaume II et les quatre fils de Theodore Roosevelt¹⁹. La propagande américaine fait de la mort du pilote un combat civilisationnel entre l'autocratie des empires centraux et la démocratie libérale représentée par les vertus combattantes de ses citoyens. La tombe de Quentin Roosevelt devient à partir de septembre 1918 un lieu de pèlerinage qui attire quantité de soldats américains²⁰.

La tombe française, symbole d'une fragile coopération franco-américaine

La troisième tombe, édifée à l'initiative d'officiers militaires français avec le consentement du ministère de la Guerre en décembre 1918, signale l'investissement français dans le symbole que représente Quentin Roosevelt. Elle prend la forme la plus aboutie des trois hommages funéraires car sa scénographie apporte les éléments les plus détaillés à la tombe de Quentin Roosevelt. Une croix sculptée d'envergure de deux

¹⁸ La poète Emily Selinger rend hommage au deuil de la famille Roosevelt. Poème, 18 novembre 1918, SHNHS, [en ligne, consulté le 7 février 2018] : <http://www.theodorerooseveltcenter.org>.

¹⁹ « The Difference Between Democracy and Autocracy », *Chicago Sunday Tribune* (1872-1922), *Rotogravure Section*, 4 août 1918, p. 23.

²⁰ Linda R. Robinson, *The Dream of Civilized Warfare: World War I Flying Aces and the American Imagination*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 2003, p. 353.

mètres est dressée à la place de la croix américaine. Des couronnes de fleurs mortuaires sont apportées pour végétaliser le monument. Elle remplace aussi une mémoire du combat, saluée par l'Allemagne et l'Amérique, par une mémoire de la victoire. Tous les éléments laissés par les Allemands sont retirés pour formaliser la tombe. Une stèle est rajoutée avec l'épithaphe : « Lieutenant Quentin Roosevelt/ Escadrille 95/ Tombé glorieusement En combat aérien/ Le 14 juillet 1918 Pour le droit Et la liberté²¹. » L'épithaphe expose une surenchère dans les qualificatifs pour exprimer la mort de Quentin Roosevelt. Une cérémonie accompagne le changement de scénographie et rassemble officiers français et américains. Cette cérémonie est filmée²². Deux officiers français et américain tiennent ensemble la couronne de fleurs devant la caméra. Ainsi, c'est l'armée française qui apporte l'intérêt et le soin les plus poussés à la sépulture du lieutenant Roosevelt, affirmant les liens entre les deux armées comme éléments constitutifs de la victoire. La mort du fils de Theodore Roosevelt vise ici une démonstration de la solidarité franco-américaine qui cache les premières craintes françaises au lendemain de l'armistice de novembre sur l'autonomie du gouvernement Wilson dans les négociations à venir pour le traité de paix de Versailles.

²¹ En français dans le texte. Photographie de la tombe allemande de Quentin Roosevelt, SAHI_1880_001, SHNHS, Long Island.

²² *The grave of Quentin Roosevelt in France, and pack mules with ammunition on the Santiago Trail, Cuba, 1898-1920*, Library of Congress Motion Picture, Broadcasting and Recorded Sound Division, [en ligne, consulté le 6 février 2018] : <http://www.theodorerooseveltcenter.org>.



Illustration 3 : Vue de la tombe de Quentin Roosevelt après la dernière modification française. 1918-1919? SAHI_1869_001, SHNSH, Long Island

La représentation française du deuil de la famille Roosevelt est précisée dans une série d'interactions symboliques. L'État-major et le ministère de la Guerre français souhaitent rassembler les liens franco-américains, développés sur le terrain avec l'entrée en guerre des États-Unis en avril 1917, en une seule geste symbolique. En octobre 1918, le ministère des Affaires étrangères annonce à la famille Roosevelt qu'un navire de guerre français est baptisé « Quentin Roosevelt²³ ». La croix de guerre est

²³ Lettre de J.-J. Jusserand à Theodore Roosevelt, 24 octobre 1918, Papiers Jusserand, cote PAAP 93, dossier 72, archives diplomatiques, MAEE, la Courneuve.

accordée par le général Pétain à Quentin Roosevelt le 29 novembre 1918²⁴. L'armée française cède pour un franc symbolique le terrain où est tombé Quentin Roosevelt à sa famille américaine en juin 1919²⁵. Ces gestes calculés de la part des autorités politiques et militaires françaises réfléchissent le besoin, dans des contextes temporels qui évoluent, de renforcer les liens entre la France et les États-Unis. Les premières réactions émues des Français à la mort du lieutenant Roosevelt interviennent, par exemple, durant la période de coopération la plus forte et la plus coûteuse en hommes entre la France et les États-Unis. Les soldats et les gouvernements des deux pays se découvrent une fraternité au combat, matérialisée par le sang versé et la mort du pilote.

La disparition de Quentin Roosevelt fait l'objet d'un triple investissement symbolique. L'ensemble des belligérants reconnaît la valeur de la perte de Quentin Roosevelt. Cependant, chaque acteur apporte une interprétation distincte de celle apportée par les autres acteurs. Les autorités militaires et politiques françaises sont les plus actives sur la mobilisation de la figure du pilote américain. L'objet de la mort qui paraissait être nationalisé, à l'image des cimetières militaires, territoires d'outre-mer où les pèlerinages sont organisés pour les familles des soldats, devient aussi durant la guerre un objet international, d'échange et de compétition symbolique.

²⁴ Citation à l'ordre de l'armée du Lieutenant Roosevelt, 29 novembre 1918, SHNHS, [en ligne, consulté le 6 février 2018] : <http://www.theodorerooseveltcenter.org>.

²⁵ Lettre du Génie au Bureau Spécial Franco-Américain, 5 juillet 1919, Archives de la Guerre et de l'Armée de Terre, série Troisième République (1872-1940), sous série État-major de l'armée (1872-1940), 7N 2257, dossier Tombe du lieutenant Roosevelt, SHD, Vincennes.

La contrebande de l'opium en Indochine

L'essor des « syndicats de l'opium » au Tonkin, fin XIX^e siècle-1940

THOMAS CLARÉ

Résumé

Alors que la Régie de l'opium constitue un pilier économique de l'Indochine française, celle-ci est concurrencée par une contrebande permanente. Le trafic illicite s'incarne en partie par des « syndicats de l'opium », véritables organisations hiérarchisées qui industrialisent la fraude, s'appuient sur des réseaux puissants, et défient les institutions légitimes. Ces syndicats remettent en cause l'efficacité du système colonial et témoignent de l'incapacité de l'administration à contrôler véritablement le commerce de l'opium.

Mots-clés : Contrebande – Opium – Syndicat – Indochine – Criminalité.

Abstract

Opium Smuggling in Indochina:

The Rise of "Opium Syndicates" in Tonkin from the End of the 19th Century to 1940

Whilst the Régie of opium constituted an economic foundation of French Indochina, its importance was challenged by the existence of a permanent smuggling ring. This illicit traffic was embodied in part by "Opium Syndicates", which were hierarchical organizations that industrialized fraud. They relied on powerful networks and challenged legitimate institutions. In doing so, they question the efficiency of the colonial system and illustrate the administration's inability to effectively control the opium trade.

Keywords: *Smuggling – Opium – Syndicate – Indochina – Crime.*

En Indochine française, l'opium constituait l'un des piliers économiques du Gouvernement général¹. La Régie de l'opium détenait le monopole de

¹ Le présent article est tiré du Mémoire de Master 2 intitulé : « La contrebande de l'opium et la province de Lào Cai (1886-1940) » réalisé sous la direction de Pierre Singaravélou et soutenu en 2018 à l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne.

l'achat, de la fabrication et de la vente ; tout autre opium était considéré comme de contrebande. L'historiographie a principalement interrogé les rapports entre politique intérieure et opium au xx^e siècle, que ce soit dans le cas chinois², ou dans le cas des monopoles coloniaux officiels³. Depuis les années 1990, une histoire sociale de l'opium a vu le jour, invitant à considérer les pratiques de consommation et les contraintes qu'elles font peser sur ces monopoles⁴. Dans cette perspective, il reste à faire l'histoire de la contrebande, d'autant plus intense que l'emprise des monopoles est forte, et qu'elle s'inscrit dans la durée comme une partie intégrante de l'économie de l'opium en Extrême-Orient. Une première approche consiste à étudier la contrebande aux marges de la colonie, comme l'a proposé Johann Grémont, qui en étudiant la criminalité frontalière a montré que la contrebande était permise en raison de la grande perméabilité du dispositif de contrôle des postes frontaliers⁵. Mais cette analyse ne permet pas de saisir pleinement la grande contrebande structurée qui opère de la frontière vers le delta du fleuve Rouge, Hà Nội ou Hải Phòng et repart parfois en Chine à l'aide de remarquables réseaux de trafiquants. Véritables organisations hiérarchisées défiant les institutions légitimes, les tenants de ce trafic frauduleux sont alors désignés « syndicats de l'opium » par les autorités coloniales.

Ces organisations n'ont pas l'apanage des échanges frauduleux : la contrebande de l'opium en Indochine constitue un phénomène très diffus

² Edward Slack, *Opium, State and Society. China's Narco-Economy and the Guomindang, 1924-1937*, Honolulu, University of Hawaiï Press, 2001.

³ Dans le cas de l'Indochine, voir Philippe Le Failler, *Monopole et prohibition de l'opium en Indochine : le pilori des chimères*, Paris, L'Harmattan, 2001 ; Chantal Descours-Gatin, *Quand l'opium finançait la colonisation en Indochine*, Paris, L'Harmattan, 1992.

⁴ Xavier Paulès, *Histoire d'une drogue en sursis, L'opium à Canton, 1906-1936*, Paris, Éditions de l'EHESS, 2010.

⁵ Johann Grémont, *Maintenir l'ordre aux confins de l'Empire. Pirates, trafiquants et rebelles entre Chine et Viêt Nam 1895-1940*, Paris, Maisonneuve et Larose/Hémisphères, 2018.

qui est pratiqué par une multitude d'acteurs et se traduit par des logiques diverses. La pratique constitue pour beaucoup de contrevenants une activité d'appoint en plus d'une autre souvent légale. Les « syndicats de l'opium » se distinguaient par leurs moyens employés plus spectaculaires et la difficulté qu'ils occasionnaient aux autorités coloniales. Ils peuvent être analysés comme la traduction d'une résistance à la pénétration de l'État colonial, incarnée par des figures comme *Tống Công*, véritables « bandits sociaux » au sens donné par *Éric Hobsbawm*⁶, et qui bénéficiaient du soutien de la population, du laxisme des élites locales, et étaient parfois intimement liées à l'anticolonialisme armé. Le monopole imposé par les autorités coloniales sur un produit qui tendait à se mondialiser fut à l'origine du développement d'un marché parallèle, tenu en partie par les syndicats de l'opium qui pratiquaient des prix nettement inférieurs à ceux de l'opium officiel. La contrebande constituait alors le corollaire inévitable de la construction de l'État colonial et de la globalisation du trafic.

Cet article se donne comme objectif de s'intéresser aux logiques de ces « syndicats de l'opium » qui mettent à mal l'efficacité du système colonial. Pour ce faire, nous avons mobilisé les archives conservées en France, principalement au centre des Archives nationales d'Outre-Mer à Aix-en-Provence, ainsi que celles conservées au Centre n° 1 des Archives nationales du Viêt Nam à Hà Nội.

La fraude, corollaire inévitable du monopole d'État

Dès 1883, alors que les Français reprenaient l'affermage pratiqué par l'Empire vietnamien, ils furent d'emblée confrontés à la puissance de la diaspora chinoise qui dominait les circuits de distribution de l'opium en Indochine. Bien que le passage à la régie directe en 1893 puis la réorganisation des Douanes et Régies par le Gouverneur général Paul

⁶ *Éric Hobsbawm*, *Bandits*, Harmondsworth, Penguin Books, 1969.

Doumer en 1899 visaient à réserver les bénéfices aux seuls Français⁷, les Chinois restèrent des intermédiaires incontournables pour l'approvisionnement en opium. En Chine, ils avaient la mainmise sur la production au Yunnan, grand centre producteur, mais aussi sur le transport et la distribution vers les centres urbains de la côte chinoise, et en Indochine vers les consommateurs également chinois en majorité⁸. Dans ce vaste réseau de distribution d'opium du Yunnan, la régie française n'était qu'un client parmi d'autres. Mais en Indochine, dès que la régie fut constituée, elle criminalisait les anciens tenants du commerce de l'opium. L'administration se dota alors d'une législation et d'un système judiciaire adapté pour répondre au trafic illicite⁹.

Plusieurs facteurs expliquent la permanence de la contrebande au Tonkin durant la période. D'une part, l'opium possède une forte valeur pour un faible volume et présente une certaine malléabilité qui lui permet d'être dissimulé dans toutes sortes d'objets du quotidien. D'autre part, les circuits de l'opium dépendent beaucoup de l'évolution du contexte politique en Chine méridionale. Les années 1920 constituent ainsi un moment de reprise massive de la production de pavot, nerf économique des seigneurs de la guerre, alors que celle-ci avait été fortement réduite par le Plan de Dix Ans du pouvoir impérial chinois depuis 1906. La Régie française, contrainte de respecter les engagements sur l'opium auprès de la Société des Nations, n'achetait officiellement plus d'opium du Yunnan. Mais face à l'augmentation de la contrebande, le Gouvernement Général signa des accords avec le gouverneur militaire du Yunnan Tang Jiyao (1883-1927), car, comme le signalait le diplomate Albert Bodard, « il ne faut pas se faire d'illusion. L'opium est la seule matière exportable du Yunnan actuellement :

⁷ « Arrêté concernant le régime de l'opium en Indochine, 7 février 1899 », *Bulletin officiel de l'Indochine française*, 1899, n° 131, p. 171.

⁸ Philippe Le Failler, *op. cit.*, p. 82-85.

⁹ Administration des Douanes et Régies, *Arrêtés du 18 octobre 1921 réglementant les régies ALCOOL — OPIUM — SEL. Approuvés par Décret du 7 mars 1922*, Hà Nội, Imprimerie d'Extrême-Orient, 1922.

il faut qu'il sorte ; il sortira¹⁰ ». Mais ces mesures ne firent qu'accentuer le phénomène et rendre la contrebande profitable, d'autant plus que les prix pratiqués par la Régie restaient très au-dessus de ceux du marché interlope. Les prix dépendent alors de la région dans laquelle l'opium est vendu : plus on est proche de la frontière chinoise, moins le tarif est élevé, afin de concurrencer la contrebande. Mais ils restaient trop importants par rapport à ceux du trafic illicite. Le prix de l'opium de contrebande est variable mais serait par exemple de 10 à 15 piastres le kilogramme à Hokéou en 1934, alors que le prix de l'opium de la Régie est au même moment de 80 piastres le kilogramme dans la première zone qui comprend les territoires militaires et notamment la province de Lào Cai¹¹. Dans le delta du fleuve Rouge, l'opium de contrebande brut vaut de 15 à 25 piastres le kilogramme et l'opium préparé se paye de 25 à 35 piastres, alors que l'opium de la Régie y est vendu 100 piastres le kilogramme.

Vers une industrialisation de la contrebande en Indochine ?

Le terme de « syndicat » est utilisé dès le début du XX^e siècle pour désigner les groupements de contrebandiers d'opium qui s'associent en vue de faire fructifier leur entreprise. Dans une lettre datée du 20 mai 1901, le résident de France à Sơn Tây explique ainsi au Résident supérieur du Tonkin que « la contrebande d'opium, dans toute la partie Nord, Est et Ouest de la province est entre les mains de deux syndicats dont les membres habitent le village de Hoạc-Xá, Phủ de Quang-Qai » à mi-chemin entre Hà Nội et la province frontalière de Lào Cai¹². Il s'agit ici d'entreprises illégales concurrentes, mais qui ne se dénoncent jamais entre elles. De

¹⁰ Archives nationales d'Outre-Mer (ANOM), Gouvernement général de l'Indochine (GGI), 42889, Lettre du délégué du ministre des Affaires étrangères au Yunnan Albert Bodard, à monsieur Baudois, Gouverneur général de l'Indochine, 27 décembre 1922.

¹¹ ANOM, Affaires Politiques (AP), 3252, Le trafic illicite de l'opium au Tonkin, 1934, p. 8.

¹² ANOM, GGI, 8509, Contrebande d'opium dans la province de Son Tây, 1901.

plus, signe d'une adaptation au système répressif mis en place par les Français, « les syndicats se rendent solidaires des amendes infligées aux colporteurs d'opium »¹³.

Dans le cas des syndicats de Hoạc Xá, les convois s'effectuent par voie fluviale depuis Lào Cai jusqu'au village, puis l'opium est redistribué au détail dans le delta du fleuve Rouge et notamment à Hà Nội¹⁴. Les trafiquants organisent également des convois terrestres, d'importance variable, et recrutent alors des porteurs, fixent la route à suivre, les étapes, organisent les relais, et enfin s'assurent de toutes les complicités nécessaires :

« L'importance de ces convois est extrêmement variable. Ceux acheminés par voie terrestre comprennent 10, 20, 30 et jusqu'à 80 hommes transportant chacun une touque de 10 à 12 kg [...]. Placés sous la direction d'un chef qui généralement n'est pas le trafiquant pour le compte duquel l'opium est transporté, les convois marchent presque toujours de nuit et suivant la nature du terrain font des étapes de 30 à 40 kilomètres. Dans le jour, ils s'immobilisent et restent cachés. Les hommes dorment et à tour de rôle veillent sur la marchandise. Les gîtes d'étape sont du reste soigneusement choisis, soit en forêt, soit dans un endroit sûr, mais autant que possible à proximité d'un village ou d'un marché pour que le ravitaillement puisse se faire facilement. Ce dernier est habituellement assuré par des complices. [...] Tous les deux ou trois jours, il y a relais et changement de porteurs. Ceux-ci sont d'ordinaire recrutés parmi les habitants de la région qui doit être traversée¹⁵. »

Un certain nombre d'éclaireurs devancent les étapes des convois qui changent de route ou patientent selon les mouvements des douaniers. Certains utilisent le chemin de fer pour se déplacer plus vite et le télégraphe facilite la communication entre les transporteurs.

¹³ Richard Millant, *La drogue, fumeurs et mangeurs d'opium*, Paris, Librairie Africaine & Coloniale, 1910, p. 279.

¹⁴ ANOM, GGI, 1411, Affaire de Hoạc-Xá, 1906.

¹⁵ ANOM, AP, 3252, Rapport des Douanes et Régies sur la contrebande, 1934.

Le Chemin de fer de l'Indochine et du Yunnan qui relie Lào Cai à Hải Phòng mis en exploitation dès 1906 constitue un moyen efficace et commode pour les trafiquants. Les fourgons de marchandises, mais aussi les locomotives et tous les équipements mécaniques présentent autant de cachettes pour dissimuler de l'opium. La complicité des agents de la Compagnie est souvent indispensable pour transporter de plus grandes quantités. Le 7 avril 1921, quatre-vingt-sept kilos d'opium sont ainsi découverts dans les deux fosses d'attelage d'une locomotive au dépôt de Phố Mới. Un mécanicien et le chauffeur étaient en train de charger la drogue à l'arrivée des douaniers¹⁶. Ces complicités au sein des administrations coloniales ainsi que les moyens mis en œuvre pour le transport de l'opium nécessitent des fonds conséquents qui ne peuvent provenir que des syndicats de trafiquants.

Outre l'évolution des moyens de transport utilisés, les syndicats mettent au point de nouveaux procédés visant à déjouer la circonspection des douaniers. Ils élaborent notamment des contenants anodins, comme de fausses boîtes de biscuits fabriquées à partir d'une vraie marque et imitant parfaitement l'emballage¹⁷. Mais ils mettent aussi en place des procédés rationnels de conditionnement, et grâce à un équipement moderne, « l'opium sort des presses, sous forme de pains rectangulaires, compacts, sinon homogènes¹⁸ ». De plus, à partir de 1929, les mentions « opium préparé et solidifié », puis « opium concentré » apparaissent dans les saisies effectuées par la douane¹⁹. Il s'agit d'un opium qui a été préparé pour être fumé, puis a subi une cuisson plus avancée qui le déshydrate et

¹⁶ Archives nationales du Viêt Nam (ANVN), Résidence de Lào Cai (RLC), 58, Contrebandes d'opium commises par les chinois et les indigènes demeurant à Lao Kay, 1921. P.V. du 8 avril 1921 dressé contre Nguyễn-văn-Dai, chauffeur, Yên, mécanicien, et contre la Compagnie française des Chemins de fer de l'Indochine et du Yunnan, civilement responsable.

¹⁷ ANOM, AP, 3252, Rapport des Douanes et Régies sur la contrebande, 1934.

¹⁸ ANOM, AP, 2424, Dossier 1, Rapport sur le trafic illicite de l'opium au Tonkin, 1934.

¹⁹ ANVN, RLC, 33-01, Rôle d'audience correctionnelle, 1914-1935.

lui donne une consistance dure. À l'arrivée, il suffit aux détaillants de « diluer la drogue dans une proportion d'eau convenable pour lui redonner sa forme marchande habituelle ». Ce procédé permet de réduire le volume et le poids de l'opium préparé et donc de pouvoir en transporter davantage.

Les réseaux des syndicats de l'opium

Le système économique de distribution en opium de contrebande repose sur trois niveaux : des grossistes (proches des producteurs) ; des pourvoyeurs qui distribuent à grande échelle vers les lieux de consommation ; et le dernier maillon de la chaîne est constitué par les détaillants locaux qui revendent la drogue aux consommateurs²⁰. Au Tonkin où la production est négligeable avant la Seconde Guerre mondiale, les puissants syndicats ne sont principalement que des pourvoyeurs. Mais les rôles de chacun évoluent selon les contextes. De 1926 à 1928, la majeure partie du trafic est entre les mains de trois figures associées : Ky Sinh de Phú Thọ, Tổng Công de la province de Bắc Ninh et Ba Thai de Hà Nội. Ky Sinh achetait l'opium à Hà Khẩu [Ho Kéou], ville chinoise frontalière située en face de Lào Cai, généralement plusieurs centaines de kilogrammes : la moitié lui appartenait, l'autre était à Tổng Công qui se chargeait de la revente une fois l'opium acheminé au delta du fleuve Rouge. Les convois étaient généralement effectués par voie fluviale. Le plus important connu rassemblait près de deux tonnes d'opium qui furent saisies par un douanier français de connivence avec Ky Sinh. Il s'agit d'une affaire bien documentée puisque les principaux trafiquants, dont Tổng Công, victimes de cette supercherie, n'ont pas hésité à témoigner auprès de l'inspecteur qui enquêtait en 1931 sur les agissements de ce douanier et de la Brigade spéciale à laquelle il appartenait²¹.

²⁰ Carl A. Trocki, *Opium, Empire and the Global Political Economy. A Study of the Asian Opium Trade, 1750-1950*, Londres, Routledge, 1999, p. 119.

²¹ ANOM, Résidence supérieure au Tonkin, Nouveau Fonds (RSTNF), 886, Rapport à Monsieur le Gouverneur Général a.s. de la contrebande d'opium

De 1928 à 1930, Tổng Công s'affirme comme principale figure de la contrebande de l'opium au Tonkin. Ses affaires s'étendent de Ho Kéou, où il achète son opium, à Phù Đổng en passant par Hà Nội, Gia Lâm, Hải Dương et Hải Phòng dans le delta du fleuve Rouge. De là, il redirigeait une partie de la marchandise vers Trà Cổ (Móng Cái) et la Chine. Il bénéficiait alors d'un réseau de relations qui comprenait notamment un *lý trưởng*²² qui lui assurait une certaine protection en échange de sommes importantes, des agents de la Brigade Spéciale, et aussi des membres du parti *Đại Việt Quốc Dân Đảng* [Parti national populaire du Grand Viêt-Nam], auxquels il fournissait des armes grâce à l'argent de l'opium²³. Certaines des armes livrées par Tổng Công auraient alors été utilisées lors de la mutinerie de Yên Bái du 10 février 1930, qui fut un échec, mais dont les protagonistes anticolonialistes passèrent à la postérité, à l'instar de Nguyễn Thái Học²⁴. Tổng Công chargeait également un homme de main de vendre de l'opium à Móng Cái, à la frontière chinoise, en échange d'armes qu'il revendait ensuite contre de l'opium aux fournisseurs de Ho Kéou.

Les syndicats de l'opium au Tonkin jouaient alors un grand rôle dans la distribution de l'opium en Indochine mais s'appuyaient nécessairement sur les intermédiaires chinois au niveau de la frontière. Finalement, ils s'intégraient à des réseaux beaucoup plus grand dépassant le seul Tonkin. En 1934, dans un entrepôt du port de Hong Kong, ont été découvertes

dans la vallée du fleuve Rouge et du rôle de la Brigade Spéciale de l'opium, 1931. Cette enquête révélait alors une grave affaire de corruption de fonctionnaires des douanes appartenant à la Brigade Spéciale, principal organe de répression de la contrebande au Tonkin, et a donné lieu au « Scandale de l'Opium » qui entraîna le procès de son chef Joseph Barbaud en 1933.

²² Administrateur local vietnamien.

²³ ANOM, RSTNF, 886, « Pièces concernant Tổng Công, sa bande et son organisation, ses déplacements », *Rapport à Monsieur le Gouverneur Général...*, *op. cit.*, 1931.

²⁴ François Guillemot, « La tentation "fasciste" des luttes anticoloniales Dai Viet. Nationalisme et anticomunisme dans le Viêt-Nam des années 1932-1945 », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 2009/4, n° 104, p. 48.

soixante-sept balles de peaux de vache à l'intérieur desquelles était cousu un carré de peau indiscernable qui permettait de cacher de l'opium. Deux autres gros lots ont en outre été « trouvés coulés sur le fond de la mer dans le port ». Près de 657 kilogrammes d'opium sont saisis à cette occasion. Il s'agit d'un opium du Yunnan, contenu dans des peaux expédiées depuis le port de Hải Phòng par un transitaire du nom de P. R. Brochard. La marchandise avait auparavant effectué le trajet par le chemin de fer de Yunnanfou jusqu'à Hải Phòng en passant par Lào Cai. Sur le trajet, les autorités ont procédé à deux reprises à une vérification de la marchandise : « Les opérations de l'espèce sont étroitement surveillées par le service des Douanes et Régies, et, en particulier, l'expédition que vous signalez a été vérifiée en gare de Pho-Moi (Laokay) et avant l'embarquement à Haiphong²⁵ ». Mais cette vérification minutieuse « n'a révélé aucune infraction ». Afin d'en savoir plus sur les expéditeurs, une enquête est commandée par le Gouvernement général auprès du consul de France à Yunnanfou. Elle révèle l'existence d'une puissante organisation de contrebande d'opium dont la vitrine est une société d'exportation des peaux basée à Yunnanfou. Les deux propriétaires de la société, Lin Ta Hi et Ou San, se seraient alors fait remarquer par le milieu marchand de la ville :

« Le sieur Lin Ta Hi, a réussi – et son détestable renom a rendu la chose assez facile – à faire s'accréditer à Yunnanfou une légende selon laquelle il posséderait des intelligences dans les services des douanes de l'Indochine, tant à Laokay qu'à Haiphong, et serait assuré de toute impunité en abandonnant 40 % des bénéfices de son trafic à ses prétendus complices²⁶. »

²⁵ ANOM, GGI, 43042, *Saisie de 550 kg d'opium, le 12 septembre 1934, dans un lot de peaux de bœufs expédié de Haiphong par le steamer « Canton »*, 1934.

²⁶ ANOM, GGI, 43042, « Lettre confidentielle du délégué du ministère des Affaires étrangères au Yunnan au Gouverneur Général de l'Indochine, 11 décembre 1934 », *Saisie de 550 kg d'opium, op. cit.*, 1934.

Loin d'être fantaisistes, ces arrangements avec des brigades chargées de la répression sont courants, les plus puissants syndicats n'hésitant pas à s'appuyer sur de nombreuses complicités au sein même de l'administration coloniale.

Ce dernier cas montre que les réseaux indochinois de trafiquants d'opium s'inscrivent dans des flux d'échelle transimpériale, et dont les rouages restent largement à étudier. Il convient cependant de considérer que les syndicats ne constituent qu'une partie des échanges illicites en matière d'opium au Tonkin. Leur action est indissociable d'autres formes de fraude relevant de logiques hétérogènes et d'acteurs variés. Néanmoins, l'importance des moyens déployés par ces organisations témoigne de l'échec de l'administration coloniale à imposer un monopole du commerce de l'opium, ainsi qu'une répression efficace de la contrebande.

L'Espagne de 1936 comme enjeu, modèle et idéal
pour les gauches internationales
Europe et Amérique latine

FLORA LAFFORGUE

Résumé

Cet article expose les principales raisons qui justifiaient l'intérêt des différentes gauches internationales pour la guerre civile espagnole (1936-1939). En analysant des créations picturales issues de publications socialistes, communistes et anarchistes d'Europe et d'Amérique latine, émises durant les six premiers mois du conflit, ce travail vise à comprendre pourquoi le camp républicain espagnol représenta dès les premiers jours de la guerre civile, un enjeu, un modèle et un idéal.

Mots-clés : Guerre civile espagnole – Images – Idéal – Gauches internationales – 1936.

Abstract

1936 Spain as an Issue, a Model and an Ideal for the International Left, Europe and Latin America.

This article examines why multiple leftist political forces and organizations all over the world were politically involved in the Spanish civil war (1936 – 1939). By analyzing various examples of art pieces and illustrations published in a number of socialist, communist and anarchist publications in Europe and Latin America, we seek to understand why the Spanish Republican camp has been an issue, a model and an ideal for these parties since the outset of the war.

Keywords: Spanish Civil War – Pictures – Ideal – International Left – 1936.

Les historiens et historiennes des relations internationales¹ peuvent trouver dans l'exploration des images des sources privilégiées². Les

¹ Le présent article est issu du mémoire réalisé dans le cadre d'un Master 2, sous la direction d'Annick Lempérière et Catherine Wermester, « L'Espagne de 1936 comme enjeu, modèle et idéal politique - Imaginaires, créations et prises de position des gauches internationales - Europe et Amérique latine », soutenu en 2018 à l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne. Flora Lafforgue est

images ne sont pas de simples illustrations accessoires du texte, elles peuvent être des sources authentiques d'analyse et de compréhension du politique. Elles expriment des concepts, des volontés et des stratégies de pouvoir et de contre-pouvoir au même titre que des sources textuelles classiques.

Si les historiens et historiennes s'intéressent particulièrement à l'expression et à la transmission des idéaux, à l'histoire des idées et des stratégies politiques, les images produites par des individus, des organisations ou des mouvements lors de périodes politiques clefs peuvent être utilisées comme des sources multiformes et pourvoyeuses d'interdisciplinarité³. Voilà pourquoi il peut être intéressant, lorsqu'il s'agit d'un sujet maintes fois étudié en histoire, comme c'est le cas de la guerre civile espagnole de 1936-1939, de se tourner vers les images en puisant dans cette interdisciplinarité.

Ce qui s'est passé idéologiquement, socialement et stratégiquement au sein des différentes fractions de gauche du camp républicain, en Espagne même, a été largement étudié, tout comme l'implication des puissances étrangères et la solidarité internationale. Mais la question du rayonnement politique de la guerre d'Espagne sur les gauches internationales et notamment latino-américaines, l'est beaucoup moins. Comment cet événement, cristallisant les enjeux politiques de la période, a-t-il été perçu à l'international, au sein de groupes de gauche intellectuellement et tactiquement divisés dans leurs propres pays ? Cette question principale

actuellement en doctorat d'histoire de l'art contemporain dans la même université, sous la direction de Catherine Wermester. Sa thèse porte sur l'iconographie féministe des corps comme paradigme de l'émancipation chez les artistes militantes mexicaines et chiliennes à partir des années 1990.

² Voir par exemple Cécile Tardy, Valerie Tesnière (dir.), *Internationales graphiques, collections d'affiches politiques 1970-1990*, Paris, BDIC – Fage Eds, 2016.

³ Voir notamment : Alain Corbin, Yves Deloye, Florence Haegel, « De l'histoire des représentations à l'histoire sans nom. Entretien avec Alain Corbin », *Politix*, vol n° 6, n°21, Premier trimestre 1993, p. 7-1.

en soulève d'autres. Que représentait la guerre d'Espagne pour ceux qui ne la faisaient pas, et pourquoi fut-elle la source de tant de solidarité, de tant de prises de positions, de tant de représentations ? Qu'est-ce que les images nous révèlent des enjeux subjacents du conflit, et que comprenons-nous, à travers elles, du statut idéologique et engagé des différentes gauches de la période ? Ces images ont-elles agi sur la mémoire des faits, participant à construire une histoire altérée et mystifiée de la guerre d'Espagne ?

Pour répondre à ces questions, nous avons sélectionné des productions – c'est-à-dire des illustrations publiées dans la presse, affiches et tracts, images pensées pour être accessibles et comprises du plus grand nombre – socialistes, communistes et anarchistes issues de quatre pays pour en tirer les sources du corpus : la France et l'Allemagne, à travers ses émigrés politiques en Tchécoslovaquie et aux Pays-Bas, pour l'Europe, et le Mexique et l'Argentine pour l'Amérique latine. Ces pays ont tous connu dans la première moitié du xx^e siècle un mouvement ouvrier important, avec des organisations de gauche fortes, qu'elles soient socialistes, communistes ou anarchistes. Ils furent traversés par des mouvements sociaux puissants, des grèves générales jusqu'aux tentatives révolutionnaires, et avaient des partis et des syndicats d'envergure. Les principes d'insurrection et de lutte des classes s'étaient implantés dans ces pays lors des premières décennies du xx^e siècle, et par là même leurs organisations de gauche pouvaient s'identifier au conflit espagnol⁴.

Autre raison et pas des moindres, les acteurs de gauche de ces différents pays faisaient face à des forces conservatrices ou de droite extrême très puissantes, voire à la tête du pays, lorsque débuta la guerre d'Espagne. L'Allemagne était sous la domination du parti national-socialiste depuis 1933 et, en 1936, la démocratie avait complètement disparu, des militants de gauche s'étaient alors réfugiés dans les pays

⁴ Voir notamment : Victor Alba, *Le Mouvement ouvrier en Amérique latine*, Paris, Les Éditions ouvrières, 1953.

voisins, où ils continuaient de produire des discours politiques. La France du Front populaire devait, elle, affronter la puissance des ligues d'extrême droite qui voulaient instaurer un gouvernement d'inspiration fasciste ainsi que la menace des gouvernements nazi et fasciste à ses frontières. L'Argentine vivait alors sa *Década Infame* (Décennie Infâme, 1930-1943) durant laquelle, après le coup d'État contre le président Hipólito Yrigoyen en 1930, se succédèrent des gouvernements militaires autoritaires et corrompus qui persécutèrent les opposants politiques. De tous les pays abordés dans nos recherches, la gauche était au pouvoir d'une manière stable seulement au Mexique, sous l'égide du parti national révolutionnaire de Lázaro Cárdenas. Mais les différentes organisations mexicaines de gauche, alors dans une dynamique de conquête sociale, restaient vigilantes contre les forces jugées réactionnaires. Toutes ces gauches, qu'elles soient allemande en exil, française, argentine ou mexicaine, se sentaient donc des affinités fortes avec les luttes sociales et antifascistes du camp républicain espagnol et pensaient ainsi devoir prendre position et s'inspirer de ce qui se passait en Espagne.

En étudiant les images produites par ces différentes sources⁵ lors des six premiers mois du conflit, qui constituent le cœur du rêve politique espagnol

⁵ Pour les exilés communistes allemands, ce sont des œuvres de John Heartfield (1891-1968), illustrant l'hebdomadaire antifasciste et communiste *Arbeiter Illustrierte Zeitung*, fondé en 1924 à Berlin et dont la rédaction est alors exilée à Prague. Y sont associés des dessins du socialiste révolutionnaire allemand Gerd Arntz (1900-1988), publiés dans une revue ouvrière autogérée de La Haye. Pour la France nous avons choisi les dessins publiés par divers artistes dans le quotidien communiste *L'Humanité*. Nous y avons ajouté des unes illustrées du journal anarchiste *Le Libertaire*, et d'autres comme le journal pacifiste *La Patrie Humaine*, ou le journal socialiste, organe de la SFIO, *Le Populaire*. Pour le Mexique, ce sont les numéros de 1936 de *El Nacional*, le journal officiel du PNR, de tendance socialiste, complètement dans la propagande d'État, ainsi que des illustrations du journal officiel du parti communiste mexicain depuis 1925 *El Machete*. Pour l'Argentine, nous avons sélectionné la revue culturelle anarchiste *Nervio*, publiée entre mai 1931 et novembre 1936. Des dessins d'affiches et tracts issus de ces différents groupes internationaux ont aussi été inclus.

pour les gauches, avant que la guerre ne prenne le pas sur les initiatives de transformations sociales, une des thématiques principales qui traversent les œuvres est celle de la menace que représente l'alliance des forces jugées réactionnaires. L'Espagne devient l'évocation manifeste des appréhensions étrangères quant à la menace de l'expansion du nazi-fascisme⁶ en Europe. Le conflit espagnol est un coup de semonce pour l'Europe progressiste et certains pays latino-américains.

Sur ce point, est notable que, dans tout le corpus, avec des nuances en fonction des pays, un canevas politique clairement identifiable est présent dans les compositions. Premièrement, les dessinateurs veulent montrer que c'est bien le nazi-fascisme en tant qu'idéologie et force mortifère qui menace l'Espagne, en dénonçant l'intervention de l'Allemagne et de l'Italie, et en associant ostensiblement le général Franco à ces dernières. Deuxièmement, ils veulent démontrer que cette menace est générale, présente en interne dans chaque pays et aux frontières pour les pays européens. C'est le concept même de démocratie sociale qui est montré comme poussé à disparaître sous la contrainte autoritaire. Les dessinateurs étudiés, en France, en Argentine et au Mexique, associent donc fréquemment les forces de droite dure et d'extrême-droite de leurs propres pays à Franco, Hitler et Mussolini. Ces deux derniers sont d'ailleurs mis en exergue comme les ennemis politiques absolus. Troisièmement, ils dénoncent vigoureusement la non-intervention des démocraties pour aider la République espagnole, ce qui leur permet de critiquer leurs propres adversaires politiques en prônant pour leur part une solidarité totale avec l'Espagne. Les anarchistes argentins dénoncent, eux, les affinités idéologiques de leur dictature avec le franquisme, quand les communistes mexicains se gargarisent du soutien assumé de leur État à la

⁶ Nous reprenons ici une expression politique et historiographique italienne : « nazifascismo – nazifascismi », utilisée en espagnol, qui définit l'alliance idéologique et pratique de l'Allemagne nazie et de l'Italie fasciste (ainsi que de leurs autres alliés), sans les commuer sous la seule dénomination de « fascisme », qui dissimulerait les nuances entre ces idéologies et atténuerait la place importante du nazisme dans cette alliance.

République. Surgit ainsi une internationalisation très visible des idéologies⁷ : pour les artistes, la droite et l'extrême droite sont les mêmes partout dans le monde, tout comme les alliés des gauches espagnoles sont des frères sans restriction de nation ou de frontière. La lutte des peuples progressistes contre les « forces périmées »⁸ et « les puissances de la régression »⁹ est présentée par ces dessinateurs comme un combat internationaliste face à une menace globalisée. Pour les communistes, la préservation d'une URSS idolâtrée, qui pourrait être la prochaine attaquée, est aussi très présente dans les œuvres. L'affirmation visuelle de la menace fasciste permet d'exacerber une certaine binarité droite-gauche, comme un affrontement du bien contre le mal. Cette schématisation est pensée pour faciliter l'adhésion au discours antifasciste.

Mais voir une image n'est pas consentir à ce qui est vu. Pour amener l'observateur à intérioriser ces démonstrations et à prendre parti, toutes ces affirmations idéologiques sont soutenues picturalement par une grande quantité d'images mettant en scène la violence, présentée comme particulièrement atroce, du camp national-catholique de Franco et ses alliés nazi-fascistes contre des populations civiles innocentes. Utilisation récurrente du motif des bombardements aériens, mise en exergue des figures de femmes et d'enfants comme victimes innocentes mais favorites de la terreur nazi-fasciste : la menace réactionnaire internationale, montrée comme ayant atteint un point culminant dans la puissance horripilante, pourrait dévaster le monde après un succès en Espagne. Alors, dans les œuvres, un autre message est également clairement visible : la résistance antifasciste, seul rempart encore effectif, se doit d'être internationale elle aussi, en suivant l'exemple perpétuellement glorifié du camp des gauches espagnoles.

⁷ Sur ce sujet, voir Jeffrey T. Schnapp, *Les Vagues révolutionnaires. L'art de l'affiche politique 1914-1989*, Skira, Cantor Arts Center, 2005.

⁸ Issu d'un paragraphe manuscrit du peintre Juan Miró sur l'œuvre *Aidez l'Espagne*, 1937, Lithographie, 31x24 cm.

⁹ Issu d'un texte de Joan Miró dans la revue *Cahiers d'art*, Paris, n°1, 1939.

En effet, la célébration de la résistance antifasciste espagnole est une thématique tout autant présente que la dénonciation de l'ennemi intégral. Il faut saisir que, si la menace d'une prise de pouvoir totale de l'extrême-droite est grandissante en Europe, les forces de gauche, et particulièrement communistes et anarchistes, s'organisent également pour combattre ce mouvement au sein d'organisations antifascistes. Le combat antifasciste, pensé par les différentes gauches comme un prolongement primordial de la lutte des classes¹⁰ se voit ainsi assigner deux objectifs primordiaux : l'émancipation des masses et la destruction des forces jugées réactionnaires. Cette aspiration à faire de l'antifascisme une mission concrète se voit partout dans la propagande, et se répand rapidement en Amérique latine. L'antifascisme est d'autant plus attrayant pour une partie des militants de gauche qu'il porte en lui une dimension unitaire (« eux » contre « nous ») qui séduit au sein de forces progressistes profondément divisées théoriquement et stratégiquement, notamment depuis la révolution russe d'Octobre 1917. Le camp républicain espagnol, présenté comme « antifasciste » dès les premiers jours du conflit, est montré dans les illustrations des gauches comme un héroïque barrage unitaire dont il s'agit de s'inspirer partout pour vaincre la menace nazi-fasciste et toutes les forces conservatrices dans son sillage. Les dessinateurs ne peuvent représenter la République dans un mouvement de conquête, voire de victoire. Alors s'impose judicieusement le motif du barrage pour matérialiser le camp antifasciste et son action. C'est une allusion à la capacité du peuple espagnol, dans les premiers mois du conflit, à empêcher la réalisation du coup d'État et à résister à l'expansion des forces militaires et conservatrices. En effet, quoi de mieux pour illustrer un phénomène de résistance, qui s'oppose à une action subie, la volonté ferme de ne pas se soumettre, que la symbolique du blocage, obstacle

¹⁰ Voir notamment : Vincent Chambarlhac, Thierry Hohl, *1934-1936 Un moment antifasciste*, Paris, La Ville brûle – Mouvement réel, 2014.

matérialisé très souvent par l'iconographie de la barricade, thème chéri par la gauche¹¹.

En parallèle à la mise en avant de ce modèle de résistance efficace dont il s'agit de s'inspirer chez soi, la construction d'un discours mélioratif envers les miliciens espagnols vient, dès les premières illustrations, appuyer la glorification du modèle et son idéalisation. Les images mettent sans exception la résistance du camp républicain en valeur. Une constante est ainsi décelable : si les différentes idéologies de gauche sont en contradiction quant à la politique à mener en Espagne pour vaincre le fascisme, toutes sont d'accord pour faire de la victoire antifasciste une priorité, et donc pour en produire une image méliorative. Visuellement, alors que le camp national-catholique et ses alliés allemands et italiens sont matérialisés constamment par des figures de bouchers cruels, d'hommes laids et sanglants, les miliciens espagnols et les brigadistes internationaux sont des allégories de dignité, de rigueur, de beauté et de dévotion à une cause. Le camp républicain est présenté comme d'autant plus digne qu'il est perçu comme se battant seul face à de puissantes armées, incarnation d'un David rouge et noir face à un Goliath brun. Ainsi, l'isolement de l'Espagne républicaine est constamment mis en exergue par des illustrations dénonçant les mensonges et aveuglements de la communauté internationale (et particulièrement de la SDN) autour d'une possible paix durable en Europe qui ne pourrait avoir lieu si d'autres pays intervenaient en Espagne.

Aux yeux des gauches étrangères, la guerre civile espagnole est aussi un enjeu politique de lutte des classes, de légitimité populaire et de capacité de la gauche à prendre et garder le pouvoir. Visuellement, l'Espagne de 1936 est alors une manifestation de la légitimité populaire en action, entre critique de la bourgeoisie réactionnaire, valorisation des masses mobilisées et glorification des travailleurs. Et cela d'où que les

¹¹ Alain Corbin, Jean-Marie Mayeur (dir.), *La barricade*, Paris, Éditions de la Sorbonne, 1997.

images émanent et quel que soit le courant de gauche dans lequel elles s'inscrivent. Une considération évidente apparaît dans ces argumentaires antifascistes : le fascisme est une idéologie bourgeoise. Il est ainsi énoncé picturalement que, dans un contexte de forte crise économique où les travailleurs réclament des changements sociaux, le nazi-fascisme est un outil de la bourgeoisie pour asservir encore plus le prolétariat et écraser les forces de gauche, c'est « une contre-révolution par anticipation »¹². Le nazi-fascisme présenté comme étant à l'œuvre en Espagne est donc constamment mis en scène comme un avatar de la bourgeoisie. Ce serait ainsi la bourgeoisie qui organiserait de manière consciente la prise de pouvoir réactionnaire partout dans le monde, et le bourgeois archétypal est constamment montré comme soutien naturel du camp nationaliste. Que la bourgeoisie soit présentée dans les dessins comme la classe créatrice à l'origine du fascisme, sa simple complice ou tout simplement sa protégée, la vision de la bourgeoisie comme l'ennemi absolu et blâmable pour les horreurs du fascisme est présente chez tous les artistes étudiés.

À l'inverse, les masses mobilisées sont représentées dans chaque courant de gauche comme un idéal, que cela soit dans les dessins montrant la lutte sur le front ou la solidarité à l'étranger. Il y a une volonté très nette de montrer que, que cela soit dans la lutte armée, l'action politique ou la mobilisation solidaire, seules les masses mobilisées peuvent faire le poids face au pouvoir de la bourgeoisie et résister au nazi-fascisme. La cause espagnole permet aux organisations européennes et latino-américaines de prôner l'unité, avec comme méthode rêvée et idéal à atteindre la mobilisation des masses conscientisées et déterminées à lutter. S'il est évident que ce qui se passait en Espagne faisait alors rêver et donnait de l'espoir à bien des militants de gauche à l'étranger, les prises

¹² Expression diffusée en 1933 au sein de *L'Effort communiste*, par Albert Treint (1889-1971), ancien secrétaire général du PCF, dans sa contribution : « Capitalisme d'État et Quatrième Internationale », reprise d'un article de Giacinto Menotti Serrati, militant communiste italien, dans *Le Journal du Peuple* en 1919. Texte consultable dans les archives de l'association SMOLNY, « Collectif d'édition des introuvables du mouvement ouvrier ».

de positions sur ce sujet permettaient aussi aux organisations de ces pays de proposer un discours politique sur des sujets nationaux, tout comme la critique du présumé rôle de la bourgeoisie dans le conflit espagnol permettait une critique de leur propre bourgeoisie. Ce n'est par ailleurs pas n'importe quel type d'individu qui est montré comme actif au sein des masses rassemblées. Si des femmes, des vieux et des enfants sont illustrés au sein des foules pour proposer un discours qui se veut inclusif, universel et solidaire, le spécimen parfait de l'être en lutte est évidemment l'ouvrier masculin. Les illustrations mettent en avant la légitimité du travailleur comme moteur de l'histoire, qu'il soit glorifié dans son rôle de milicien en lutte sur le front comme en acteur de la solidarité internationale. Ainsi, la guerre civile espagnole est perpétuellement mise en scène à l'étranger comme une des batailles charnières de la lutte des classes, affrontement caricatural entre le travailleur antifasciste et le bourgeois réactionnaire, tous deux allégories de leurs classes.

Mais si la plupart des œuvres sont traversées par des intentions communes, le discours visuel sur le camp républicain produit par les différents courants étudiés contient des contre-vérités et des omissions. Premièrement il y existe une remarquable fausse unité graphique. En Espagne, s'il est évident que des combattants de base ont su se rapprocher et s'unir pour se battre contre les nationaux-catholiques, l'opposition entre la direction des organisations communistes et anarchistes est frontale, notamment sur des points cruciaux, comme la révolution sociale ou la manière de mener la guerre (milices ou armée régulière). Sur le terrain, de fortes divisions idéologiques sont présentes et visibles. Or, ni les communistes allemands, mexicains ou français ne font référence à ces divisions, pas plus que les socialistes. À l'inverse, certains mettent même en avant une grande unité dans leurs œuvres. La mise en scène des divisions du camp républicain espagnol, pourtant réelles, est semble-t-il jugée nocive pour la propagande. Elles ne sont donc jamais représentées et même parfois censurées graphiquement.

Deuxièmement, la révolution sociale est clairement ignorée visuellement par tous les dessinateurs qui ne sont pas anarchistes. Pour les communistes, la révolution libertaire qui se déroule en Espagne lors de l'été et de l'automne 1936 est profondément contraire à la ligne stalinienne antifasciste qu'ils défendent : elle est donc totalement niée, masquée, effacée de leur discours visuel. Les anarchistes argentins et français étudiés, eux, font constamment référence au processus révolutionnaire qui a lieu en Espagne.

En Europe comme en Amérique latine, des artistes, des militants et des intellectuels socialistes, communistes et anarchistes se sont employés à faire de l'Espagne de 1936 un mythe politique aux multiples facettes. En réalité, chaque idéologie a développé son propre mythe dans chaque pays, à travers ses organisations, ses publications et ses créateurs. Les communistes et les anarchistes étrangers ne défendaient pas la même Espagne en lutte, la même exemplarité espagnole, le même rêve. Dans les imaginaires politiques de gauche coexistaient plusieurs Espagne en lutte, chacune correspondant à des attentes idéologiques différentes. Même si les similitudes idéologiques entraînaient forcément des similitudes de perceptions sur la situation espagnole, en fonction des contextes politiques de chaque pays, les différents courants doctrinaux accolaient des imaginaires distincts au camp républicain et portaient un regard différent sur ce que représentait l'Espagne en lutte de 1936. Mais il y avait aussi des similitudes de perceptions et de prises de positions entre des revues appartenant pourtant à des doctrines et des pays différents. Le point commun le plus fort étant qu'en Europe comme en Amérique latine, la presse illustrée de gauche s'est emparée de l'Espagne comme un sujet primordial et omniprésent. C'était un objet de fantasme politique et parfaitement manipulable. C'était un cas idéal, un lieu de convergence des utopies et des luttes. Chacun pouvait y trouver ce qu'il voulait en fonction de ses croyances et de ses attentes : une République populaire légitime à défendre contre l'intervention nazifasciste, un glorieux front antifasciste empreint d'unité ou une révolution sociale d'envergure. Le but de ces

œuvres était de faire émerger certaines perceptions du camp républicain dans les imaginaires, de contrer certains discours, de faire l'histoire de l'Espagne en lutte, en faisant naître une légende utile. Et ce au prix d'euphémisations, de disparitions, de points aveugles sur la réalité de la situation espagnole dans ces créations. Dans cette Espagne « laboratoire » des luttes internationales de la période, des stratégies et des opinions, chacun venait piocher idéologiquement en fonction des idées qu'il défendait.



Illustration 1. Hautot, *L'enfant martyr*
(Source : *L'Humanité*, 31 décembre 1936)



Illustration 2. Robert Fuzier, *Croquis d'Espagne*
(Source : *Le Populaire*, 28 juillet 1936)



Illustration 3. Demetrio Urucha, *Para defender la libertad*
(Source : couverture de la revue *Nervio*, Argentine, n°47, 4 août 1936)



Illustration 4. Anonyme, *Cartones de El Machete*
(Source : *El Machete*, Mexique, 20 août 1936)



Illustration 5. Signature illisible, *Cartones de El Machete*
(Source : *El Machete*, Mexique, 5 décembre 1936)

La mort vue du front

Représentations idéologiques et pratiques photographiques des soldats allemands, 1939-1945

LUCILE SAUDRAIS

Résumé

La mort est une des dimensions consubstantielles à la guerre. En étudiant la manière dont les soldats la représentaient, on accède à leur expérience de guerre mais aussi à l'expérience photographique de ces hommes. Notre étude propose de croiser les sources entre photographies privées et officielles, entre photographies destinées à la propagande de guerre du régime et souvenirs individuels de soldats amateurs de photographie.

Mots-clés : Seconde Guerre mondiale – Wehrmacht – Violence – Photographie – Propagande.

Abstract

Death From the Front:

Ideological Representations and Photographic Practices of German Soldiers During the Second World War, 1939-1945

Death is inseparable from war. The study of the way in which soldiers represented it thus uncovers both their war experiences and their photographic practices. Consequently, this article compares and intertwines private and official photographs, confronting propaganda pictures with individual memories of amateur photographers who were soldiers.

Keywords: *Second World War – Wehrmacht – Violence – Photography – Propaganda.*

Fruit de deux ans de recherche¹, notre corpus est constitué d'environ 3 700 photographies, amateurs et officielles. Les premières ont été prises

¹ Le présent article est issu du mémoire réalisé dans le cadre d'un Master 2, sous la direction de Fabien Théofilakis, « Entre visions de la guerre et proximité au front : analyse de la représentation photographique de la guerre par les

entre 1938 et 1945 par deux soldats de la Wehrmacht. D'abord Hans-Georg Schulz, né en 1920, qui a photographié son quotidien guerrier de 1938 à 1944. Sa production photographique est conséquente car elle contient des images prises dans différents pays durant l'ensemble du conflit, à savoir en Pologne en 1939, en France en 1940, en URSS en 1942-1943 et en Italie en 1943-1944. Les photographies couvrent donc l'ensemble de l'expérience guerrière de Hans-Georg Schulz et ont été organisées et collées chronologiquement par le soldat. Le premier album est créé en 1941 après la bataille de France et les images s'y trouvant sont datées d'entre 1938 et 1941. Le deuxième album est composé à la fin de la guerre, après le retour du soldat en Allemagne. Cet album contient les images prises en URSS entre le printemps 1942 et l'été 1943 et celles prises en Italie à compter de l'été 1943 et jusqu'en 1944.

Aux albums de Schulz s'est ajouté un autre album confectionné par un soldat et photographe amateur, le soldat Berthold Schweizer. Il est né le 3 juillet 1918 à Oberkotzau en Allemagne. Sa première expérience combattante commence en France le 16 juin 1940 quelques jours avant l'armistice signée entre les deux pays le 22 juin et dure jusqu'en octobre 1940. Le soldat fait donc ici surtout partie des forces d'occupation, il n'a pas participé à la conquête lancée en mai comme ce fût le cas pour Schulz. Il revient en Allemagne en octobre 1940 et s'installe quelques mois à Berlin avant d'être envoyé sur le front Est. Entre janvier et mars 1941, Schweizer et ses camarades sont déployés en Hongrie et en Roumanie, puis en Bulgarie de mars à avril 1941. Puis il reste près d'un mois en Grèce entre avril et juin 1941, ce mois semble l'avoir particulièrement marqué puisque c'est dans ce pays qu'ont été prises la majorité des clichés. Avant d'être mobilisé en URSS à partir du 26 juin 1941 pour les débuts de l'opération Barbarossa, il reste six jours en Yougoslavie. Son séjour en URSS dure dix mois jusqu'en avril 1942. À son retour du front, il revient dans la région de

Haute-Franconie dont il est originaire, se marie et devient instructeur dans des divisions de la Wehrmacht à Bonn.

En compilant deux sources d'images amateurs, nous voulions mettre en exergue les similitudes mais aussi les différences de leurs expériences de guerre. La connaissance des fronts Est et Ouest par les deux individus était un élément fondamental dans notre recherche afin que les critères de la comparaison soient respectés. À défaut de pouvoir trouver des soldats ayant eu exactement la même expérience au même moment et dans les mêmes pays, il s'agissait au moins de pouvoir rapprocher le parcours des deux soldats.

L'étude de la photographie de guerre amateur impliquait aussi de s'intéresser en miroir, à la pratique photographique professionnelle. Cela permettant de déterminer les circonstances et l'environnement général dans lequel les soldats pratiquaient la photographie au front. Il fallait donc compléter notre corpus avec des images issues des collections des compagnies de propagande allemandes (*Propaganda Kompanien* ou *PK*) dont une grande partie est conservée aux archives fédérales (*Bundesarchiv*) de Coblenche.

Les compagnies de propagande ont été un outil essentiel de la propagande de guerre nazie. Mises en place peu de temps après l'arrivée au pouvoir d'Hitler en 1933, elles ont à la fois servies l'intérieur et l'extérieur du III^e Reich. Un des buts était d'encourager la population civile allemande à contribuer aux efforts de guerre croissants, en « amenant la guerre au peuple »².

Nous avons décidé d'étudier quatre compagnies de propagande : la PK 637, 679, 689 et 699. La première a été en Pologne en septembre 1939, puis en France entre mai 1940 et début 1941, elle est ensuite retournée en mai 1941 en Pologne avant de rejoindre l'URSS en juin 1941 et ce jusqu'à avril 1944. La compagnie 670 a suivi les combats de France en 1940 puis

² Daniel Uziel, *The Propaganda Warriors: The Wehrmacht and the Consolidation of the German Home Front*, Oxford/Bern, Verlag Peter Lang, 2008, p. 243.

d'URSS entre 1942 et 1944. La compagnie 689 a commencé ses exercices en mai 1940 en France puis a rejoint la Pologne en 1941 et l'URSS à partir de juin 1941 où elle restera jusqu'en août 1944. Enfin, la compagnie 699 n'a elle connu que l'Italie en 1943 et 1944. Nous avons ensuite prélevé une partie de la production photographique de ces quatre compagnies car il était impossible de numériser l'ensemble des images. Le fait de prélever des images prises dans les mêmes pays et aux mêmes périodes que les images amateurs nous semblait être la meilleure manière de pouvoir comparer production amateur et officielle.

Le postulat de base de notre étude était de définir les circulations, les différences et similitudes entre les photographes officiels et les amateurs ; de voir si nous avons une même et unique pratique photographique au front ou plutôt une juxtaposition de différentes pratiques et techniques. La réalité est plus complexe que cela bien évidemment et il existe beaucoup de différences selon les photographes, les pays occupés et les périodes de la guerre. Les buts de la photographie ne sont pas les mêmes en fonction de ces éléments : la pratique officielle est étroitement liée à la production de la propagande gérée par le ministère de la Propagande du III^e Reich ce qui implique la nécessité de privilégier certains thèmes. Les photographes privés sont dénués de ces contraintes mais devaient faire face à des contraintes techniques dans un premier temps. En qualité de soldats ils ne pouvaient pas non plus s'adonner entièrement à la photographie et devaient ainsi renoncer à la capture de certaines scènes.

Dans cet article, nous avons décidé d'étudier une partie de l'expérience combattante, celui de la mort au front. Cet aspect a concerné tous les hommes au front qu'ils soient membres des compagnies de propagande ou simples soldats amateurs de photographie. Si la mort était pourtant inhérente à la conduite des combats, il nous est rapidement apparu que les deux soldats amateurs traitaient le sujet de manière relativement différente. Cette observation nous a alors poussé à poursuivre l'étude de cet aspect précis en l'étendant à l'ensemble des images amateurs et officielles.

Si la photographie est une pratique sélective et personnelle, la photographie de guerre poursuivait des enjeux spécifiques en terme de circulation des images et de communication visuelle à la fois au front et à l'arrière. L'étude de la représentation de la mort au front et de l'utilisation de ces représentations nous renseigne plus globalement sur l'expérience de guerre des soldats. Comment et dans quelles mesures la représentation de la mort est un élément essentiel de la pratique photographique des soldats et un élément clé de la propagande du régime nazi.

La glorification de la mort pour la patrie

Si on regarde attentivement les images représentant des scènes en lien avec la mort des soldats, on remarque que les clichés amateurs et officiels abordent le sujet de la perte de différentes manières. Les cadavres de soldats sont absents des albums et des collections des *Propaganda Kompanien*, la mort est montrée par les tombes ou les cérémonies officielles en l'honneur des soldats tombés.

La représentation de la disparition des soldats est un levier puissant utilisée par la propagande nazie à la fois pour consolider le front-arrière et la *Volksgemeinschaft*, ou communauté du peuple, comme pour encourager les efforts croissants et massifs des civils et des soldats. « Les survivants devaient prendre exemple sur les morts pour se mesurer à leur sacrifice et s'engager à l'extrême »³, jusqu'à la victoire finale (*Endsieg*).

³ Bernd Wegner, « Hitler, chorégraphe de l'effondrement du Reich », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 92, 2006, p. 67-79, ici p. 74.



Illustration n°1. _Enterrement d'un soldat de la Wehrmacht en URSS à l'été 1942
(Source : Bundesarchiv, Militärarchiv, Coblenz (BArch K), PK 670, série 3147, images 8 à 22)

Cette série de clichés met en scène l'enterrement d'un soldat allemand, en URSS en 1942, et l'hommage rendu par ses camarades qui assiste à la cérémonie. Il convient d'abord d'étudier le contexte dans lequel ces images ont été prises.

Durant l'été 1942, une nouvelle offensive est organisée par l'armée allemande à Stalingrad dans le but de déplacer et de percer le front pour se rapprocher de la ville tant convoitée. Après quelques gains territoriaux, la progression de l'opération *Blau* se ralentit et les troupes allemandes sont bloquées aux abords de la mer Noire en septembre 1942. La contre-offensive soviétique entraînera l'échec des soldats allemands et leur

évacuation définitive de Stalingrad en février 1943. Ces images s'inscrivent donc dans un moment compliqué pour la Wehrmacht qui doit faire face à de nombreuses pertes. La mise en scène des enterrements des soldats encourage les soldats à continuer les combats en leur montrant les honneurs réservés à ceux qui sont morts au front. Ces cérémonies sont l'occasion de mettre en valeur le sacrifice consenti par les soldats morts pour leur patrie et pour l'Allemagne nazie. « Plus la situation se dégrada, plus la direction politique, puis également militaire, réclama un combat « jusqu'au dernier ». Dans la dernière phase de la guerre, ces mots devinrent pratiquement le symbole de la Wehrmacht⁴ » rappellent Neitzel et Welzer.

Ces moments sont soigneusement orchestrés et chacun semblait avoir son rôle, le message véhiculé par l'image s'adresse avant tout aux soldats spectateurs : la célébration de l'héroïsme des défunts doit galvaniser les troupes toujours au combat. Mieux valait mourir pour le régime nazi (*Heldentod*) que d'accepter une nouvelle fois un traité déshonorant.

Les angles de vues choisis – de profil et de trois-quarts face – ainsi que les champs larges insistent sur le nombre de soldats présents et l'importance de l'événement. Hommes de troupe et officiers sont présents pour rendre hommage à leur camarade mort, une tombe a été largement creusée alors qu'un drapeau nazi drapait le cercueil tel un linceul. La forte présence de nombreux soldats et d'officiers, dont le maître de cérémonie qui lit l'oraison funèbre, les fleurs et le drapeau à croix gammée entourant le cercueil font partie du rituel funèbre nazi. Les drapeaux insistent sur le lien entre les soldats, le parti nazi et la patrie : « ils sont si importants que leur usage est conditionnel à un rituel de légitimation »⁵. Ainsi, même en

⁴ Sönke Neitzel, Harald Welzer, *Soldats. Combattre, tuer, mourir : Procès-verbaux de récits de soldats allemands*, Paris, Gallimard, 2013, p. 366.

⁵ Samuel Gaudreau-Lalande, « Les mécanismes de la transformation du réel dans la propagande photographique nazie : analyse d'un album illustré du congrès du parti nazi à Nuremberg en 1933 », Mémoire de maîtrise d'études

période de guerre et éloignés du III^e Reich, les soldats continuent à renouveler leur allégeance au régime nazi et à témoigner de leur appartenance à la *Volksgemeinschaft*.

« L'important était finalement d'exploiter le choc produit par les revers militaires pour radicaliser plus encore la guerre. Les survivants devaient prendre exemple sur les morts pour se mesurer à leur sacrifice et s'engager à l'extrême⁶ ». Pour convaincre les civils allemands, Goebbels à la tête du ministère de la Propagande nazie recourt largement à ces images, il exhorte les civils à continuer les combats en mentionnant la destinée extraordinaire du peuple allemand, en inscrivant le régime dans une continuité historique. La grandeur de l'Allemagne nazie est comme comparable à celle des Grecs des siècles auparavant. Comme le souligne l'historien Johann Chapoutot :

« Le 18 février 1943, le fameux discours de Goebbels proclamant, au Sportpalast de Berlin, la guerre totale, exalte l'abnégation et la dureté d'un peuple tout entier tendu vers l'effort de la victoire. [...] Goebbels invoque l'exemple de Sparte, qui lui permet d'évoquer une communauté unie et solidaire dans l'effort de guerre, celle des *homoioi*, les égaux. [...] L'exemple spartiate est également mobilisé dans un contexte de défaite militaire car il évoque, associé à l'exemple de Frédéric II, l'inflexibilité, le courage et l'abnégation du soldat qui ne dépose jamais les armes⁷. »

Johann Chapoutot avance la thèse selon laquelle la propagande avait pour but de faire tenir le peuple, bien que la victoire finale fût désormais considérée comme impossible. La propagande doit alors magnifier jusqu'au bout le régime nazi en l'accompagnant de la plus grandiose des manières jusqu'à son extinction.

des Arts, sous la direction d'Annie Gérin, Montréal, Université du Québec à Montréal, 2011, p. 78.

⁶ *Ibid.*, p. 74.

⁷ Johann Chapoutot, *Le nazisme et l'Antiquité*, Paris, Presses universitaires de France, 2012, p. 558.

« En mars 1945, au moment où la presse allemande rappelle le souvenir de la seconde guerre punique et de son heureux retournement, il ne peut plus être question de victoire réelle : les exemples antiques sont mobilisés pour galvaniser et fanatiser une résistance à l'ennemi qui aura moins pour conséquence de sauver l'Allemagne que de rayer le pays de la carte »⁸.

La défaite a toujours été envisagée depuis le début de la guerre mais celle-ci ne devait pas être un *bis repetita* de 1918. Si défaite il y a, celle-ci doit donc se faire avec les honneurs et le pays ne doit pas être soumis au même genre de traité que celui de Versailles. Cela reprenait aussi le thème de la fidélité du soldat popularisé par des artistes nationalistes se réclamant romantiques. La mort du soldat et la mise en scène de celle-ci et de son enterrement étaient des thèmes artistiques populaires, pour Ernst Jünger par exemple « seuls les morts au combat accédaient à l'immortalité puisqu'ils étaient des "êtres d'éternité"⁹ ».

La propagande a toujours servi les intérêts du Reich, la glorification de la mort héroïque pour la patrie a permis d'insister sur la nécessité de tenir jusqu'au bout. Les périodes de défaites et de reculs n'ont pas entraîné une diminution de la propagande. Au contraire, ses théoriciens ont toujours réussi à adapter les images et les messages au contexte de la guerre. La présence de photographes au plus près des combats permet d'adapter continuellement la production diffusée à l'arrière.

Dans les albums des soldats et photographes amateurs que nous avons étudiés, nous n'avons pas vu de photographies d'enterrements de soldats morts au combat. Une des raisons est avant tout pratique : ces hommes étaient avant tout des soldats et devaient donc prendre part aux cérémonies officielles et respecter leur déroulé et organisation. Il ne devait donc pas être possible lors de ces moments de prendre ses propres photographies. Les dirigeants de la Wehrmacht et de la propagande de

⁸ *Ibid.*, p. 583.

⁹ Bernd Wegner, « Hitler, chorégraphe de l'effondrement du Reich », art. cité, p. 78.

guerre devaient aussi préférer maîtriser entièrement la production des images et ainsi la communication qui en découlait.

Néanmoins, on remarque des images de tombes allemandes dans notre corpus amateur, il faut donc étudier aussi la représentation de la mort chez les photographes amateurs.

Si on prend l'exemple de la production photographique des deux soldats amateurs en URSS, une seule image sur les 296 prises par Schulz s'apparente aux thèmes de la mort. Chez Schweizer, 12 % des photographies prises dans ce même pays sont celles de tombes allemandes. Il semblerait donc qu'il y ait une réelle spécificité en URSS pour Schweizer car le pourcentage d'images de tombes allemandes n'est que de 1 % dans les autres pays visités. Sur l'ensemble des images photographiées en URSS, celles de tombes sont omniprésentes ce qui est en opposition avec le reste de l'album. Ce qui semble avoir beaucoup marqué le soldat est la perte de ses camarades et c'est aussi ce dont il a choisi de se souvenir lorsqu'il a confectionné son album à la fin de la guerre.

La suggestion de la mort par la destruction

La disparition et la mort peuvent être signifiées par la représentation de la destruction. L'absence d'une guerre clairement et visuellement violente n'atténue pas la réalité des combats. Au contraire, ce choix d'illustrer d'autres moments peut attester de la volonté des soldats de s'échapper de cette réalité meurtrière. C'est donc en visionnant les images de combats ou d'après combats illustrant l'ampleur des destructions que l'on peut trouver des représentations de la violence et de la mort auxquelles étaient confrontées les soldats.

Comme nous l'avons dit précédemment, les images de cimetières, de tombes montrant le décès de camarades soldats sont très rares dans les albums de Schulz. Il convient donc de déterminer comment le soldat a choisi de représenter la disparition et les conséquences des combats.



Illustration 2. Bâtiments soviétiques détruits en 1942-1943

(Source : collection privée, deuxième album de Schulz, page 05 b., image 477)

Illustrations 3 et 4. Engins militaires soviétiques détruits photographiés en URSS



en 1942-1943

(Source : collection privée, deuxième album de Schulz, page 06 b., images 489 et 495)

Lorsque Schulz combat en URSS, il photographie l'après combat comme Schweizer le fit aussi. Cependant, si ce dernier s'est essentiellement focalisé sur les tombes de soldats allemands et la disparition de ses camarades soldats, Schulz préfère représenter les destructions matérielles. De plus, il s'agit de la destruction de matériel, d'infrastructures ou d'engins de combats soviétiques ce qui signifie que même si les destructions témoignent de la violence des combats, les images semblent laisser penser que la Wehrmacht réussit à infliger de lourds tributs à son adversaire. Schulz insiste donc toujours sur la réussite des offensives allemandes d'autant plus que les images datent de 1942, moment où les troupes allemandes commencent à connaître d'importantes défaites.

Même si le soldat insiste sur le bon déroulé des combats en faveur de la Wehrmacht, il faut noter que progressivement ces images de destructions disparaissent pour laisser place à des représentations du quotidien, de loisirs entre soldats et de relations avec les civils qui sont les plus fréquentes. En choisissant de ne plus représenter aucune forme de violence ou de destruction, il est possible que la photographie devienne alors un moyen pour Schulz de fuir son quotidien désormais fait d'attente et de défaite. Dans les pages du front de l'Ouest, on voit une succession d'images de soldats en train d'avancer, de conquérir des territoires. En URSS, la réalité est tout autre, elle n'est plus faite d'avancées, c'est sans doute pourquoi les scènes du quotidien entre soldats prennent le dessus sur les autres thématiques abordées précédemment.

Pour conclure, la mort n'était pas absente des photographies de guerre. Néanmoins cette représentation répond à des codes bien précis. C'était l'enterrement des soldats ou leurs tombes que les photographes amateurs et officiels montraient et non pas les corps des défunts, ces images considérées comme dégradantes étaient réservées aux soldats ennemis. La disparition des soldats était le plus signifiée par les destructions

matérielles et militaires. En insistant sur les défaites ennemies, ces clichés permettent aux historiens de se rapprocher des combats auxquels les soldats ont participé. La photographie de la mort ou de la violence guerrière a pu servir la propagande nazie à condition d'être strictement utilisée et accompagnée d'un message incisif aiguillant le spectateur sur la manière d'interpréter ces images.

La représentation de la disparition des soldats est donc un aspect important du corpus constitué, son étude permet d'appréhender plus finement certains aspects de l'expérience combattante des soldats. Cela montre aussi la diversité des illustrations de la guerre selon que les soldats commémorent la mort de leurs camarades ou souhaitent s'en éloigner. Les images officielles avaient un rôle pluriel, celui de montrer la grandeur du III^e Reich, y compris dans les territoires occupés, d'inciter les populations civiles à l'arrière à tenir et d'augmenter leurs efforts de guerre en solidarité avec les soldats sur les fronts militaires, dont seule la mort au combat était une fin héroïque.

Le Gallion : un aérodrome américain sur une terre française d'Amérique du Sud, 1940-1942

REMY PÉRU-DUMESNIL

Résumé

Guyane, 1941 : la *Panamerican Airways* souhaite y implanter un aérodrome baptisé le Gallion. La colonie étant alors sous régime pétainiste, les négociations sont laborieuses et les États-Unis peinent à achever leur construction. Pourtant, le projet se révélera crucial en mars 1943 lors du ralliement de la Guyane à la Résistance, marquant l'arrivée de l'armée américaine dans la colonie. Cette dernière deviendra alors un point stratégique sud-américain pour les États-Unis. L'aérodrome du Gallion : un échec utile aux ambitions américaines en Guyane ?

Mots-clés : Aérodrome du Gallion – Guyane – États-Unis – Panamerican Airways – Seconde Guerre mondiale.

Abstract

The Gallion: An American Aerodrome on French Soil in South America, 1940-1942

In 1941, the Panamerican Airways sought to build an airport in French Guiana, which they would later name "the Gallion". However, the French colony was then governed by Vichy. This rendered permit negotiations with the US cumbersome, and this caused the Panamerican to struggle to complete its project. However, the Gallion proved to be critical for French Guiana in March 1943 when it rallied the French Resistance. Indeed, this later led the US army to take over the Gallion. As such, French Guiana became a South American strategic spot for the US. One might thus ask the question: was the Gallion airport a "useful failure" for American ambitions in the French colony?

Keywords: *Gallion Airport – French Guiana – United-States – Panamerican Airways – World War II.*

Le 2 novembre 1939, le département d'État américain et la compagnie aérienne *Panamerican Airways* (PAA) signèrent le contrat qui donna naissance à un programme d'expansion aérien baptisé *Airport*

Development Program (ADP)¹. L'objectif de l'État américain était alors de construire des bases aériennes militaires en Amérique du Sud par le biais d'une compagnie aérienne privée.

Ainsi, en 1940, la PAA divise le continent sud-américain en sept zones émaillées d'aérodromes formant une vaste chaîne s'étendant de la Floride jusqu'à Caravellas, au Brésil. L'année suivante, la PAA assure 63 % des liaisons aériennes sud-américaines et le *Times Picayune* titre : « L'Amérique en compétition pour la suprématie de l'air² ». L'objectif de la compagnie est clair : réduire la présence des services aériens étrangers sur le sol américain et s'arroger le monopole du domaine. En Europe, la France a signé l'armistice le 22 juin 1940, solidifiant l'assise du III^e Reich. Par le terme « présence étrangère », la PAA et le département d'État désignent les puissances de l'Axe qu'ils cherchent à écarter du continent américain. Ainsi, sous l'administration Roosevelt, les États-Unis mènent une politique anti-interventionniste, en marge des affaires européennes, et refusent toute alliance outre-Atlantique³. Cette désolidarisation américaine vis-à-vis de l'Europe rejoint la notion géographique de *Western Hemisphere* qui divise le globe terrestre en deux : l'hémisphère Ouest, qui englobe le continent américain, et l'hémisphère Est, où se trouve l'Europe. Cependant, le *State Department* voit en l'ADP un programme de défense à caractère militaire, dissimulé par l'implication d'une compagnie privée aux intérêts commerciaux, dont le but est d'assurer un contrôle sur les liaisons

¹ Cet article a été réalisé à partir d'un mémoire de Master 2 dirigé par Alya Aglan à l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, « La présence des États-Unis et son influence en Guyane française pendant la Seconde Guerre mondiale, le cas de Nicol F. Smith : 1934-1949 », soutenu en 2018 à l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne.

² Coupure du journal *Times Picayune*, titrée « American Air Lines Take Leadership in Latin Lands », section Sunday, édition du 9 novembre 1941. *Otto Richer Library, Miami University*, fonds *PAA Inc. Archives*, collection n° 341, série n° 1, boîte n° 242, dossier n° 25, *Competition*.

³ Justus D. Doenecke, *From Isolation to war, 1931-1941*, Hoboken, Wiley Blackwell, p. 4.

aériennes en Amérique du Sud. La chaîne d'aéroport de la PAA s'inscrit dans la « politique de bon voisinage⁴ », définie par Roosevelt, qui promet la fin de toute intervention étatsunienne dans les affaires sud-américaines locales ainsi qu'une réciprocité dans les échanges économiques. Le rôle de l'ADP est donc de relier les pays d'Amérique latine pour une meilleure entente économique mais également de protéger l'hémisphère Ouest de la montée du nazisme en Europe.

Parallèlement à l'ADP et dès le début de l'année 1940, la PAA manifeste son intérêt pour le seul territoire français d'Amérique du Sud : la Guyane. Située sur la côte nord-est du continent et partageant une frontière avec le Suriname, à l'ouest, et une autre avec le Brésil, au sud et à l'est, la Guyane est également le seul territoire sud-américain à ne pas avoir d'infrastructure aérienne américaine d'ampleur sur son sol. Ainsi, le projet guyanais de la PAA est baptisé *Gallion's field*, du nom du terrain qui accueillera la piste. Officiellement, la démarche est strictement commerciale et s'inscrit donc en marge de l'ADP. Bien que la signature française de l'armistice en 1940 et l'entrée en guerre des États-Unis en décembre 1941 poussent la PAA à émettre de sérieux doutes quant à la faisabilité de la construction, l'État américain insiste : les États-Unis sont en guerre et doivent donc trouver le moyen de réaliser une piste aérienne en Guyane française, quoique cette dernière soit, entre-temps, restée fidèle au régime de Vichy. Le Gallion rejoindra l'ADP dès juillet 1941, cristallisant l'ambition militaire de l'État américain en Guyane.

Le projet *Gallion's field* sera marqué par de laborieuses négociations entre la France pétainiste et Washington ainsi que par des travaux longs, coûteux et qui n'arriveront jamais complètement à terme. Néanmoins, et c'est là que réside tout son intérêt, le Gallion marquera durablement l'orientation politique de la Guyane pendant la Seconde Guerre mondiale, la stratégie militaire américaine et la participation indirecte de la Guyane au conflit mondial.

⁴ *Good Neighbor Policy.*

Cet article s'attache, d'abord, à passer en revue les considérables difficultés rencontrées par la PAA lors de la phase de négociation avec Vichy aux Antilles-Guyane, phase qui dévoile les procédés diplomatiques employés par l'État français pour conserver sa politique de neutralité malgré l'insistance états-unienne. Ensuite, nous verrons comment l'ingérence américaine, incarnée par le *Gallion's field*, a permis à la Guyane de se rallier à la France Libre. Enfin, l'article examinera les conséquences politiques du Gallion, notamment à travers l'émergence du projet majeur qui lui succédera : l'aéroport militaire de Rochambeau⁵, seul aéroport international de la Guyane à ce jour.

Jusqu'à présent, l'historiographie a surtout analysé l'aérodrome du Gallion à travers le prisme français, alimenté par des témoignages oraux, quelques documents des archives territoriales de Guyane, des Archives nationales d'Outre-Mer (ANOM) à Aix-en-Provence et du ministère des Affaires étrangères à la Courneuve. L'angle américain, souvent laissé de côté, se dévoile à travers les archives de la PAA, disparue en 1991 ; archives déposées à la bibliothèque de l'université de Miami. Ainsi, dans l'optique de proposer une vision aussi complète et nouvelle que possible, cet article se base sur un trio d'archives guyanaises, françaises et américaines. L'un des documents d'archive le plus utilisé dans le cadre de cet article, et du mémoire dont il est tiré, est l'*airport bulletin A n° 29 3*. Il s'agit d'un rapport de la PAA sur l'aéroport du Gallion, dont la rédaction a commencé en septembre 1942 et qui suit l'évolution de l'aéroport jusqu'à son abandon en 1943. Ce document contient des plans de l'aéroport ainsi qu'un résumé complet des échanges importants entre les principaux acteurs gravitant autour du projet guyanais de la PAA.

⁵ L'aéroport de Rochambeau, du nom d'un général français ayant combattu aux côtés de G. Washington lors de la guerre d'indépendance des États-Unis, fut racheté par la France en 1949 et rebaptisé aéroport Félix Eboué en 2012.

Négociier sur les terres sud-américaines de Vichy

À partir de juillet 1940, la question qui se pose pour les dirigeants de la PAA est la suivante : dans quelle mesure la Guyane est-elle fidèle au gouvernement pétainiste ? En effet, les termes de l'armistice restreignaient les activités aéronautiques sur le sol français et ainsi, en 1941, aucun appareil ne pouvait décoller sans autorisation allemande sous peine d'être considéré comme un ennemi. De plus, toutes les installations aéronautiques étrangères en zone non-occupée étaient à présent supervisées par les Allemands.

Malgré ces conditions, en janvier 1941, la PAA envoie en Guyane Harvey Blalock, un ingénieur américain, dans l'espoir d'obtenir une autorisation de construction auprès du représentant de Vichy aux Antilles-Guyane, l'Amiral Robert, basé à Fort-de-France et décrit comme un militaire très conservateur, paternaliste et pleinement acquis à la Révolution nationale⁶.

Vichy est catégorique : le Gallion peut « compromettre sérieusement la sécurité de la colonie », les relations germano-américaines sont trop mauvaises pour envisager une telle construction et enfin, cela augmenterait le risque d'un débarquement américain en Guyane⁷. Cependant, Vichy est tenu de cultiver une neutralité « absolue » envers les autres nations afin d'éviter les soupçons de rapprochement avec la politique du III^e Reich ; les relations franco-américaines ne doivent pas être influencées par l'Allemagne. Par conséquent, la demande de construction est acceptée mais le gouvernement pétainiste ne délaisse pas pour autant sa posture initiale : il faut empêcher une installation trop permanente de la PAA en Guyane.

⁶ Laurent Jalabert, « Les Antilles de l'Amiral Robert », in Jacques Cantier, Eric Jennings (dir.), *L'empire colonial sous Vichy*, Paris, Odile Jacob, 2004, p. 52-68.

⁷ Télégramme du ministre secrétaire des Affaires étrangères (Pierre-Etienne Flandin) à monsieur le ministre secrétaire d'État aux colonies (Charles Platon), Vichy, 24 janvier 1941, numéro de document non indiqué. CADC, fonds guerre 1939-1945, Vichy – Amérique Série B, Question des Antilles 41, 2 janvier au 31 décembre 1941.

Harvey Blalock, en charge du chantier, se heurtera à cette politique de diplomatie de façade ainsi qu'au fort scepticisme de l'amiral Robert. Ce dernier ne crut jamais que le projet Gallion fût strictement commercial, position probablement motivée par le fait que la piste de la PAA était construite au beau milieu d'une chaîne d'aéroports militaires. La stratégie de l'amiral consistait à donner un accord qu'il suspendait immédiatement en le soumettant à des conditions techniques auxquelles la PAA ne pouvait répondre, ce qui annulait *de facto* l'autorisation⁸. De plus, ces conditions rendaient systématiquement la piste inutilisable. Par exemple, Harvey Blalock reçut en août 1941 l'aval temporaire de l'amiral pour la construction de la piste et des bâtiments du Gallion, excluant cependant l'installation des services de la PAA⁹. Ainsi, l'aérodrome pouvait temporairement exister sans pouvoir être utilisé.

La PAA prit huit mois pour comprendre que le *Gallion's field* n'était qu'une manœuvre diplomatique pour Vichy et qu'il n'était pas dans son intérêt qu'il vît le jour. De nouvelles négociations eurent lieu en novembre 1941, amenant une nouvelle stratégie : une société anonyme baptisée « Société Anonyme de l'Aérodrome du Gallion » est créée entre trois partenaires français ; à travers cette société, le gouvernement de Vichy passe un accord avec la PAA, accord qui l'autorise à construire la piste aéronautique. Cependant, cent pour cent des actionnaires sont français, le chantier est supervisé par un commissaire français, le chantier n'emploie que du personnel français et enfin, le directeur de l'aéroport est choisi par le gouvernement vichyssois. En apparence, le Gallion est l'œuvre d'une

⁸ *Airport construction Gallion Field, Cayenne, French Guiana. Airport Bulletin, n° A-29-3*, daté du 27 juillet 1942, page 5 du rapport. *Otto Richer Library, Miami University*, fonds *PAA Inc. Archives*, collection n° 341, série n° 2, boîte n° 43, dossier n° 3.

⁹ *Chronological report of construction and ADP – le Gallion at Cayenne*, lettre de Robert Chot, gouverneur de la Guyane, à Alexandre Quintrie-Lamotte, directeur du Gallion, daté du 16 août 1941. *Otto Richer Library, Miami University*, fonds *PAA Inc. Archives*, collection n° 341, série n° 1, boîte n° 505, dossier n° 6.

société française et, puisque la PAA n'est liée à celle-ci que par un simple partenariat, son implication est beaucoup moins visible.

En d'autres termes, le régime de Vichy persiste dans sa politique de neutralité de façade.

Parallèlement, les Américains voient émerger des difficultés. Sur le plan national, le 7 décembre 1941, les États-Unis mettent fin au débat opposant les groupes interventionnistes et isolationnistes et s'engagent officiellement dans la Seconde Guerre mondiale¹⁰. En Guyane, ils sont forcés de changer l'emplacement de la piste du Gallion car le terrain est souvent inondé : les ingénieurs n'ont pas pris en compte la longue saison des pluies guyanaise et les nombreux marécages. Commencé le 2 février 1942, le second chantier ne sera jamais totalement terminé et aura coûté, en mars 1943, 900 000 \$¹¹ de plus que prévu. À cela s'ajoutent le manque de matériel, le paludisme et la dengue fréquemment contractés par les ouvriers bagnards affectés à l'ouvrage. Projet long, coûteux et dangereux sanitaire, le rapport de la PAA sur le *Gallion's field* rapporte : « Pluies, fièvres, besoin de matériel. Une monotonie qui en dit long¹² ».

Bien loin de considérer le Gallion comme une réussite, les Américains viennent pourtant de poser les fondations d'une structure qui sera cruciale sur le plan politique et qui signera l'engagement la Guyane dans la Résistance.

L'ingérence américaine : enjeux politiques et militaires

¹⁰ Justus D. Doenecke, *From Isolation to war, 1931-1941*, op. cit., p. 17.

¹¹ Équivaut à 11,7 millions d'euros. *Airport construction Gallion Field, Cayenne, French Guiana. Airport Bulletin*, n° A-29-3, daté du 27 juillet 1942, page 7 du rapport. *Otto Richer Library, Miami University*, fonds *PAA Inc. Archives*, collection n° 341, série n° 2, boîte n° 43, dossier n° 3.

¹² « *Rain, fever, material want. The monotony is eloquent.* »

À partir de 1943, le régime de Vichy sera représenté en Guyane en la personne du gouverneur colonial René Veber, ayant déjà occupé ce poste entre 1936 et 1938. Craignant que la législation raciale du gouvernement pétainiste ne soit appliquée en Guyane, la population locale, multiethnique, se montre de plus en plus hostile à la politique du nouveau gouverneur¹³. Cette dernière est décrite comme maladroite et coercitive : le peuple guyanais a peur de s'exprimer, muselé par la crainte d'éventuelles sanctions. En conséquence, plusieurs petits groupes anti-vichyistes se forment et mènent à la création d'un comité de ralliement, composé d'anciens politiciens guyanais de l'opposition, dont le but est d'expulser les représentants vichysois de la colonie et enfin, de rejoindre la France Libre de De Gaulle.

Quand René Veber prend ses fonctions, la piste du Gallion, bien qu'inachevée, est en mesure d'accueillir des appareils. Les Américains suivent avec intérêt l'évolution du mouvement dissident. Apprenant son existence, ils font atterrir un avion sur place afin de prendre contact¹⁴ : Washington est prêt à collaborer. De fait, c'est par ce même avion que le comité de ralliement sommerá le gouverneur René Veber et sa famille de quitter la colonie, le 18 mars 1943¹⁵. L'appareil se posera à Porto-Rico où les autorités états-uniennes placeront l'ancien gouverneur et les siens en résidence surveillée¹⁶, renforçant ainsi l'implication des États-Unis. Ainsi, de par la mainmise des Américains sur les liaisons aériennes de la Guyane, la collaboration entre le comité de ralliement et les États-Unis influencera irrémédiablement les horizons politiques de la colonie.

¹³ Rapport du capitaine commandant le Détachement de la Gendarmerie de la Guyane française sur le ralliement de la Guyane à la France combattante, Cayenne, 6 avril 1943. Source imprimée et publiée dans Sophie Ulrich, *Le ralliement de la Guyane à la France Libre*, L. Soulanges, Condé sur Noiraull, p. 221.

¹⁴ *Ibid.*, p. 224.

¹⁵ *Ibid.*

¹⁶ *Ibid.*, p. 127.

En effet, en mars 1943, deux personnalités françaises sont associées aux mouvements de résistance : Henri Giraud et Charles de Gaulle. Le premier dirige, à partir de 1942, les opérations antinazies depuis Alger et bénéficie du soutien militaire et financier des Américains¹⁷ ; pour Franklin Roosevelt, c'est « l'homme clé¹⁸ ». Quant au second, le président américain disait de lui que c'était « un allié encombrant, agité, parfois insolent [...] un allié dont on se méfie¹⁹ ». Giraud et De Gaulle, apprenant le ralliement de la Guyane, y adressent chacun un télégramme annonçant la venue de leurs émissaires respectifs afin de préparer l'arrivée d'un nouveau gouverneur. Les Américains, forts de leur monopole aérien dans la colonie, organisent diligemment la venue de l'émissaire de Giraud, le colonel Le Bel et ce, au nom « d'un esprit d'entière collaboration américaine²⁰ ». Quant au représentant de De Gaulle, Maurice Bertaut, en poste au Cameroun, il sera bloqué à Trinidad par les autorités des États-Unis, l'instruction ayant été donnée d'empêcher l'homme d'embarquer à bord d'un avion militaire ou de ligne américain²¹. Dans le cas où il y serait parvenu, les États-Uniens basés en Guyane avaient défini deux points d'atterrissage possibles, y plaçant un gendarme et un officier qui avaient pour ordre de le faire repartir sans délai²². Ainsi, le 9 avril 1943, Maurice Bertaut regagna le continent africain : Washington avait choisi pour Cayenne.

Le comité de ralliement rencontra du succès dans son entreprise dissidente parce que le Gallion permit une évacuation rapide de René

¹⁷ Jean-Louis Crémieux-Brilhac, *De Gaulle, la République et la France Libre*, Paris, Perrin, p. 312.

¹⁸ André Kaspi, *Franklin Roosevelt*, Paris, Fayard, p. 519.

¹⁹ *Ibid.*

²⁰ Rodolphe Alexandre, *La Guyane sous Vichy*, Baie Mahault, Éditions Caribéennes, p. 60.

²¹ Télégramme du 7 avril 1943, du gouverneur Jean Rapenne, Cayenne, à Jacques Boissier, Alger. Archives nationales d'Outre-Mer, série Ministère des Colonies, sous-série Direction des Affaires politiques (XIX^e s.-1962), Guyane – Administration générale et économie – Affaires diverses – 1943, 1AFFPOL382.

²² *Ibid.*

Veber. En contrepartie, la disparition de Vichy en Guyane soulageait la PAA de l'autorisation d'un amiral Robert sceptique, ce qui explique en grande partie l'ingérence américaine. Cette nouvelle marge de manœuvre, alliée à la présence de la piste du Gallion, leur permit de choisir Giraud et renforça leur mainmise sur une terre qui devint alors un point militaire stratégique dont la France allait bénéficier.

Un échec en demi-teinte

La piste du Gallion, en dépit de son coût élevé, servit les objectifs de la Guyane, des États-Unis et de la France.

En effet, bien qu'inachevé, l'ouvrage des Américains allait à présent servir clairement un dessein militaire : la semaine précédant le ralliement guyanais, l'armée américaine prend le contrôle du Gallion²³. Un véritable camp militaire américain s'y installe et des bombardiers atterrissent régulièrement sur la piste afin de se ravitailler²⁴. Ces appareils de combat, qui se rendent en Europe en passant par l'Afrique, ont trouvé en Guyane un point d'escale avant ou après la traversée de l'Atlantique²⁵. Cependant, l'aérodrome, initialement prévu pour un usage commercial, n'a pas la capacité d'assurer un flux élevé d'atterrissages d'appareils aussi lourds et la piste, à chaque atterrissage, s'enfonce un peu plus dans le sol²⁶. L'équipe de 224 hommes mise en place pour la réparer après chaque

²³ *Airport construction Gallion Field, Cayenne, French Guiana. Airport Bulletin, n° A-29-3, daté du 27 juillet 1942, page 12 du rapport. Otto Richer Library, Miami University, fonds PAA Inc. Archives, collection n° 341, série n° 2, boîte n° 43, dossier n° 3.*

²⁴ *Ibid.*

²⁵ Rodolphe Alexandre, *La Guyane sous Vichy, op. cit.*, p. 139.

²⁶ *Airport construction Gallion Field, Cayenne, French Guiana. Airport Bulletin, n° A-29-3, daté du 27 juillet 1942, page 12 du rapport. Otto Richer Library, Miami University, fonds PAA Inc. Archives, collection n° 341, série n° 2, boîte n° 43, dossier n° 3.*

arrivée ne suffit plus et au mois de septembre 1943, elle est presque entièrement recouverte de boue, victime d'une saison des pluies interminable et que les ingénieurs de la PAA avaient sous-estimée²⁷. Ayant atteint les limites de son exploitation matérielle, la fin du Gallion est proche. Le 15 septembre 1943, la *Caribbean Defense Command* prend le relais de l'armée américaine et assure dorénavant la gestion de la structure ; les fonds sont gelés et seuls quelques employés de l'ADP sont assignés à la réparation de la piste²⁸. En effet, l'attention de l'armée américaine se porte sur un nouveau projet : le *Rochambeau Field*, un aéroport militaire conçu pour remplacer le Gallion²⁹. L'abandon de ce dernier ne sera jamais officiellement annoncé par les États-Unis, mais début novembre 1943, l'armée américaine ordonne le transfert des équipements du Gallion sur le nouveau chantier, déclarant ainsi tacitement la fin de l'exploitation de l'aérodrome³⁰.

Le *Gallion's field* dépassa de loin les attentes américaines en termes de potentialité d'échec tout comme en réussite imprévue. D'un côté, le projet aura pris deux ans pour voir le jour, au lieu des quelques mois escomptés, aura coûté plus d'un million de dollars pour finalement être remplacé avant achèvement complet. Cependant, l'aérodrome du Gallion, dont il ne subsiste presque rien aujourd'hui, changea le cours de l'histoire guyanaise en facilitant le ralliement à la Résistance et donna aux Américains un point stratégique en Amérique du Sud pour le transport des bombardiers en direction de l'Europe, ce qui allait nécessairement bénéficier à la France Libre.

²⁷ *Ibid.*

²⁸ *Airport construction Gallion Field, Cayenne, French Guiana. Airport Bulletin, n° A-29-3, daté du 27 juillet 1942, page 12 du rapport. Otto Richer Library, Miami University, fonds PAA Inc. Archives, collection n° 341, série n° 2, boîte n° 43, dossier n° 3.*

²⁹ *Ibid.*

³⁰ *Ibid.*

La PAA, consciente que le Gallion ne fut pas qu'un échec, rédige dans son rapport que le fait qu'il ait été fonctionnel pendant ces quelques mois de printemps 1943 « ne devra jamais être oublié, en hommage aux hommes qui ont enduré, pendant toute une année, un dur labeur sous un climat qui ne favorise pas la vie humaine³¹. »

³¹ *Ibid.*

Le Concours Chopin de Varsovie pendant la Guerre froide : quand la pratique musicale subvertit l'ordre bipolaire

GERMAIN LE ROCH

Résumé :

Évènement culturel majeur en Pologne et dans le monde musical, le Concours International de Piano Frédéric Chopin est le rendez-vous quinquennal des musiciens et mélomanes passionnés par la musique du compositeur. À l'heure où la culture devient un combat idéologique, il est la cible de manœuvres politiques et diplomatiques, qui en affectent le déroulement. Cet article met notamment en évidence l'implication du régime communiste polonais dans l'organisation du Concours et pose plus largement la question des pratiques musicales sujettes à instrumentalisation dans le contexte de la Guerre froide.

Mots-clés : diplomatie musicale – Guerre froide – Chopin – Pologne – relations trans-blocs.

Abstract

The International Chopin Piano Competition during the Cold War: When Musical Practice Disrupts the Bipolar World Order

Every five years the International Chopin Piano Competition, a major cultural event for Poland and the music world, becomes a hotspot for musicians and music lovers passionate about Chopin. At a time when culture became more of an ideological battle during the Cold War, this competition was influenced by political and diplomatic maneuvers. This article outlines the impact of Polish communism on the organization of the competition and scrutinizes the musical practices subjected to political instrumentalization during the Cold War.

Keyword: *Musical diplomacy – Cold War – Chopin – Poland – Trans-blocs relations.*

La Guerre froide est une période marquée par une forte politisation des échanges culturels internationaux¹. Les huit éditions du Concours

¹ Le présent article s'inscrit dans le prolongement d'un mémoire de master d'histoire des relations internationales, sous la direction d'Antoine Marès, « Le Concours International de Piano Frédéric Chopin de Varsovie, 1949-1985. Une

international de Piano Frédéric Chopin qui couvrent cette période, de 1949 à 1985, n'échappent pas à cette tendance. Créé en 1927 par le pianiste polonais Jerzy Żurawlew, sur le modèle des compétitions sportives, très populaires auprès des jeunes, il a pour objectif initial de réintégrer Chopin dans le répertoire des pianistes. Car si Ignacy Jan Paderewski² a su politiser Chopin et mobiliser les masses autour de ce héros national, il fallait désormais se lancer dans d'importants travaux de réhabilitation du compositeur dans la sphère proprement musicale pendant l'entre-deux-guerres. À partir de 1949, le Concours devient un instrument de prestige potentiel pour les pays qui y envoient des candidats ou même des délégations. Cependant cette rivalité internationale ne verse jamais dans l'hostilité et on peut affirmer en un certain sens que la reconduction du Concours après-guerre et son ouverture mondiale constante donnent à voir la musique de Chopin comme un marqueur culturel commun à deux blocs politiques, qui ont des conceptions de l'art pourtant bien différentes. Le présent article invite à interroger la pertinence du « facteur bipolaire » comme élément structurant l'ensemble des activités culturelles internationales pendant la Guerre froide. Les documents d'archives et témoignages révèlent une réalité complexe dans le cas du Concours, à la fois relais de pouvoir politique mais également, en un certain sens, « neutralisateur de rivalités inter-blocs » : cette compétition, qui n'a encore jamais fait l'objet d'un travail croisant histoire de la musique, histoire sociale et histoire des relations internationales, mérite, aux côtés des autres concours et festivals, qu'on examine les enjeux diplomatiques, sociaux et musicaux qu'elle soulève.

Le Concours Chopin : instrument relais d'un pouvoir communiste polonais qui poursuit une orientation culturelle nationale

passion musicale trans-blocs au cœur de la Guerre froide », soutenu en 2018 à l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne.

² Pianiste et Premier ministre de la Pologne en 1919.

À l'occasion du centenaire de la mort du compositeur en 1949, le gouvernement polonais prend les premières mesures visant à fonder le culte de Chopin. Si des manifestations comme le discours « À la mémoire de Chopin », prononcé par Paderewski à Lwów en 1910 ou encore l'inauguration du monument Chopin au parc Łazienki à Varsovie en 1926 ont pour mission de faire de Chopin un symbole de la renaissance de l'État polonais, le projet est d'une tout autre dimension en 1949 : faire rayonner la Pologne dans le monde entier en mettant en avant l'une de ses plus belles réalisations artistiques. Dès la première édition du Concours en 1927 se trouve exprimée dans les discours officiels une « revendication territoriale sur Chopin³ », qui ne peut être satisfaite que par la protection et la réappropriation d'une œuvre dont on admire à l'étranger plus l'« universalité » que la polonité :

« Nous ne pouvons pas imposer au monde notre propre compréhension des œuvres de Chopin. Toutefois, dans l'interprétation de sa musique, nous, les juges polonais, nous voulons prendre la parole, convaincus que le jugement exprimé par des juges exclusivement polonais a une importance particulière qui éveillera un intérêt tout spécial chez des étrangers⁴. »

Ce travail de patrimonialisation de l'œuvre de Chopin auquel le concours participe, en tant qu'instance régulatrice de sa diffusion, va prendre un tour plus offensif à partir de 1949 à l'occasion de l'Année Chopin, au cours de laquelle sont organisées d'importantes manifestations dans tout le pays⁵. Le défi pour le gouvernement communiste était de puiser dans la culture polonaise un élément à la fois socialement non clivant, inscrit dans la mémoire collective récente, mais aussi idéologiquement compatible avec sa ligne politique. La personne de Frédéric Chopin semblait répondre à ce

³ Guy Ansellem, *L'imaginaire polonais. Société, culture, art, littérature*, Paris, L'Harmattan, 2006, p. 61.

⁴ Jan Prosnak, *Les concours internationaux de piano Frédéric Chopin. Varsovie, 1927-1970*, Varsovie, Société Frédéric Chopin, 1970, p. 19.

⁵ Anne Applebaum, *Rideau de fer. L'Europe de l'Est écrasée 1944-1946*, Paris, Gallimard, 2016, p. 566-567.

triple impératif. Condamné à la clandestinité jusqu'à l'insurrection de Varsovie en 1944, le Chopin de la *Polonaise* « *Héroïque* » et de l'*Étude* « *Révolutionnaire* » devient l'emblème d'une nation meurtrie qui recouvre une nouvelle fois son indépendance. L'État polonais décide d'exploiter le consensus autour de la figure du compositeur tout en le rendant compatible avec les principes socialistes : l'image du « révolutionnaire-musicien », qui écrit pour les masses ouvrières, devait occulter celle du « bourgeois-cosmopolite », jouant ses *Mazurkas* dans l'intimité des salons mondains occidentaux. Rassembler les Polonais autour d'un marqueur culturel fort, qui rythme le temps politique⁶ et qui fait irruption dans leur vie quotidienne par la radio et la télévision, n'est pas l'unique visée des dirigeants polonais. Le Concours est un outil diplomatique de premier ordre pour une Pologne qui aspire à une plus grande autonomie vis-à-vis du centre moscovite, qui exige un alignement des productions artistiques des démocraties populaires sur les canons esthétiques jdanoviens. À partir de la période du Dégel, dès la fin des années 1950, les échanges musicaux avec les pays du bloc de l'Ouest vont se multiplier et c'est le Concours Chopin qui va servir de courroie de transmission à la diplomatie musicale polonaise : des lauréats polonais comme Halina Czerny-Stefańska, Barbara Hesse-Bukowska, Adam Harasiewicz ou Piotr Paleczny vont fouler les estrades des grandes salles de concert mondiales et vont devenir de véritables ambassadeurs musicaux. La Pologne veille à ce que ces relations soient asymétriques et mène ainsi quasi exclusivement une politique de l'exportation en direction des pays du bloc de l'Ouest. Pour ce faire, les autorités contournent les canaux diplomatiques traditionnels, en démarchant souvent directement les sociétés de concert et directeurs de radio. Avec le Concours Chopin, la Pologne adopte une approche

⁶ Sous le mandat de Bolesław Bierut, les cérémonies officielles solennelles (appelées *akademia* en polonais) seront souvent ponctuées par la musique du compositeur, allant jusqu'à la mettre sur le même plan que *L'Internationale*. Cf. Halina Goldberg, « The transgressive Chopin and the politics of the Chopin Competition », [en ligne] : <https://blogs.bard.edu/bmf/2017/08/15/the-transgressive-chopin-and-the-politics-of-the-chopin-competition/>.

multilatérale des relations internationales culturelles et tente ainsi une opération de séduction à grande échelle. Entre 1949 et 1955, date de la deuxième édition d'après-guerre, le nombre de pays représentés passe de 14 à 25 et s'élève à 30 en 1960. Le but pour la Société Chopin⁷, chargée par le ministère de la Culture de l'organisation du Concours, est de rendre populaire la musique de Chopin dans le monde entier et de s'assurer qu'elle soit toujours associée à la Pologne. À la suite de la victoire de deux pianistes polonais, Czerny-Stefańska et Harasiewicz, respectivement en 1949 et 1955, certains pédagogues polonais, armés de cette légitimité pour interpréter le compositeur, vont se voir confier par la Société la mission de faire rayonner leur savoir-faire musical à l'étranger, notamment au Japon et en Amérique latine. Par ailleurs la délégation polonaise qui se présente au Concours est constamment mise sous pression par les autorités culturelles : la Pologne doit renégocier tous les cinq ans sa place parmi les nations musicales les plus remarquables.

Une compétition entre camps politiques ?

Dès la première édition en situation de Guerre froide en 1949, le président du Conseil des ministres polonais, Jozef Cyrankiewicz, se félicite que la fonction pacificatrice du Concours Chopin permette de gommer les différends idéologiques le temps de la manifestation :

« Les concours internationaux Frédéric Chopin, tout en étant l'expression du culte de la musique de Chopin dans le monde entier, deviennent en même temps des manifestations du rapprochement international et de la solidarité internationale dans la lutte pour le triomphe définitif de la culture sur la barbarie⁸. »

Faire croire à la fraternité entre des pays séparés physiquement et politiquement par le Rideau de fer est caractéristique de cette « rhétorique

⁷ Organisation dont le siège est à Varsovie, qui remplace l'Institut Chopin en 1950, lui-même créé en 1934.

⁸ Jan Prosnak, *Les concours internationaux...*, *op. cit.*, « Le IV^e Concours ».

de l'amitié⁹ » que les représentants polonais aiment à exercer devant un parterre de journalistes et de personnalités politiques appartenant aux deux blocs¹⁰. Pendant la période qui s'étend de 1949 à 1985¹¹, les victoires et échecs de certains candidats revêtent une dimension politique. Si l'esprit de « noble rivalité », cher au fondateur du Concours, reste intact, c'est une rivalité entre « puissances musicales » que les résultats agitent. Les prix récompensent des performances pianistiques individuelles, mais le succès revient également à celles qu'on nomme dans la presse « équipes », « délégations » ou encore « écoles nationales », rangées désormais derrière deux blocs idéologiques. De ce jeu diplomatique des concours internationaux, l'URSS ressort nettement vainqueur avec 41 premiers prix, 33 deuxièmes prix et 19 troisièmes prix sur 149 solistes envoyés depuis 1936¹². Le Concours Chopin ne fait pas exception à cette suprématie des Soviétiques, qui bénéficient d'une préparation comparable à celles d'athlètes préparant les Jeux olympiques. L'accord sur les échanges culturels entre l'URSS et les pays capitalistes d'Europe et les États-Unis, signé en 1957, facilite administrativement les circulations culturelles inter-blocs et permet aux deux superpuissances d'organiser des tournées d'orchestres et de solistes en dehors de leurs blocs respectifs. Le succès de Van Cliburn au Concours Tchaïkovski un an plus tard marque le début de l'offensive américaine dans les compétitions musicales. En 1970,

⁹ Selon Yves Viltard, « l'amitié comme sentiment privé subjectif [...], fonctionne comme un leurre puissant dans les jeux de pouvoirs par définition asymétriques, auxquels excellent les politiciens. », cf. Yves Viltard, « Que faire de la rhétorique de l'amitié en Relations Internationales ? », *Raisons politiques*, vol. 33, n° 1, 2009, p. 127-147.

¹⁰ La reine Elisabeth de Belgique, violoniste mais aussi fine pianiste, figure parmi les membres d'honneurs du Concours en 1955. Celle que certains surnomment la Reine Rouge fait l'objet d'une couverture médiatique sans précédent. *Paris-Press* salue un geste d'apaisement tandis que *La Libre Belgique* met en garde contre la récupération politique communiste.

¹¹ Date de la dernière édition de Guerre froide.

¹² Pauline Fairclough, *Twentieth-Century Music and Politics*, Burlington, Ashgate, 2013, p. 138.

c'est au tour de l'équipe américaine de faire forte impression lors du Concours Chopin. Le vainqueur Garrick Ohlsson commente avec ironie l'issue des trois épreuves qui ont pris la tournure, regrettable à ses yeux, d'un match États-Unis/URSS :

« Then come a spate of all sorts of Russian pianists, often very brilliant, often very marvelous, but there weren't any more Richters or any more Gilels in the group. And when you think of the help the Russian artist gets, you begin to wonder. They are preoccupied with competitions, first of all¹³. »

Le Concours est traversé par des tensions politiques fortes qui affectent l'impartialité des jurés. En 1949, le ministre de la Culture Włodzimierz Sokorski donne l'ordre aux dix jurés polonais (sur vingt-deux membres) de favoriser à la fois les candidats polonais et soviétiques et signale dans une note adressée à un bureaucrate de l'ambassade soviétique en Pologne qu'il sera possible de diviser le 1^{er} Prix en deux pour éviter tout litige avec l'URSS, anticipant ainsi la victoire de la pianiste Halina Czerna-Stefańska et la seconde place de la Soviétique Bella Davidovich¹⁴. Le pianiste soviétique Dmitry Paperno interprète en ces termes les résultats de l'édition 1955 :

« [La précédente] décision avait été dictée par des raisons politiques. Maintenant, en 1955, avec la disparition de Staline, les organisateurs de la compétition se sentaient plus indépendants et voulaient plus que tout voir leurs compatriotes gagner individuellement¹⁵. »

Donné favori par la critique, Vladimir Ashkenazy arrive finalement deuxième derrière Adam Harasiewicz. Certains soupçonnent une entente entre les jurés français et polonais. Selon le témoignage du pianiste et compositeur Piotr Lachert, l'Italien Maurizio Pollini, aurait été victime de la

¹³ Elyse Mach, *Great Contemporary Pianists Speak for themselves*, New York, Dover publications, 1991, p. 17.

¹⁴ Kiril Tomoff, *Virtuosi Abroad: Soviet Music and Imperial Competition during the Early Cold War, 1945-1958*, Ithaca, Cornell University Press, 2015, p. 57-58.

¹⁵ Dmitry Paperno, *Notes of Moscow Pianist*, Portland, Oregon, Amadeus Press, 1998, p. 91.

malhonnêteté de certains membres du jury polonais, qui auraient pu compromettre son triomphe en 1960¹⁶. La montée en puissance des Américains à partir des années 1960 se heurte au jugement parfois anormalement expéditif de certains membres du jury. Ainsi, en 1965, selon l'ambassadeur de France en Pologne Pierre Charpentier, l'Américain Edward Auer, prétendant à l'une des trois premières places, aurait subi dans son classement final (5^e Prix) le contrecoup de l'élimination des pianistes soviétiques avant l'épreuve finale des *Concertos*¹⁷. Le célèbre « cas Pogorelich » en 1980 marque l'apogée de cette série de décisions du jury controversées, dans un contexte de Guerre froide où les résultats artistiques et sportifs « comptent ».

Un exemple de solidarité internationale par la musique et pour la musique, par-delà la bipolarité

Peut-on parler véritablement de l'existence d'un climat de Guerre froide dans le cas du Concours Chopin ? Si la bipolarité ne se manifeste pas avec une intensité accrue (à l'exception de l'édition 1970), en revanche la logique d'affrontement par musiciens interposés, l'instrumentalisation du succès de certains lauréats soviétiques comme Vladimir Ashkenazy, Yevgeny Malinin (7^e Prix en 1949) ou Victor Merzhanov (10^e Prix en 1949), autorisés à se produire en dehors de leur bloc, et les cas de défection (sept pianistes sur l'ensemble des 19 lauréats soviétiques sur la période) apportent des éléments de caractérisation à la définition d'une « Guerre froide musicale », qui est une guerre des tournées, une chasse aux grandes salles de concerts et une guerre des répertoires. Néanmoins, le

¹⁶ Piotr Lachert, « Pollini w Warszawie », in *Ruch Muzyczny*, n° 16/17, 18 août 2002, p. 51.

¹⁷ Pierre Charpentier, dépêche n° 338 (23/03/1965), in *Archives diplomatiques*, Association française d'action artistique (1922-1973), 554INVA, Concours internationaux par pays, 613 : Pologne à URSS : 1960-1966, chemise « Pologne, Concours F. Chopin 1965 ».

Concours ne peut se réduire à des logiques d'affrontements interétatiques et inter-blocs, étrangères aux préoccupations des pianistes et des mélomanes, qui se mobilisent pour que la pratique musicale reste inviolée par des ambitions politiques, quand bien même il est avéré que celles-ci viennent la parasiter. Didier Francfort le souligne justement :

« La musique est bien un instrument dans une forme de confrontation entre blocs au même titre que la conquête spatiale, mais elle ne se réduit pas à ce rôle. C'est précisément cette dimension non réductrice de la musique que les dissidents et les transfuges ont voulu défendre. Refusant d'être des instruments de propagande, refusant de faire de leur art un argument au service d'un régime politique ou d'un pays, ils n'ont pas voulu faire seulement un geste "au service" de l'autre camp. Ils ont cependant contribué à exprimer, avec Rostropovitch, ce que les sociétés civiles ne pouvaient plus endurer à l'époque de la Guerre froide¹⁸. »

À ce titre, le Concours est un véritable rayon de lumière dans le quotidien socialiste. Il opère indéniablement une rupture avec un régime de privations et interdictions qui tire sa nécessité d'une idéologie communiste, qui essaye d'avoir prise sur tous les domaines de la vie sociale, sans jamais y parvenir intégralement. La musique permet ainsi de s'extraire d'un environnement social saturé par des mesures politiques coercitives. Václav Havel rappelle que

« dans la mesure où le système post-totalitaire réprime les intentions de la vie de manière complexe, indirectement, il est donc politiquement menacé par toutes les manifestations libres de la vie, et donc aussi par les manifestations auxquelles personne, dans d'autres conditions sociales, ne songerait à attribuer une quelconque portée politique, et encore moins une portée explosive potentielle¹⁹. »

Lors des épreuves, musiciens et mélomanes peuvent exprimer des jugements de goûts personnels, sans que le système politique ne les rappelle à l'ordre. Cette communauté n'est pas mue par des ambitions politiques mais puise son autonomie dans son caractère inclusif (elle abolit

¹⁸ Didier Francfort, « Tournées musicales et diplomatie pendant la Guerre froide », *Relations internationales*, vol. 4, n° 156, 2013, p. 86.

¹⁹ Václav Havel, *Essais politiques*, Paris, Le Seuil, 1991, p. 91.

les barrières de nationalité, ethnicité, religion et genre). Par sa simple présence lors du Concours, elle permet d'endiguer temporairement la pénétration de sentiments nationalistes et des idéologies²⁰ : elle vit par la musique et pour la musique. Cette communauté n'hésite pas à manifester son insatisfaction lorsque certaines décisions du jury leur paraissent inexplicables. Les applaudissements et les « bravos » scandés par le public polonais à l'adresse de certains pianistes de l'autre bloc contrastent avec les postures politiques que le classement des lauréats ou l'éviction de certains « favoris » trahissent parfois. Le « cas Pogorelich » illustre de telles attitudes réparatrices. En 1980, la performance du Yougoslave bouleverse l'horizon d'attente de certains membres du jury, scandalisés par ses interprétations transgressives et son attitude sur scène qui l'est tout autant à leurs yeux. Cette indiscipline artistique, que le public a majoritairement saluée, a pu être perçue comme un acte libérateur, quelques semaines après la mise en place du mouvement Solidarność. La jeunesse, fortement présente lors des auditions du Concours a été prise pour cible par le régime après la révolte étudiante de 1968. Plus largement, la population a souffert de la répression des mouvements ouvriers en 1970, qui se poursuit sous la loi martiale en 1981. Selon la musicologue Halina Goldberg, dans les années 1980-1990, la figure de Chopin ne fait pas l'unanimité : il est pour certains l'incarnation la plus pure de la polonité et pour d'autres, plus jeunes, il est l'un des symboles funestes du communisme polonais²¹. De fait, l'interprétation iconoclaste de Pogorelich a pu être interprétée comme un acte de dépolitisation d'une musique considérée par le pouvoir comme « officielle ». Applaudir un pianiste d'un autre camp politique est un acte « ordinaire » d'insoumission politique.

²⁰ Comme l'indique Lisa McCormick, « *Competitions are not necessarily arenas where nations try to assert or usurp cultural superiority; they have also served as sites of cultural inclusion where musical refinement generates solidarity and cultivates cosmopolitan sociability among all participants* », cf. Lisa McCormick, *Performing Civility: International Competitions in Classical Music*, Cambridge, Cambridge University Press, 2015, p. 5.

²¹ Halina Goldberg, « The Transgressive Chopin... », art.cit. ».

Mais peut-on comparer ce geste à une participation à un concert de rock « underground » ? Il nous semble que cette civilité pendant le Concours ne s'inscrit pas dans le cadre d'une contre-culture de Guerre froide, d'une dénonciation d'un monde bipolaire ou d'un système politique. Elle ne contient pas de revendication politique : au contraire elle traduit une volonté de dépolitiser les activités culturelles ou plutôt de se les réapproprier en dehors du champ politico-diplomatique.

Réévaluer le concept totalisant de « Guerre froide » à l'aune des pratiques musicales

De cette étude, il nous semble important de tirer des enseignements épistémologiques. Dans le cas des études historiques sur la Guerre froide, on observe une tendance à privilégier la structure sur l'acteur et à analyser des « processus culturels impersonnels²² » qui relèguent les interactions entre individus au second plan. En faisant une microhistoire des pratiques culturelles, l'historien met fin à cette « opacité sociale » en temps de Guerre froide, période qui serait régie uniquement par des principes généraux (comme la bipolarité, qui invite à penser que tout ce qui ne rentre pas dans son cadre est accidentel, un ensemble de faits résiduels dont on ne pourrait tirer d'importants enseignements). L'exemple du Concours Chopin nous invite à remettre en cause le paradigme selon lequel les pratiques culturelles qui jouissent d'une légitimité officielle en période de Guerre froide seraient nécessairement des pratiques de Guerre froide, au sens où elles devraient être envisagées uniquement comme des supports d'un *softpower* parfaitement contrôlé. Il est surprenant d'observer dans l'ensemble des témoignages et articles de presse sur le déroulement du Concours qu'il y est peu question de politique, de contexte international tendu. Les concepts de bipolarité ou d'hyper-politisation de la vie sociale

²² Pour reprendre l'expression de l'historien Bernard Lepetit, in « L'histoire prend-elle les acteurs au sérieux ? », *Espaces Temps*, n°59-60-61, 1995, p. 115.

pendant la Guerre froide, s'ils expriment des tendances manifestes, offrent une vision partielle (parce que trop panoramique) et lisse de la période. Ces principes ne conditionnent et n'orientent pas nécessairement les pratiques musicales, qui ont leur propre normativité, en dehors de tout discours politique. Les musiciens ne sont pas des diplomates dans leur pratique : ils restent invariablement des serviteurs de leur art.

La coopération éducative franco-iraniennne au prisme de la révolution islamique

ARTHUR BERTUCAT

Résumé

Entre 1970 et 1979, la France mène en Iran une politique de coopération culturelle et éducative ambitieuse qui vise en priorité à réimplanter la langue française dans le système éducatif iranien. Les multiples projets lancés durant cette décennie se heurtent cependant à l'émergence des contestations sociales qui vont mener à la Révolution islamique. Dans un contexte de dégradation des relations politiques et diplomatiques entre la France et l'Iran entre 1980 et 1983, la coopération culturelle, scientifique et éducative est d'abord envisagée comme un canal de communication entre les deux pays, avant d'être progressivement démantelée. Certains acteurs (chercheurs, universitaires, etc.) parviennent cependant à conserver des relations interpersonnelles qui seront des prémisses au rétablissement des relations culturelles officielles dès 1986.

Mots-clés : Iran – Relations Internationales – Diplomatie – Coopération culturelle – Éducation.

Abstract

Franco-Iranian Educational Cooperation in the Context of the Islamic Revolution

Between 1970 and 1979 in Iran, France led an ambitious policy for cultural and educational cooperation, which firstly aimed at bringing the French language back into the Iranian school system. During this decade, several projects were initiated, but they never came to fruition as the social protests which eventually led to the Islamic Revolution emerged. Thereafter, political and diplomatic relationships between France and Iran deteriorated. Between 1980 and 1983, cultural, scientific and educational cooperation were progressively dismantled, after firstly being mainly considered as a communication channel between both countries. Nonetheless, several stakeholders (researchers, academics, etc.) maintained interpersonal connections, which paved the way for the reinstatement of official cultural relationships from 1986 onwards.

Keywords: *Iran – International Relations – Diplomacy – Cultural cooperation – Education.*

« La Commission constate la quasi-disparition de l'enseignement du français dans les établissements secondaires iraniens¹ ». C'est en ces termes que s'ouvre la première commission mixte franco-iranienne qui s'est tenue à Paris les 27 et 28 octobre 1970². Le français est alors la troisième langue étrangère enseignée (en nombre d'élèves) en Iran, loin derrière l'anglais et l'arabe³. Le basculement des influences françaises et anglo-saxonnes s'est opéré durant la Seconde Guerre mondiale. Si le règne de Reza Shah Pahlavi (1925-1941) est considéré comme l'apogée de la présence française en Iran, le modèle de formation de l'éducation secondaire en Iran allant jusqu'à se calquer sur celui du lycée français, la période qui suit, entre 1941 à 1960, est un temps de déclin et de retrait de la présence, de la culture et de la langue française au sein de la société iranienne. Au début des années 1960, la langue française n'est plus enseignée que dans les établissements franco-iraniens et au sein de quelques universités.

Une crainte majeure se trouve au cœur de la diplomatie culturelle française après la Seconde Guerre mondiale : celle d'être marginalisée de la scène internationale. En Iran, il en résulte un sentiment d'urgence, la nécessité d'un retour rapide de la France au premier plan d'un point de vue éducatif et culturel. Ce sentiment est exacerbé par le souvenir d'un âge d'or

¹ Le présent article est issu d'un mémoire réalisé dans le cadre d'un Master 2, sous la direction de Laurence Badel, « Diplomatie culturelle et coopération éducative française en Iran au prisme de la révolution islamique, 1973-1986 », soutenu en 2018 à l'université Paris I Panthéon-Sorbonne. Il me faut remercier spécialement M. Bernard Hourcade, qui m'a accompagné dans mes recherches et m'a permis de travailler sur les archives de l'Institut Français de Téhéran durant la période où il le dirigeait (1978-1983).

² AMAE, DGRCSST, 346BSG, vol. 212, Procès-verbal de la commission mixte de coopération culturelle, scientifique et technique franco-iranienne qui s'est tenu à Paris les 27 et 28 octobre 1970, 3 novembre 1970, p. 3.

³ AMAE, DGRCSST, 346BSG, vol. 212, note sur la diffusion de la langue française, note préparatoire pour la commission mixte d'octobre 1970.

de la présence culturelle française sous le règne de Reza Shah (1925-1941).

L'enjeu de mes recherches est de s'interroger sur la non-concordance des temporalités politique et culturelle de la révolution islamique. La coopération culturelle franco iranienne est un objet d'étude qui permet d'interroger l'autonomie ou tout du moins les spécificités d'une chronologie culturelle de la révolution et ses conséquences sur les relations avec la France. Cette approche permet d'enrichir l'étude politique de la révolution.

Pour mener cette réflexion, la problématique centrale a été la suivante : de quelle manière la diplomatie culturelle et la coopération éducative française tentent-elles de faire face aux prémices de la révolution puis à ces conséquences ?

L'espoir déçu d'une renaissance

La reconquête de l'enseignement primaire et secondaire

En 1970, le français n'est plus enseigné dans le cycle primaire des établissements iraniens. Au niveau secondaire, si le choix de la langue étrangère est théoriquement laissé aux établissements, en pratique seul l'anglais est enseigné. En 1970, sur un effectif d'environ un million d'élèves du secondaire, seuls 773 apprennent le français⁴. Le renouvellement générationnel des Iraniens francophones et francophiles n'est donc plus assuré. Les perspectives de coopération éducative dans le cadre de l'enseignement supérieur sont dès lors très restreintes.

Face au constat d'une disparition de la langue et de la présence française dans les établissements et dans la société iranienne, les diplomates

⁴ AMAE, DGRCST, SDEC, SDEFE, 346BSG, vol. 217, note sur la place du français dans les établissements nationaux en Iran, 1973, p. 2.

souhaitent agir rapidement et mettent en avant « la grande ferveur⁵ » du peuple iranien pour le français. Cette stratégie de reconquête s'appuie sur les relations privilégiées entretenues avec l'élite iranienne : « la Cour, la plupart des ministres du gouvernement actuel et la grande majorité des élites cultivées sont de formation française ou, à tout le moins, francophones⁶. » Elle oublie cependant que cette génération date de l'avant-guerre et ne représente pas les forces vives de la population iranienne.

La première moitié de la décennie 1970 est marquée par un plan d'action de grande envergure, élaboré en concertation avec les interlocuteurs iraniens, et aboutissant lors de la signature de l'accord culturel franco-iranien du 7 novembre 1973. Le gouvernement iranien s'engage par exemple à augmenter l'effectif des professeurs de français dans les établissements nationaux, à améliorer leur formation dans les universités iraniennes et à promouvoir l'utilité sociale de la langue⁷. Ces mesures visent en priorité le retour du français dans les établissements primaires et secondaires iraniens, pour assurer le renouvellement générationnel des étudiants francophones.

Une stratégie qui se heurte à un contexte national défavorable

Force est de constater que deux ans plus tard, lors de la commission mixte franco-iranienne de janvier 1975, aucun de ces objectifs n'est atteint. Or, le rétablissement du français au sein de l'enseignement primaire et secondaire est préalable à toute autre mesure visant l'enseignement

⁵ AMAE, DGRCSST, 346BSG, vol. 212, note sur la diffusion de la langue française, note préparatoire pour la commission mixte d'octobre 1970.

⁶ AMAE, DGRCSST, 1610INVA, vol. 262, note sur les relations culturelles et techniques entre la France et l'Iran, avril 1973, p. 1.

⁷ AMAE, DGRCSST, 346BSG, vol. 210, Accord culturel entre le Gouvernement de la République Française et le Gouvernement Impérial de l'Iran, signé à Téhéran le 7 novembre 1973.

supérieur ou la recherche. Sans cela, il est impossible de former de nouveaux professeurs de français dans les Écoles normales iraniennes, de revaloriser le niveau des licences de français dans les universités iraniennes et d'obtenir des étudiants disposant d'un niveau suffisant de langue.

Si les interlocuteurs iraniens dans l'administration centrale sont toujours présentés comme favorables aux ambitions françaises, l'accord de 1973 se concrétise dans des recommandations aux établissements qui sont rarement appliquées. Les mesures de revalorisation du français ne sont pas expliquées aux acteurs locaux – professeurs et directeurs d'établissements – qui demeurent peu proactifs dans leur application.

Le contexte social et la crise du système éducatif iranien, qui apparaît réservé à l'élite, sont peu propices à la mise en place de ces réformes⁸. Le « firman⁹ » du 23 février 1974 tente de répondre aux revendications de la population en imposant la gratuité de l'ensemble des établissements privés, fragilisant ainsi l'implantation francophone. Les écoles dirigées par l'Alliance israélite universelle, qui accordent une place privilégiée à la langue française et représentent environ 3 500 élèves en 1973¹⁰, voient leur autonomie remise en cause : un comité de gestion comprenant des représentants du ministère de l'Éducation est mis en place. Au fur et à mesure de la décennie 1970, les autorités iraniennes seront de plus en plus hésitantes à s'engager publiquement pour le renouvellement de la langue et de la culture française.

L'université de Hamadan : un projet moteur qui peine à se concrétiser

⁸ Ehsan Naraghi, *Enseignement et changements sociaux en Iran du VII^e au XX^e siècle*, Paris, Éditions de la Maison des sciences de l'homme, 1992, p. 140-150.

⁹ Décret royal.

¹⁰ AMAE, DGRCSST, 1610INVA, vol. 262, note sur la coopération culturelle et technique franco-iranienne et notes annexes I et II, 28 août 1973.

La coopération éducative se tourne également vers l'enseignement supérieur iranien, par le biais d'un projet présenté par les diplomates comme « l'élément moteur de notre coopération culturelle¹¹ » : la création de l'université scientifique franco-iranienne de Hamadan, prévue par l'accord du 26 février 1973. Le Département de la coopération culturelle de l'ambassade entend centrer sa stratégie sur cet établissement, pour en faire son implantation principale dans le paysage éducatif iranien. Ce projet répond à deux attentes du gouvernement iranien : la formation de techniciens initiés aux méthodes françaises et le déploiement de son offre universitaire dans un contexte de contestation sociale émergente¹².

Ce projet va connaître de multiples retards. Alors que son ouverture est initialement prévue en 1976, la mise en œuvre du projet se heurte à des difficultés financières, matérielles et pédagogiques¹³. Il souffre surtout d'une redéfinition constante de ses objectifs, de sa structure et de ses programmes. Par exemple, en juin 1977, la délégation iranienne annonce l'ouverture de filières d'enseignement en persan et en anglais, alors que le projet avait toujours été centré sur la langue française¹⁴.

Malgré l'accumulation des retards et des obstacles, les responsables français refusent de remettre en cause le projet, toujours considéré comme l'élément principal de la stratégie de coopération, notamment en termes de dépenses consenties : un quart de l'enveloppe du service culturel de l'ambassade y est consacré en 1977¹⁵. L'ampleur initiale du projet est

¹¹ AMAE, DGRCST, 1610INVA, vol. 262, note sur la coopération culturelle et technique franco-iranienne, rédigé par Pierre Laurent, envoyé à la DAP, 28 août 1973.

¹² Ehsan Naraghi, *Enseignements et changements sociaux...*, *op.cit.*, p. 167.

¹³ AMAE, DGRCST, 346BSG, vol. 217, note a. s. relations interuniversitaires, 1976.

¹⁴ AMAE, DGRCST, 346BSG, vol. 217, Relevé des conclusions à l'issue de la mission effectuée à Montpellier par les vice-recteurs de l'UBAS, 15 avril 1977.

¹⁵ AMAE, DGRCST, 346BSG, vol. 213, note a. s. commission mixte franco-iranienne, juin 1977.

cependant réévaluée : « Il ne s'agira certainement pas du projet grandiose auquel on avait pensé, la première installation sera plutôt précaire¹⁶ ». C'est ainsi l'ensemble du projet de coopération, organisé autour de cette université, qui est remis en cause.

Un changement de paradigme à partir de 1976

Face aux difficultés qui s'accumulent, les diplomates français opèrent progressivement une redéfinition des objectifs de la coopération éducative. Trois nouveaux objectifs émergent : la primauté de la coopération scientifique et technique, la recherche de la rentabilité économique des actions mises en place, et la rationalisation des projets, souvent mal coordonnés, et qui ont connu « un phénomène de prolifération anarchique¹⁷ ».

Les accords interuniversitaires sont par exemple multipliés. Ils sont au nombre de 6 en 1976, dont celui entre la Faculté technique de l'université de Téhéran et l'École nationale des Ponts et Chaussées. Ces jumelages comprennent des échanges de documentation, l'accueil d'étudiants boursiers et de professeurs en tant que stagiaires, la formation de techniciens de laboratoires et la conduite de projets de recherche en commun. Un rapprochement entre entreprises françaises et établissements iraniens est également favorisé.

Faire face à la révolution

Le réseau éducatif face à la nationalisation

¹⁶ AMAE, DGRCSST, 346BSG, vol. 217, note a. s. Relations interuniversitaires, 1976.

¹⁷ AMAE, DGRCSST, 1610INVA, vol. 262, n° 1318, a. s. Rapport d'activité pour l'année 1976-1977 dans le domaine des relations culturelles, scientifiques et techniques, rédigé par René de Saint-Légier, 8 juillet 1977, p. 7.

Les établissements étrangers sont un point de crispation entre la société iranienne et le pouvoir impérial depuis le début des années 1970. Ils sont présentés par certains agitateurs comme des avant-postes de l'impérialisme occidental¹⁸. Ils sont au cœur de l'attention, et tout débordement risque d'être instrumentalisé. Or, dans un contexte de crise économique et sociale qui prend de l'ampleur au milieu de la décennie 1970¹⁹, les enseignants sont particulièrement touchés et revendiquent une réévaluation de leurs salaires.

Le cas du lycée franco-iranien Razi est à ce titre très intéressant, du fait de sa gestion mixte. Toute décision relative à l'augmentation des frais de scolarité ou des traites des professeurs doit faire l'objet d'un consensus entre trois instances : la Mission laïque française qui dirige l'établissement, le ministère de l'Éducation nationale iranien et l'association des parents d'élèves. Ces derniers sont donc à la fois juges et partis, rendant d'autant plus difficile la prise de décision budgétaire²⁰. À partir de 1978, les enseignants iraniens multiplient les grèves et les revendications. Leurs revendications vont être progressivement reprises par le gouvernement iranien pour justifier la nationalisation de l'établissement.

Suite à la prise d'otage des diplomates américains le 5 novembre 1979, les autorités françaises rapatrient le personnel coopérant en France. La communauté française ne compte plus que 250 membres en Iran au 1^{er} janvier 1980, alors qu'elle avait atteint un maximum de 7000 individus²¹. Le ministère de l'Éducation nationale va faire pression tout au long du premier semestre 1980 pour le retour des coopérants français : en cas de retard dans la prise de poste, des professeurs de nationalité iranienne seront engagés pour les remplacer. L'ambassade doit ainsi arbitrer entre la

¹⁸ Ehsan Naraghi, *Enseignements et changements sociaux...*, *op.cit.*, p. 140-150.

¹⁹ Pour une analyse détaillée, lire le chapitre « La crise économique » dans Chahpour Haghghat, *L'Iran, la révolution islamique*, Bruxelles, Éditions Complexe, 1989, p. 10-11.

²⁰ AMAE, DGRCSST, 1610INVA, vol. 263, Difficultés au lycée Razi, 25 mai 1978.

²¹ AMAE, DGRCSST, 1610INVA, vol. 263, télégramme, 1^{er} janvier 1980.

sécurité des coopérants et la sauvegarde du lycée. Même avec le retour de certains professeurs, les revendications salariales se poursuivent et le lycée multiplie les périodes de fermeture. Cette situation va servir d'argument pour la nationalisation du lycée : l'absence momentanée d'un grand nombre de professeurs français a été vue comme une « attitude inamicale », une forme de sanction culturelle imposée par la France. Il s'agirait d'une réponse culturelle à des tensions d'ordre politique. Cette assimilation des domaines culturel et politique est considérée comme une entorse à la convention de 1962, forçant ainsi sa rupture unilatérale par les Iraniens²².

Conserver une présence en contexte hostile

La révolution islamique signe en réalité la fin officielle d'une coopération institutionnelle déjà au point mort. Confrontées à la marginalisation de leur réseau éducatif, qui est composé des établissements scolaires, des centres culturels et des organes du service culturel de l'ambassade, les autorités françaises tentent de maintenir une présence minimale. La coopération se recentre alors sur l'Institut français de Téhéran (IFT) et ses cours de français.

Les relations culturelles franco-iraniennes, jusqu'au déclenchement de la guerre Iran-Irak, voient se succéder des moments de crispation et des périodes d'accalmie. Le secteur culturel est alors un canal important de discussion entre les deux parties. Par exemple, le ministère iranien des Affaires étrangères prend contact avec l'attaché culturel français en avril 1981 pour discuter de l'envoi en France d'un groupe d'étudiants pour compléter leurs formations en médecine, agronomie et ingénierie. Cette demande témoigne, selon l'ambassadeur Guy Georgy, d'un pragmatisme du gouvernement face à la formation de certains cadres techniques, et de la reconnaissance que l'Iran ne dispose pas des infrastructures pour mener

²² AMAE, DGRCSST, 1610INVA, vol. 263, n° 0695, Lycée Razi, 14 juin 1980, Raoul Delaye.

ces formations²³. Le pragmatisme de certains acteurs individuels montre que la révolution islamique n'est pas pensée par tous les acteurs comme une rupture nette, aux bornes définies, aussi bien politique que culturelle, entre l'Iran et les pays occidentaux.

Certains officiels iraniens tentent aussi d'entrer en contact avec les autorités culturelles françaises, même si ces initiatives demeurent peu nombreuses et discrètes. Javad Mansouri, sous-secrétaire d'État pour les affaires culturelles et consulaires demande l'organisation d'une réunion avec le directeur de la Direction générale des relations culturelles, scientifiques et techniques (DGRCST) en avril 1983²⁴. Ces initiatives révèlent certaines dissensions au sein du pouvoir iranien quant à la conduite à adopter vis-à-vis des relations culturelles avec les puissances étrangères.

Néanmoins, les mesures de répression culturelle se lient aux mesures politiques. Le renforcement du soutien français au régime de Saddam Hussein en juillet 1983²⁵ entraîne en représailles la fermeture de l'agence consulaire et de l'Institut français de Téhéran²⁶. L'Institut français de recherche en Iran (IFRI) est contraint de fermer en décembre 1983.

Une étude centrée autour de cet institut durant la période 1983-1986 révèle, malgré sa fermeture, la pérennité des relations entre certains acteurs du monde culturel, universitaire et politique.

²³ AMAE, DGRCST, 1610INVA, vol. 264, n° 0264, Formation des boursiers du gouvernement iranien, 29 avril 1981, Guy Georgy.

²⁴ AMAE, DGRCST, 2160INVA, vol. 59, n° 15534, Séjour à Paris du sous-secrétaire d'État pour les affaires culturelles et consulaires, 11 avril 1983, Jean Perrin.

²⁵ Florence Hellot-Bellier, *France – Iran. Quatre cents ans de dialogue*, Louvain, Peeters, coll. « Cahiers de Studia Iranica », 2008, p. 400.

²⁶ AMAE, DGRCST, 2160INVA, vol. 59, n° 576, Durcissement iranien à l'égard de la France, 11 juillet 1983, Jean Perrin.

Une diplomatie de chercheurs ?

Lors de mes recherches, j'ai formulé l'hypothèse suivante : la désagrégation du réseau culturel et éducatif de la diplomatie française en Iran a entraîné l'apparition de nouveaux acteurs et de nouveaux modes de coopération transnationaux, notamment grâce aux relations interpersonnelles entre chercheurs. Cette hypothèse s'est trouvée en partie validée, même s'il a fallu réévaluer l'importance réelle de ces canaux de communication.

Lors d'une réunion du conseil scientifique de l'IFRI en janvier 1982, alors que l'autorisation est donnée par le ministère de reprendre les travaux de recherche en Iran, les chercheurs estiment qu'ils sont bien insérés localement, qu'ils encourent moins de risques que les autres étrangers et que leur action pourrait se révéler utile à long terme pour renouer des relations avec l'Iran²⁷.

Les chercheurs de l'IFRI vont participer au dialogue entre les autorités des deux pays. Jean Perrot, archéologue et directeur de la Direction archéologique française en Iran (DAFI), sert d'intermédiaire pour l'organisation d'une réunion de travail officieuse entre la direction du CNRS et M. Hojjat, vice-ministre de la culture, en 1982²⁸. Mais ce n'est qu'en 1985-1986 qu'un nouveau réseau d'acteurs iraniens appelant au rétablissement des relations culturelles avec la France émerge, avec des figures comme Nasrollah Pourjavadi, directeur de l'Office des publications universitaires. Ce dernier publie un article dans la revue *Nachr-e Danech* (*Propagation de la Science*), dans le numéro de novembre-décembre 1985, intitulé « La domination de l'anglais et l'affaiblissement des autres langues ». Il y écrit :

²⁷ AMAE, DGR CST, 2160INVA, vol. 60, n° 196, note pour le cabinet du ministre, 26 janvier 1982, Philippe Guillemin.

²⁸ AMAE, DGR CST, 2160INVA, vol. 60, n° 283/82, Relations scientifiques avec l'Iran, 13 septembre 1982, Bernard Hourcade.

« Certains penseront peut-être que l'affaiblissement de la langue française nous rendra plus indépendant sur le plan culturel, économique et politique. Cela est complètement erroné car l'affaiblissement de la langue française n'implique pas le renforcement de notre langue. Il ne faut pas croire que plus la langue française reculera en Iran, plus les langues persane ou arabe prendront sa place. La langue qui a pris la place de la langue française – et qui la prendra de plus en plus – est l'anglais. [...] Cela signifie davantage de dépendance culturelle et économique envers des pays anglophones à la tête desquels se trouvent les USA²⁹. »

Ainsi, une voix politique prend publiquement position en faveur d'une réaffirmation de l'influence française en Iran, afin de contrer l'influence de la culture anglo-saxonne. À partir de 1986, différents projets de coopération culturelle vont être mis en place, mais toujours avec difficultés.

En conclusion, la coopération culturelle franco-iranienne passe par différentes étapes. Elle prend les traits d'une politique volontariste de réaffirmation de la présence française, mais ne parvient pas à s'ancrer dans la société iranienne en raison de son manque d'adaptation à un contexte nouveau, et à l'hostilité à laquelle elle fait face dans les années précédant la révolution. L'ensemble du réseau de coopération culturelle est progressivement fermé à partir de 1979, et ne perdurent dans les années 1982-1986 que des canaux de communication interpersonnels entre chercheurs et universitaires.

²⁹ AMAE, DGRCS, 2160INVA, vol. 59, « La domination de l'anglais et l'affaiblissement des autres langues », 25 janvier 1986, N. Pourjavadi.

Les aires marines protégées « à la française »

Un enjeu de politique internationale

AURIANE PETIT

Résumé

La protection de l'environnement marin, longtemps en marge de la politique environnementale, semble enfin être prise en considération dans les années 1990 avec la création de l'outil « aire marine protégée » (AMP). Cependant, la territorialisation des espaces maritimes, conséquence du droit de la mer, laisse la prérogative de création aux États. Au début des années 2000, une compétition internationale autour de la création d'AMP de superficie toujours plus grande met en exergue un retard français. Le gouvernement français va alors façonner le concept d'AMP « à la française » afin de peser dans la sphère internationale.

Mots-clés : Aires marines protégées – Environnement marin – Politique environnementale – Territorialisation – Compétition internationale.

Abstract

The « French-Style » Marine Protected Areas A Matter of International Politics

The protection of the marine environment, once restricted to the fringes of environmental policy, has finally been taken into consideration since the creation of the "marine protected area" (MPA) tool in the 1990s. However, the "territorialisation" of maritime areas, as a consequence of the Law of the Sea, gives the prerogative of creation to States. In the early 2000s, the creation of wider MPAs engendered international competition, highlighting a French delay. The French government then shaped the concept of "French-style" MPAs in order to influence the international sphere.

Keywords: Marine Protected Area – Sea Environment – Environmental Policy – Territorialisation – International Competition.

Les aires marines protégées (AMP) sont des espaces maritimes délimités auxquels on fixe un objectif de protection de l'environnement (espèces, habitats et patrimoine culturels) à long terme, selon la définition officielle adoptée au Congrès mondial de la conservation de Montréal en 1996. Cet

outil de protection et d'administration de la nature, popularisé dans les conventions environnementales, devient alors une référence internationale¹ dans la mesure où l'océan est un environnement intrinsèquement systémique, c'est-à-dire que les courants marins peuvent, par exemple, déplacer sur plusieurs milliers de kilomètres les conséquences d'une pollution. En raison du caractère global de l'environnement marin, les États signataires de l'Agenda 21 à Rio en 1992 se répartissent la protection des écosystèmes marins dans leurs zones territoriales et zones économiques exclusives (ZEE)². Après un rappel de la lente émergence des enjeux environnementaux marins dans la politique internationale, nous analyserons les stratégies des États pour la création des aires marines protégées. Nous étudierons les formes de comparaison et de concurrence des modèles d'administration de la nature comme cela a eu lieu pour les parcs nationaux, entre parcs américains, à la fois espaces sanctuarisés et sites d'attractions touristiques, et parcs nationaux « à la française », alliant préservation de la nature en leur cœur et développement économique dans leur zone périphérique. L'expression « à la française » caractérise une expertise, un certain savoir-faire dans la protection de l'environnement³. Nous questionnerons enfin la place de la France dans ce jeu diplomatique environnemental au regard de l'immensité de son domaine maritime (deuxième rang mondial). Ainsi, au-delà d'une affirmation incantatoire, quels sont le contenu et les contours de cette « singularité française » qui nous permettent d'éclairer le concept d'aires marines protégées dans la politique internationale environnementale ?

¹ Daniel Compagnon, « L'environnement dans les relations internationales », in Thierry Balzacq, Frédéric Ramel (dir.), *Traité de relations internationales*, Paris, Presses de Sciences Po, 2013, p. 1 022.

² Jean-Pierre Beurier, *Droit international de l'environnement*, Pedone, Études internationales, 2010.

³ Charles-François Mathis, Jean-François Mouhot (dir.), *Une protection de l'environnement à la française ? (XIX^e-XX^e siècle)*, Paris, Champ Vallon, 2013, p. 18.

Pour mener à bien cette recherche, les sources étudiées sont les archives du ministère de l'Environnement ainsi que celles du Premier ministre conservées aux Archives nationales à Pierrefitte-sur-Seine. On y trouve des rapports d'expertise des différents groupes de travail autour de la création des premières aires marines protégées en France, des correspondances avec les organisations internationales, de la documentation et des coupures de presse, des comptes rendus de forums et de congrès internationaux sur les AMP. En raison du caractère contemporain du sujet, l'article s'appuie aussi sur la publication en ligne de nombreux rapports des conférences des Nations unies ou de l'UNESCO ainsi que des documents d'organisations non-gouvernementales, telles que l'Union internationale pour la Conservation de la Nature (UICN) ou le World Wildlife Fund (WWF) créé en 1961 et de rapports d'informations du Sénat. De plus, le sujet des aires marines protégées bénéficie d'une bibliographie étendue et pluridisciplinaire.

Les questions environnementales marines, en marge des relations internationales ?

La prise de conscience de la nécessité de protéger l'environnement marin s'articule en deux étapes : premièrement, le passage d'un environnement marin dangereux à un écosystème à protéger et, deuxièmement, l'évolution des organisations internationales du droit maritime au sens commercial au droit marin au sens environnemental. La coopération internationale maritime se structure d'abord autour de la notion de « risque » suite aux pollutions d'hydrocarbures. Même si certaines initiatives ont vu le jour dès le début du xx^e siècle, la prise de conscience française et internationale de la nécessité de protéger l'environnement marin émerge à la suite des grandes marées noires de 1967 et 1978 dans la Manche et dans le Finistère. Ces naufrages de pétroliers sont décrits comme des « catastrophes environnementales », que l'on peut définir comme l'expression d'une intervention (humaine) déstabilisant les composantes et

les écosystèmes et donc polluant l'environnement maritime. En effet, c'est la dimension « visible » de ces pollutions, avec les plages goudronnées, qui ont alerté l'opinion publique sur la nécessité de protéger un environnement marin, la plupart du temps « invisible ». En effet, ce dernier a longtemps été perçu comme dangereux puisque largement méconnu au regard de l'environnement terrestre. Par conséquent, la nécessité de le préserver est apparue plus tardivement puisqu'elle ne pouvait se faire selon les mêmes arguments. Si dans le cas de l'environnement terrestre, les intellectuels et scientifiques ont su mobiliser les arguments de la finitude des ressources (avec le slogan « *Only one Earth*⁴ » popularisé lors du Sommet de Stockholm), ces derniers apparaissaient moins recevables dans le cas d'océans en grande partie inexplorés. C'est ainsi que perdura, jusque dans les années 2000, l'idée d'un environnement marin régénératif et infini qui ne serait pas affecté par la pollution et le changement climatique⁵.

Dans un second temps, les institutions internationales telles que l'Organisation maritime internationale (OMI) ou l'Union européenne qui, jusqu'à lors, comprenaient la dimension *maritime* dans le sens de commercial et militaire, évoluèrent pour prendre en compte les risques marins tels que les marées noires ainsi que les avancées scientifiques dans le domaine de l'océanographie. La Convention de Montego Bay de 1982 sur le droit international de la mer mit ensuite en exergue les concepts de développement durable et de biodiversité⁶. C'est à ce moment-là que les « aires marines protégées » apparurent comme un outil

⁴ René Dubos, Barbara Ward, *Only one earth: the care and maintenance of a small planet*, New York, W.W. Norton & Company, 1972.

⁵ Archives nationales (AN – Pierrefitte-sur-Seine), Carton 20150743/75 : « Tract de l'association d'opposition ADVILI recueilli par le ministère de l'Environnement, février 2003 ».

⁶ Robin Kundis Craig, « Protecting International Marine Biodiversity: International Treaties and National Systems of Marine Protected Areas », *Journal of Land Use & Environmental Law*, vol. 20, n° 2, printemps 2005.

de protection de l'environnement marin⁷. Enfin, en 1992, le Sommet de la Terre à Rio adopta la *Convention sur la diversité biologique* ainsi que l'*Agenda 21* qui fixait l'objectif de constituer un réseau cohérent et complet d'aires marines protégées dans le monde d'ici 2012⁸. Cependant, si l'on replace ces conventions marines dans le contexte environnemental global, celles-ci sont à la fois marginales et largement postérieures aux conventions sur l'environnement terrestre, telles que celles adoptées lors de la conférence de Stockholm de 1972⁹. De surcroît, nous pouvons avancer que la protection de l'environnement marin apparaît comme une sous-catégorie de la diplomatie environnementale, négociée en marge des grands sommets et reléguée au second rang derrière les questions forestières ou de désertification.

Une compétition internationale : l'obsession de la superficie

La dynamique de création d'aires marines protégées est amorcée au niveau international avec la ratification de l'Agenda 21 qui engage les États signataires à classer 10 % de leur territoire en AMP à l'horizon 2020¹⁰. Quelles sont alors les stratégies mises en place par les différents États en matière de création d'AMP ? Il semble exister au niveau international une certaine compétition autour des modèles nationaux de gestion de la nature. Cette émulation, bien que très subjective, résulte de classements et de

⁷ D.W. Carter, « Protected Areas in Marine Resource Management: Another Look at the Economics and Research Issues », *Ocean and Coastal Management*, 46, 2003, p. 439-456.

⁸ Philippe Le Prestre, *Protection de l'environnement et relations internationales, les défis de l'écopolitique mondiale*, Paris, Dalloz-Sirey, 2005.

⁹ Jean-Frédéric Morin, Amandine Orsini, *Politique internationale de l'environnement*, Paris, Presses de Sciences Po, 2015.

¹⁰ L'objectif de 2012 fut revu pour l'objectif d'Aichi 2020 à la Convention sur la diversité Biologique (CDB) en 2010. « Chapitre 17 », *Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement*, Rio, 1992, [en ligne, consulté le 12/05/2018] : www.un.org/french/ga/spacial/sids/agenda21/action17.htm.

comparaisons systématiques, pays par pays, des modèles de gestion environnementale. Prenons l'exemple du quatrième Congrès mondial de l'Union pour la conservation sur les parcs nationaux (*Conservation Union's World Congress on National Parks*) qui s'est tenu en février 1992 à Caracas au Venezuela¹¹. Ce congrès, qui s'articulait autour du transfert d'expérience et d'expertise, avait aussi pour objectif de permettre des évaluations comparatives. En observant les déclarations des délégués français, on note ainsi la résurgence de qualificatifs tels que « novateur », « innovante », « avant-gardiste »¹², « expertise française de protection de la nature », « retard français en matière environnementale »¹³, « parcs nationaux à la française » ou « aires marines protégées à la française », etc. Cette volonté de se positionner par rapport aux politiques environnementales internationales est bien perceptible dans l'utilisation du qualificatif « à la française ».

De la même manière qu'il existe une certaine compétition en ce qui concerne la création de grands parcs nationaux, on observe, depuis les années 1990, une rivalité au sujet de la création de la plus grande AMP (Grande Barrière de corail en Australie ou Hawaï aux États-Unis). De ce fait, nous pouvons considérer que ces politiques environnementales relèvent d'une diplomatie d'influence culturelle en raison de leur participation indirecte au « rayonnement » touristique et culturel d'un pays, ainsi qu'à son développement. L'utilisation du terme de « rayonnement »¹⁴ reprend le vocabulaire mobilisé par le ministère de l'Environnement et celui

¹¹ J.F. Whitehouse, *VIIth World Congress on National Parks and Protected Areas, Caracas, Venezuela, February 1992*, Sydney, 2001.

¹² Jean-Marie Petit, « Introduction », in Raphaël Larrère, Bernadette Lizet, Martine Berlan-Darqué (dir.), *Histoire des parcs nationaux, Comment prendre soin de la nature ?*, Paris, Éditions Quae, 2009.

¹³ Michael Bess, *The Light-Green Society. Ecology and Technological modernity in France, Chicago, 1960-2000*, Chicago, University of Chicago Press, 2003.

¹⁴ L'utilisation du terme de « rayonnement » impliquant une relation unilatérale a progressivement été remplacée par le terme « d'influence » renvoyant à une relation bilatérale au sein de la diplomatie culturelle et l'histoire des idées.

des Affaires étrangères jusqu'à la fin des années 1990 pour désigner le surcroît d'influence internationale générée par les parcs nationaux de renom¹⁵.

Cette compétition internationale visant à créer la plus grande AMP répond à deux dynamiques. D'une part, la création d'AMP dans un contexte de prise en considération des océans relève d'une forme de diplomatie d'influence ou de *soft power*. Elle permet, d'autre part, dans le cadre d'un approfondissement du droit de la mer, de justifier une certaine souveraineté sur un territoire maritime et d'en réclamer, de fait, l'extension. L'argument du développement durable autour de l'*Agenda 21* permet alors d'œuvrer en faveur de la protection de l'environnement sans compromettre à terme une possible exploitation à des fins économiques ou autres.

Face à la surenchère internationale en matière d'AMP, la France est souvent dénoncée pour son retard¹⁶. Mais la constitution d'AMP de grande taille est rendue difficile par la variété des formules de protection de l'environnement en France : réserves nationales (les lentes acquisitions foncières du conservatoire du littoral) ou parcs nationaux qui se déploient sur des périmètres restreints. Le gouvernement français laisse souvent penser dans ses déclarations que ses compétences en mer seraient exclusives. Si cela se vérifie du point de vue du droit international, cela est moins vrai dans les faits. En Europe, depuis les années 2000, la Politique de pêche commune (PPC) limite de fait les prérogatives des États en matière de gestion durable de leurs stocks¹⁷. Ainsi, la France doit-elle se

¹⁵ « Où va la diplomatie culturelle de la France ? Du rayonnement culturel à la diplomatie d'influence », *Journée d'études*, 28 février 2018, Comité d'Histoire du ministère de la Culture (CHMCC), [en ligne, consulté le 22/05/2018] : <https://chmcc.hypotheses.org/4185>.

¹⁶ François Féral « L'évolution de l'administration française des aires marines protégées », *Revue juridique de l'environnement*, vol. spécial, n° 5, 2012, p. 123-135.

¹⁷ « Europe Bleue », *Géococonfluences*, ENS Lyon, septembre 2014, [en ligne, consulté le 14/05/2018] : <http://geoconfluences.ens-lyon.fr/glossaire/europe-bleue>.

soumettre à une discipline commune qui l'empêche de prendre des mesures unilatérales comme le font les États-Unis avec Hawaï. De la même manière, le processus de décentralisation a entraîné le transfert des compétences de gestion marine aux gouvernements de Polynésie, Nouvelle-Calédonie ou de Wallis-et-Futuna. Or, certains gouvernements d'outre-mer, comme le gouvernement polynésien, ne souhaitent pas se « lier les mains » avec la création d'AMP, afin de ne pas entraver leur développement ou l'exploitation de ressources marines comme la pisciculture¹⁸. Aussi, afin de faire face au volontarisme des pays anglo-saxons tout en se faisant une place dans les classements internationaux, la stratégie française vise à façonner l'outil AMP à sa manière.

Stratégie française : la conception d'AMP « à la française »

La stratégie française en matière d'AMP intervient dans un contexte de blocage de création d'aires protégées en général en raison d'une crise de l'outil « parc national » dans les années 1990 (Iroise, La Réunion, les Calanques, etc.). Si le rapport à l'environnement marin a évolué dans la politique internationale, des changements au niveau national et local sont également notables. Cette crise de l'outil « parc national » appliquée au niveau marin possède une double cause : les riverains ont d'une part tendance à le considérer comme trop exclusif et coercitif, sorte de cheval de Troie d'un État central dirigiste. D'autre part, dans une société où les rapports à l'environnement ont évolué, l'outil parc national paraît également caduque : il semble, en effet, que l'on soit passé d'une conception culturelle des parcs nationaux, en tant que monuments historiques ou espaces de régénération des citoyens impliquant la protection d'espèces remarquables

¹⁸ Marc Tarrats, « Stratégies, perceptions et jeux d'acteurs pour une nouvelle Aire Marine Protégée aux îles Marquises. Géopolitique, enjeux et contraintes de créations d'un nouveau territoire marin en Polynésie française », thèse de géographie sous la direction de Christian Jost, en préparation à l'École doctorale du Pacifique (FAAA).

(loups, ours, chamois, etc.), à une conception globale de la protection de l'environnement, intégrant le développement économique. La définition d'une stratégie française de création d'aires marines protégées se déroule donc dans un contexte de redéfinition du rapport à la nature, qui ne cherche plus à obstruer le développement économique mais à le valoriser.

Pour pallier le retard français en matière de création d'AMP eu égard aux conventions internationales, le Premier ministre Dominique de Villepin commande en 2006 au Centre d'analyse stratégique et au Secrétariat général de la mer un rapport sur la « Politique maritime de la France », nommé POSÉIDON. Le dernier rapport sur le sujet remonte en effet à 1980 et il avait été commandé par le Commissariat général au plan. Le rapport POSÉIDON propose de mettre en place une véritable « assemblée consultative de la mer » qui associerait les acteurs socioprofessionnels, les administrations de l'État ainsi que les collectivités territoriales, ce qui fait écho aux initiatives semblables menées dans d'autres pays comme l'Australie, le Canada, le Portugal ou les États-Unis. Dans ce dernier pays, un organe consultatif et stratégique, le Conseil national des océans, nommé NOC, et présidé par un membre proche du cabinet présidentiel, est en effet placé aux côtés de l'agence nationale National oceanic and atmospheric administration (NOAA). La ministre de l'Écologie et du Développement durable du gouvernement Villepin, Nelly Olin, considère alors que « la mise en place d'une agence nationale des aires marines protégées [relève] d'une décision volontariste pour renforcer la capacité de la France à gouverner son espace marin sous tous ses aspects¹⁹ ».

Face à la surenchère internationale, la stratégie française s'illustre surtout par la création d'une Agence des aires marines protégées, dans le sillage de la loi du 14 avril 2006 qui modifie le cadre juridique des espaces protégés et institue le nouvel outil « AMP » et « parc marin » dans le code de l'Environnement. Il s'agit d'un établissement public placé sous la tutelle

¹⁹ AN, carton 20150743/75, Dossier 1 : « Élément de langage pour Madame la ministre de l'Écologie et du Développement durable (Nelly Olin), MEDD/DNP, 28 juin 2006 ».

du ministère de l'Environnement qui lui assigne un certain nombre de tâches, dans un « processus d'autonomisation de certaines missions »²⁰. La volonté de l'État est à la mesure des moyens dont est dotée l'agence : 5,6 milliards d'euros en 2007, et ce budget quadruple en 4 ans, tandis que son personnel passe durant la même période de 51 à 101 personnes. Auparavant, les missions de police, d'expertise et d'incitation en faveur d'une politique d'AMP étaient dispersées entre différents services et ministères et il n'était alors pas possible de les coordonner.

L'agence représente donc un outil de tutelle et d'intervention que l'organisation administrative bureaucratique du ministère de l'Environnement ne lui permettait pas jusqu'alors. Elle est désignée comme le gestionnaire des parcs marins, en tant que tutelle administrative et technique avec l'objectif d'en accroître le nombre et la cohésion afin d'arriver au quota de 10 % des eaux territoriales protégées. Cependant, l'agence des AMP n'a pas de compétences ni d'autorité dans les outremer et peut seulement proposer ses bons offices. Ces raisons font que la constitution d'AMP est toujours laborieuse et incertaine, malgré l'énergie des directeurs de parcs et des chargés de mission.

La stratégie française en matière de création d'AMP est donc apparue tardivement, et entend se distancer de l'approche anglo-saxonne qui a d'abord consisté à créer des réserves marines puis d'immenses parcs marins qui ont connu diverses difficultés de gestion. Face à la pression internationale et à l'impasse dans laquelle se trouvait la création de nouveaux parcs nationaux en France, un nouvel outil de protection de la nature a été créé : le parc marin. Dans un contexte de fièvre « conservationniste » internationale, le parc marin apparaît comme un outil de protection de la nature innovant qui relance et débloque les politiques de création d'aires protégées. Enfin, le concept non officiel d'aires marines

²⁰ C. Braud, « La notion d'agence en France : réalité juridique ou mode administrative ? », *Les Petites affiches*, n° 104, 30 août 1995 ; Jacques Chevallier, « Les agences : effet de mode ou révolution administrative ? », *Études en l'honneur de Georges Dupuis*, Paris, LGDJ, 1997, p. 61.

protégées « à la française » apparaît dans les années 2000 pour se distinguer de l'approche anglo-saxonne et implique alors la création d'un réseau d'aires marines protégées « en dentelle », c'est-à-dire un réseau de plusieurs parcs marins gérés avec la participation des acteurs locaux²¹. Pour conclure, c'est ce maillage de zones protégées en réseau que tentent de promouvoir les diplomates français en charge de l'environnement marin aujourd'hui.

²¹ Entretien avec Nadia Deckert, diplomate en charge de la protection internationale des océans au ministère des Affaires étrangères et de l'Europe, Paris, jeudi 22 février 2018.

Régénérer la Patrie, construire l'État

Savoirs géographiques et production du territoire, Pérou (1900-1930)

OMBELINE DAGICOUR

Résumé

La crise qui caractérise l'après Première Guerre mondiale rend nécessaire l'appel à des formes d'expertise censées apporter des réponses pragmatiques et efficaces aux nouveaux défis socio-économiques. En se penchant sur les formes d'exploration de l'Amazonie péruvienne ainsi que sur les activités des ingénieurs (civils et militaires) qui s'y déroulent, cette thèse éclaire le lien étroit entre formation d'élites techniques, production des savoirs géographiques et construction de l'État au Pérou.

Mots-clés : Pérou – Amazonie – État – Ingénierie – Savoirs.

Abstract

Regenerating the Fatherland, Building the State

Geographical Knowledge and territorial production in Peru (1900-1930)

The crisis that characterized the period after the First World War rendered specific forms of expertise necessary in Peru. Indeed, these forms of expertise were supposed to bring pragmatic and effective answers to new socio-economic challenges. By focusing on the forms of exploration of the Peruvian Amazon, as well as on the activities of civil and military engineers which take place there, this research sheds light on the close relationship between the formation of technical elites, the production of geographic knowledge and the construction of the state.

Keywords: *Peru – Amazon – State – Engineering – Knowledge.*

« L'heure¹ des solutions a sonné² ». Cet extrait du discours d'Augusto Leguía prononcé en juillet 1924 devant le Congrès résume bien son état

¹ Le présent article est tiré d'une thèse d'histoire contemporaine intitulée « Régénérer la Patrie, construire l'État. Savoirs géographiques et production du territoire, Pérou (1900-1930) » soutenue le 17 novembre 2017 à l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne et menée en cotutelle sous la direction d'Aline Helg (professeure à l'université de Genève) et Annick Lempérière (professeure à l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne). Le jury était composé des professeurs

d'esprit au moment de renouveler pour la troisième fois son mandat présidentiel. Pragmatisme et efficacité doivent désormais guider l'agenda politique. La profonde crise que traverse le Pérou au cours de la décennie 1920 vient questionner la restructuration de l'État libéral oligarchique. À l'échelle du monde euro-américain, l'appel à de nouvelles formes d'expertise est censé apporter des solutions aux nouveaux défis socio-économiques surgis de l'après-Première Guerre mondiale. L'importante documentation produite par le ministère du *Fomento*³ durant le régime de la Patrie Nouvelle (1919-1930) qui est conservée dans les archives péruviennes fait ressortir cette période comme un moment décisif de remise en question d'un laissez-faire territorial. Cette hypothèse constitue le point de départ de la thèse. En s'inscrivant dans l'approche culturaliste de l'État inspirée par le philosophe Michel Foucault et son concept de gouvernementalité⁴, cette recherche propose de retracer l'émergence d'une nouvelle rationalité politique sur le territoire combinant l'incorporation des terres aux circuits du capitalisme international et la « régénération » biologique, culturelle des populations amérindiennes par le biais d'une colonisation blanche et de l'exploitation de leurs terres privatisées. Au

Aline Helg (université de Genève, directrice de thèse), Annick Lempérière (université Paris 1, directrice de thèse), Paulo Drinot (University College of London, rapporteur), Olivier Compagnon (université Sorbonne-Nouvelle Paris 3, co-rapporteur), Hélène Blais (École normale supérieure), Anne-Laure Amilhat-Szary (université Grenoble Alpes) et Christoph Conrad (université de Genève, président du jury).

² Augusto Leguía, *Discurso programa con que el Señor Augusto B. Leguía asumió por tercera vez la presidencia de la República, el 12 de octubre de 1924*, Lima, Impr. Garcilaso, 1924, p. 13.

³ Qu'on peut traduire par "ministère du développement", ce dernier ayant été créé en 1896.

⁴ Michel Foucault, *Sécurité, territoire, population : Cours au Collège de France (1977-1978)*, Paris, Gallimard ; EHESS ; Le Seuil, 2004 ; Patrick Carroll, *Science, Culture and Modern State Formation*, Berkeley, University of California Press, 2006 ; James C. Scott, *Seeing like a State: How Certain Schemes to Improve the Human Condition Have Failed*, New Haven-London, Yale University Press, 1998.

début du xx^e siècle, ce sont les plantations sucrières et de coton de la côte Pacifique insérées dans les circuits internationaux du capitalisme moderne qui tirent l'essentiel de la croissance économique du Pérou, excluant la région andine (*sierra*) et l'Amazonie (*selva*) de la vie politique nationale. Le projet léguiste rompt avec le fait que les élites dirigeantes de Lima et de la *costa*, dans leur souhait de convertir le pays à l'économie libérale depuis le milieu du xix^e siècle, se sont jusque-là peu intéressées à la présence de l'État sur l'ensemble du territoire. Ce désintérêt s'est traduit par une connaissance limitée du « territoire national » lui-même et de ses habitants, en particulier dans ses marges amazoniennes.

L'Amazonie, qui représente peu ou prou 60 % du territoire national, constitue le terrain privilégié du déroulement de nouvelles formes d'expertise en matière de contrôle territorial et de la production de savoirs géographiques d'État. Formidables réservoirs de potentialités agro-industrielles, les confins amazoniens, encore largement inexplorés, font l'objet de toutes les convoitises, qu'il s'agisse des élites régionales ou des États voisins. Depuis l'après-guerre du Pacifique (1879-1883) et le traumatisme laissé par la défaite péruvienne face au Chili, l'obsession de la rationalisation du gouvernement territorial et du développement économique s'incarne dans une « conquête de l'Est » visant tout à la fois à recenser les ressources, délimiter les propriétés, cartographier l'espace national et définir le tracé des frontières.

La recherche d'efficacité du président Leguía s'incarne dans la participation croissante des ingénieurs (civils et militaires) au sein de l'appareil d'État durant le *Oncenio*⁵. Or, à l'exception des travaux du projet « Historia UNI »⁶ et quelques contributions éparses⁷, l'histoire de

⁵ Ce terme désigne les onze années au pouvoir du président Leguía depuis le coup d'État du 4 juillet 1919 jusqu'à son renversement par l'armée au mois d'août 1930.

⁶ José Ignacio López Soria, *Historia de la Universidad Nacional de Ingeniería*, Vol. 1, *Los años fundacionales (1876-1909)*, Lima, Editorial UNI, Proyecto Historia UNI, 2012 (1^{re} éd. 1981) ; Isaac Cazorla Moquillaza, *Historia de la UNI*,

l'émergence des ingénieurs en tant qu'élite techno-politique demeure l'un des angles morts de l'historiographie péruvianiste. Une lacune que cette thèse a ambitionné de combler en partie. L'attention particulière accordée aux champs de savoirs de l'ingénierie tant civile que militaire, aux pratiques et aux acteurs fait ressortir l'interaction complexe entre les experts locaux et étrangers. L'émergence d'une science nationale et différents types d'expertise territoriale apparaît bien, en dernière analyse, comme un processus transnational de co-construction des savoirs. Dans la mesure où la fabrique de cette ingénierie étatique a pour finalité la « régénération » de la nation péruvienne et la consolidation de l'indépendance du pays, cette thèse contribue à une meilleure compréhension du nationalisme économique et technologique de la décennie 1920 en Amérique latine.

Dans le sillage du *Knowledge Turn*⁸ et du renouveau de l'histoire des sciences et des technologies⁹, la démarche éclaire la façon dont la production du territoire fait s'articuler un programme politique et scientifique, lesquels façonnent à leur tour la construction d'un « État ingénieur ». À titre d'exemple, le chapitre 4 qui suit dans leur quotidien les commissions mixtes de délimitation et démarcation auxquelles donne lieu la signature de traités internationaux éclaire la spécificité d'un savoir proprement militaire dans la gestion des territoires frontaliers et leur représentation cartographique. Sur fond de rivalités géopolitiques et d'agitation régionaliste, ce chapitre pose la problématique de comment

Vol. 2, *El crecimiento y la modernización (1909-1930)*, Lima, Editorial UNI, Proyecto Historia UNI, 1999 ; Katya Rodríguez Valencia, *Historia de la UNI*, Vol. 3, *La apertura a espacios nuevos (1930-1955)*, Lima, Editorial UNI, Proyecto Historia UNI, 1999.

⁷ Nuria Sala i Vila, « Ingenieros y colonización amazónica en el Perú, 1821-1930 », in *Anuario IEHS*, 21, 2006, p. 441-466.

⁸ Sheila Jasanoff, *States of Knowledge: The co-production of Science and Social Order*, London, Routledge, 2004.

⁹ Pour un bilan historiographique, Dominique Pestre, *Introduction aux Sciences Studies*, Paris, La Découverte, 2006.

« faire science » dans un milieu hostile et tracer frontière dans des confins qui continuent d'être un objet d'exploration.

Les intentions gouvernementales de Leguía dans l'Amazonie interrogent la « colonialité du pouvoir¹⁰ » et les modalités concrètes de l'action étatique à distance. Le dialogue fécond engagé avec l'historiographie postcoloniale, l'histoire de la géographie¹¹ et les apports méthodologiques du tournant spatial¹² ont permis d'envisager ici une histoire spatiale de la construction étatique péruvienne depuis les marges. Pour suivre au plus près les ingénieurs, les cartographes, les arpenteurs et autres experts dans leurs activités de terrain, le corpus documentaire réunit des sources variées et parfois inédites (en dépit des conditions précaires de conservation et d'accessibilité des archives péruviennes) : archives nationales, régionales, militaires, diplomatiques, articles de presse, publications institutionnelles (*Bulletin de la Société des Ingénieurs*, *Bulletin de la Société Géographique de Lima*, *Touring Club Peruano*, etc.). Il en ressort le succès relatif et les échecs que cet « État ingénieur » a rencontrés dans la production de son territoire. Les pratiques du quotidien permettent en effet de comprendre comment se rencontrent des résistances (humaines ou naturelles) dans le processus d'acquisition du savoir et de la maîtrise territoriale. Enfin, dans ces marges amazoniennes, le pouvoir technoscientifique de l'État péruvien, façonné par des idées racialisées, s'exprime à travers la construction d'un « territoire colonial » reposant sur l'effacement des populations amérindiennes et la négation des réalités d'appartenance ethnique.

¹⁰ Aníbal Quijano, *Colonialidad del Poder. Globalización y Democracia*, Lima, Ediciones Sociedad y Política, 2001.

¹¹ On renverra à l'introduction générale d'Hélène Blais, Florence Deprest, Pierre Singaravélou (dir.), *Territoires impériaux. Une histoire spatiale du fait colonial*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2011.

¹² Crang Mike, Thrift Nigel (ed.), *Thinking space*, London, New York, Routledge, 2000 ; Warf Barney, Arias Santa (ed.), *The Spatial Turn: Interdisciplinary Perspectives*, London, New York, Routledge, 2009.

En faisant le pari d'analyser la « gouvernementalisation » de l'État péruvien à partir des savoirs géographiques et de la production du territoire depuis ses marges amazoniennes, la thèse contribue enfin à déconstruire le cadre traditionnel de la dichotomie *costa/sierra* établie par l'historiographie péruvianiste. L'Amazonie péruvienne (*selva*) est en effet longtemps restée le champ d'étude quasi exclusif des anthropologues et des sociologues. Or, repenser la co-construction des États et des territoires amazoniens ouvre des perspectives intéressantes pour historiciser les évolutions récentes de la gestion des marges par les États néolibéraux d'Amérique latine.

